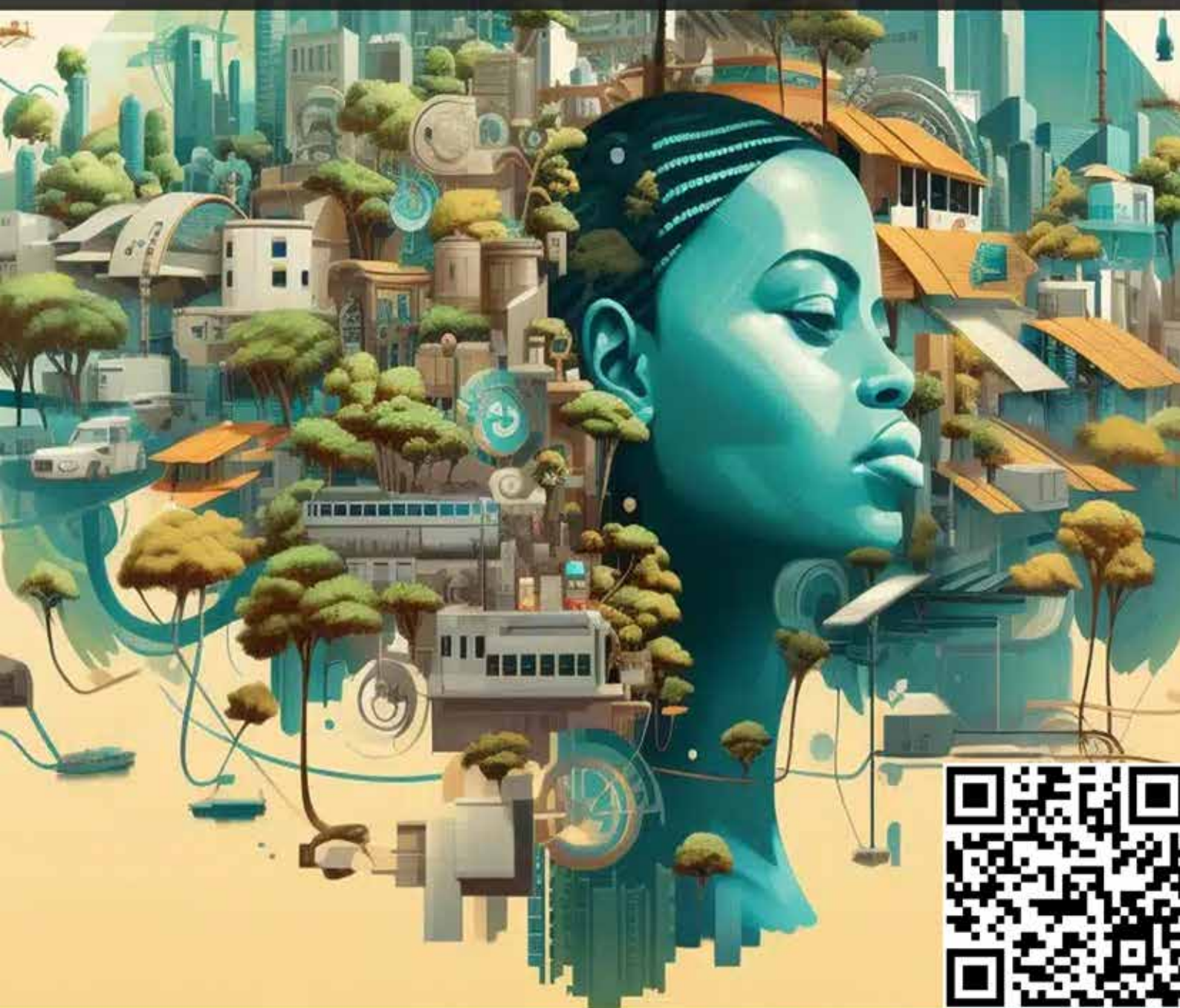


EXPLORER L'ÉCOSYSTÈME TECHNOLOGIQUE PANAFRICAIN

EXPLORING THE PAN-AFRICAN TECH LANDSCAPE





Transform Africa Summit 2024

Powering Africa's
Digital Prosperity:
Beyond Borders,
Beyond Limits

28-30 AUG

**KENYATTA INTERNATIONAL
CONFERENCE CENTRE,
NAIROBI - KENYA**

Be part of Africa's leading forum on Digital Transformation

The Transform Africa Summit is Africa's leading annual forum, bringing together global leaders from governments, the private sector, and international organizations to collaborate on innovative strategies for shaping, accelerating, and sustaining Africa's ongoing digital revolution.

REGISTER NOW

 transformafricasummit.org

HOST COUNTRY:



POWERED BY:



 smartafrica.org

	SOMMAIRE	SOMMARY
Dossier réalisé par Africa News Agency	Éditorial Rivolala RATSIMANDRESY : «Le ralentissement du financement frappe l'innovation africaine : défis et opportunités».....P04	Editorial Rivolala RATSIMANDRESY : «Slowing financing hits african innovation : challenges and opportunities».....P09
	Analyse Tech : un écosystème qui se structure.....P12	Analysis Tech: a structuring ecosystem.....P15
	Focus VivaTech Vivatech 2024 : L'Afrique au coeur de l'innovation numérique.....P17 AFRICATECH AWARDS 2024 : un tremplin pour l'innovation africaine.....P21 Tech : l'Afrique, nouvel eldorado de la fintech ?.....P24 Interview Aymen Mtimet : " l'Afrique est un formidable laboratoire de la fintech ".....P30 DJamo & Agribora : les Fintechs africaines qui réinventent le paysage financier.....P33	Focus VivaTech Vivatech 2024 : Africa at the heart of digital innovation.....P19 AFRICATECH AWARDS 2024 : a launchpad for African innovation.....P23 Is Africa the new fintech eldorado?.....P27 Interview Aymen Mtimet : " Africa is a remarkable fintech laboratory".....P32 DJamo & Agribora : African Fintechs reinventing the Financial landscape.....P35
	Portfolio 10 solutions impactantes.....P37 5 women in tech.....P43 Tribune Longa Andrea Mbuyamba : Une ode à la sororitéP47	Portfolio 10 impactful solutions.....P40 5 women in tech.....P45 Tribune Longa Andrea Mbuyamba: An ode to digital and Panafrican sorority.....P51
	Djibouti Fintech Forum Djibouti en route pour devenir un hub financier Africain.....P55 Interview Samatar Abdi Osman : «la révolution numérique à Djibouti nécessite une approche holistique».....P61 Interview Ahmed Osman Ali : «Les FinTech jouent un rôle crucial dans la transformation de notre secteur financier».....P65 Interview Radwan Abdillahi Bahdon : « Nous sommes témoins d'une convergence historique entre la finance et la technologie ».....P69 Zoom sur deux solutions innovantes : Waafi et D-Money.....P71 Reportage : Djibouti, au coeur de l'internet mondial.....P75	Djibouti Fintech Forum Djibouti Fintech Forum : Djibouti on track to become an African financial hub.....P58 Interview Samatar Abdi Osman : «the digital revolution in Djibouti requires a holistic approach».....P63 Interview Ahmed Osman Ali : «Fintechs play a crucial role in transforming our financial sector».....67 Interview Radwan Abdillahi Bahdon : «We are witnessing a historic convergence between finance and technology».....P70 Zoom on two innovative solutions : Waafi and D-Money.....P73 Report : Djibouti, at the heart of the global web.....P77
Report Produced by Africa News Agency	Gitex Africa 2024 L'Afrique se met à l'IA.....P80 Une vitrine pour la tech Made in Morocco.....P84 Interview Derguene Mbaye : «l'IA peut créer un cercle vertueux pour combler le fossé numérique».....P88 Etude : l'IA pour le développement inclusif en Afrique.....P92	Gitex Africa 2024 Africa embraces AI.....P82 A showcase for Made in Morocco tech.....P86 Derguene Mbaye: "AI can create a virtuous circle to bridge the digital divide".....P90 Study : AI for Inclusive Development in Africa.....P95
	Elearning eLearning Africa 2024 : l'Afrique en quête de solutions numériques innovantes pour transformer son système éducatif.....P99 Interview Rosa Calero «Autonomiser l'éducation à Kigali».....P105 Luxolo Rubushe : «l'e-learning émerge comme un moyen évolutif et accessible pour combler les lacunes éducatives et favoriser la croissance économique ».....P113 L'E-Learning au Bénin : vers une révolution numérique de l'éducation.....P117 Tribune Abdul-Karim Mohamed : Promouvoir l'EdTech en Afrique est difficile : mais la technologie est-elle le problème ?.....P123	Elearning eLearning Africa 2024: Africa in search of innovative digital solutions to transform its educational system.....P102 Interview Rosa Calero : Empowering education in Kigali.....P109 Luxolo Rubushe: «E-learning emerges as a scalable, accessible means to address educational gaps and foster economic growth».....P115 E-Learning in Benin : Towards a digital education revolution.....P117 Tribune Abdul-Karim Mohamed : Selling EdTech in Africa is hard, but is tech the problem ?.....P125
	Focus Rwanda Un hub numérique ?.....P128 Interview Abraham Augustin «Norrskén contribue activement à façonner le paysage technologique du Rwanda».....P134 Timbuktoo : une Initiative majeure pour soutenir les startups en Afrique.....P140	Focus Rwanda A digital hub ?.....P131 Interview Abraham Augustin : "Norrskén actively contributes to shaping Rwanda's tech landscape".....P137 Timbuktoo initiative to unleash Africa's startup revolution.....P142
	Kenya vs Nigeria : la course pour le leadership numérique en AfriqueP144	KENYA VS NIGERIA : digital hub competitionP146
	Startup Act Tunisien : un catalyseur pour l'écosystème entrepreneurial africainP148	Tunisian Startup Act : a catalyst for the African entrepreneurial ecosystemP150
Editor in chief Dounia Ben Mohamed	Gabon Digital : une transformation numérique ambitieuseP152	Gabon Digital : an ambitious digital transformationP154
	ANAKids École de codage : des ados super deviennent des pros du digital !.....P156	ANAKids Coding School: Super teens become digital pros!.....P158

«Le ralentissement du financement frappe l'innovation africaine : défis et opportunités»

Dans un contexte de déclin financier pour l'innovation en Afrique, du moins en apparence, Rivolala RATSIMANDRESY, qui accompagne depuis plusieurs années les entrepreneurs dans leur quête de financement, explore les défis et les opportunités émergentes, soulignant le besoin crucial de consolidation des écosystèmes technologiques du continent.

Par Rivolala RATSI-MANDRESY, CEO de la Rencontre des Entrepreneurs | RDE*

La plateforme de collecte de donnée en investissement « Briter Bridge » dans son dernier rapport « Africa 2023 Investment report, crisis or Adjustment » fait état d'une baisse de volume d'investissement dans la tech africaine enregistrant une diminution en glissement annuel de 21%, tombant à un peu plus de 4 milliards de dollars, par rapport aux 5,2 milliards de dollars enregistrés en 2022. Par ailleurs, le rapport précise qu'il s'agit de la première baisse enregistrée sur la dernière décennie (2014-2023).

Ce constat de baisse du volume d'investissement dans la tech est également partagé par les conclusions du rapport « 2023 Africa Tech Venture Capital Report » du fonds d'investissement Par-tech Africa, qui observe un ralentissement similaire du financement par le capital-risque.

Par ailleurs, les deux rapports confirment la concentration de la captation des investissements dans quatre pays, à savoir le Nigeria, le Kenya, l'Égypte et l'Afrique du Sud, qui ont attiré



68% des financements.

“Envisager ce ralentissement du financement comme une opportunité pour consolider nos écosystèmes tech et ainsi mieux l'inscrire dans les réels besoins de nos jeunes et nos pays respectifs”

Qu'est ce qui explique cette baisse ? La tech africaine est-elle devenue moins attractive à cause du manque d'innovation attendue par les investisseurs ?

où serait-elle la victime des écosystèmes qui tardent à s'organiser et à se structurer ? Ou les investisseurs sont-ils déçus du retour sur investissement attendus auprès des start up africaine ? Dernière option, les entrepreneurs de la tech africaine ne sont pas à la hauteur de ce qui est attendu en termes d'exécution ?

Peut-on aussi lier cette baisse par les scandales à répétition qui commencent à frapper les écosystèmes de la tech africaine ?

Les derniers tumultes rencontrés par la start up ghanéenne « Dash » en est un exemple parmi d'autres.

Le manque d'études disponibles et précises sur chacune des questions posées ci-dessus nous empêchent de conclure avec une réponse rationnelle et factuelle sur chacune des questions ainsi posées.

Néanmoins, il apparaît pertinent d'envisager ce ralentissement du financement comme une opportunité pour consolider nos écosystèmes tech et ainsi mieux l'inscrire dans les réels besoins de nos jeunes et nos pays respectifs.

Il faut en premier lieu revenir sur cette baisse du financement : si celle-ci se confirme, à l'échelle du continent, force est de constater que des startups performantes continuent de réaliser des levées.

C'est le cas par exemple de trois startups sénégalaises que sont : LafricaMobile porté par son fondateur Malick Diouf qui a bouclé sa Série A pour un montant de 4,3Meuros; Logidoo, fondé par Tamir Ousmane Traore, qui a également bouclé sa Série A pour \$1,55M ; et de Maad, fondée par Sidy Niang et Jessica Long qui a levé en Seed 2,9Meuros.

On peut citer également la start-up nigériane Seamix qui a levé en série A 4,1 Meuros ou encore la start up égyptienne Swypex

qui a bouclé en seed un tour de table de 3,7Meuros.

Plus globalement, comme mentionné dans les rapports cités plus haut, le nombre de transactions a progressé de 11% en 2023, atteignant plus de 1080 accords, contre 975 en 2022.

Si la levée de fonds est un exercice qui demande beaucoup de résilience de la part du fondateur ainsi que son équipe pour mener au bout cet exercice, le motif principal d'une levée est d'abord basé sur un projet innovant (technologiquement parlant), porté par une équipe complémentaire qui doit démontrer sa capacité à exécuter le projet et enfin un marché prometteur, aussi bien pour les segments visés que pour le retour sur investissement attendus des investisseurs.

De mon point de vue, cette baisse de financement peut être analysée sur trois niveaux.

Cette baisse de financement peut d'abord être analysée comme une prise de recul de la part des investisseurs (capital risqué). Ils sont venus sur un marché inexistant il y a à peine une décennie avec toutes les erreurs possibles et imaginables commises de part et d'autre.

Pour rappel, au cours de la dernière décennie, les investissements dans les entreprises (tech) opérant en Afrique sont pratiquement passés de zéro à

un marché de plus de 2 à 5 milliards par an au cours des cinq dernières années, avec des centaines de nouvelles entreprises et d'investisseurs entrant dans l'écosystème.

Ensuite, cette baisse peut aussi s'analyser par une meilleure affectation du financement vers des start up les plus performantes de la part des VCs. Ce qui constituerait une excellente nouvelle pour chacun de nos écosystèmes techs.

“il n'y a rien de pire que d'évoluer dans un écosystème rempli de start up « zombies » c'est-à-dire des starts-ups qui n'existent que grâce aux financements extérieurs accordés et non par l'achat de leur produit ou service par leurs clients”

Enfin, on peut analyser cette baisse par l'existence d'une mécompréhension entre les attentes d'un fonds d'investissements (VC) d'une start up africaine et ce que la tech africaine peut offrir en ce moment. Il n'existe quasiment pas de brevet déposé par la tech africaine qui valoriserait, sur le plan technologique, la dimension innovation de leur travail. La plupart opère donc sur le modèle « copycat » ou d'adaptation de ce qui existe ailleurs. Comme dit le proverbe, même la plus belle femme du monde ne peut offrir que ce qu'elle a.

Par ailleurs, même si le marché africain est très prometteur et ce à bien des égards_ une population jeune, une démographie en phase ascendante, des opportunités de marchés réelles où la



demande dépasse souvent l'offre_ les défis sont pour le moment nombreux.

On peut citer le coût d'accès à la connexion qui reste souvent trop élevé dans la plupart de nos pays même si des efforts conséquents ont été effectués. Nous pouvons aussi citer la lacune dans la formation de nos jeunes. Si les formations courtes en codage sont foisons, force est de constater que ces formations ne remplaceront jamais le cursus des ingénieurs dont notre continent manque cruellement.

Définir ses propres codes

Cette baisse de financement de la tech africaine peut aussi être une opportunité pour les acteurs de la tech africaine de définir leurs propres codes suivant

les expériences vécues au cours de la dernière décennie. L'idée ici n'est pas de réinventer la roue mais d'affirmer auprès des VC's ce qui fait la spécificité de l'écosystème tech africaine.

“Apparition ces dernières années d'un nombre non négligeable de différents véhicules d'investissement portés par des investisseurs africains visionnaires touchant différents secteurs et ce dans les différentes capitales”

Je suis conscient que le Kenya n'est pas le Sénégal et que la Côte d'Ivoire n'est pas l'Afrique du Sud. Cependant les problématiques rencontrées par les écosystèmes tech africains ont un dénominateur commun.

Ainsi, je peux par exemple proposer comme critère spécifique, la capacité de

la startup, non seulement à créer de l'emploi mais surtout à former des jeunes de manière continue tout au long de la vie de la startup. La formation des jeunes reste le vrai défi que notre continent doit relever si on veut accélérer pour atteindre nos objectifs. C'est pourquoi de mon point de vue les startups ont un rôle important à jouer.

Je peux aussi citer comme critère fort à mettre en place dans l'appropriation de la notion de startup sur notre continent, l'encouragement de nos filles, de nos sœurs sur ce secteur de la tech pour le moment dominé par des jeunes hommes. Des efforts sont faits mais de mon point de vue, ils sont trop éparpillés et pas suffisamment concentrés pour apporter l'impact attendu.

Je ne peux finir cette tribune sans appeler les Africains habitant sur le continent ainsi que la diaspora à investir massivement non seulement dans le secteur de la technologie mais surtout auprès des PME africaines.

Dans la conscience collective, investissement veut nécessairement dire grosse somme et reste du domaine des multinationales ou des personnes fortunées. Rien n'est plus faux !

“Appel aux Africains habitant sur le continent ainsi que la diaspora à investir massivement non seulement dans le secteur de la technologie mais surtout auprès des PME africaines”

Un investissement est la mise à disposition d'un projet, dans lequel on croit, d'une somme d'argent dont on n'a pas besoin à court et à moyen terme. Un investissement est donc nécessairement à long terme.

J'en profite pour préciser qu'un placement est différent de l'investissement.

Quand les Vcs apportent du capital auprès d'une startup ou entreprise, ils font de l'investissement et non du placement. En effet, compte tenu du risque inhérent à l'activité de startup, les investisseurs ont une forte chance de perdre l'argent qu'ils ont apporté si les

potentiels décelés auprès du la startup ou entreprise n'ont pas été transformés en business réel.

La diaspora sénégalaise envoie à leur pays d'origine plus que le Sénégal reçoit en aide au développement (\$2,5Mds/ an). Pourtant qu'est ce qu'on constate ? Ces fonds reçus ne sont ni optimisés en termes de collecte ni en termes d'allocation vers des projets qui créent de la valeur et/ ou qui créent de l'emploi.

Le Nigéria comme l'Égypte possèdent également une très forte diaspora à l'extérieur. Force est de constater que nous arrivons au même constat que le Sénégal.

Si l'immobilier est le secteur naturel d'investissement des Africains, cependant en regardant de près, il s'agit davantage de spéculation que ce qu'on peut appeler investissement. Pour s'en convaincre, il suffit de voir le prix des m² pratiqués dans nos capitales respectives.

Pour conclure, il faut rappeler l'apparition ces dernières années d'un nombre non négligeable de différents véhicules d'investissement portés par des investisseurs africains visionnaires touchant différents secteurs et ce dans les différentes capitales.

On peut citer quelques exemples marquants Adiwale, Jangoo (Côte d'Ivoire), Partech, Teranga Capital, WIC, We fund (Sénégal), Ciwara Capital (Mali & Sénégal), Breega (Paris, Londres).

Il n'y a rien donc de tragique de constater la baisse passagère du financement de l'écosystème tech africaine. Le signal d'alerte peut être activé si et seulement si cette baisse s'inscrit dans la durée.

Comme dit le sage : l'avenir est à ceux qui croient en la beauté de leurs rêves. Nous sommes l'avenir.

Africainement vôtre.

Rivolala RATSMANDRESY a co-fondé en septembre 2014 la Rencontre des Entrepreneurs, le 1er accélérateur Privé d'accompagnement de PME-PMI du Sénégal dont la mission consiste à repérer des PME-PMI à fort potentiel pour en faire des champions en leur donnant accès au capital, aux meilleures compétences et à un ensemble de réseau.

Pour en savoir plus :

www.entrepreneursenegal.com

«Slowing financing hits african innovation : challenges and opportunities»

In a context of financial decline for innovation in Africa, at least seemingly, Rivolala RATSIMANDRESY, who has been accompanying entrepreneurs in their quest for financing for several years, explores the challenges and emerging opportunities, emphasizing the crucial need to consolidate the continent's technological ecosystems.

By Rivolala RATSI-MANDRESY, CEO of Rencontre des Entrepreneurs | RDE*

The investment data collection platform «Briter Bridge» in its latest report «Africa 2023 Investment Report, Crisis or Adjustment» reports a decrease in investment volume in African tech, recording an annual decline of 21%, falling to just over \$4 billion, compared to the \$5.2 billion recorded in 2022. Moreover, the report specifies that this is the first decrease recorded in the last decade (2014-2023).

This observation of declining investment volume in tech is also shared by the conclusions of the «2023 Africa Tech Venture Capital Report» by the Partech Africa investment fund, which observes a similar slowdown in venture capital financing.

Furthermore, both reports confirm the concentration of investment capture in four countries, namely Nigeria, Kenya, Egypt, and South Africa, which attracted 68% of the funding.



“Considering this financing slowdown as an opportunity to consolidate our tech ecosystems and thus better align them with the real needs of our youth and our respective countries”

What explains this decline? Has African tech become less attractive due to the lack of innovation expected by investors? Or is it a victim of ecosystems that are slow to organize .

and structure themselves? Or are investors disappointed with the expected return on investment from African startups? Alternatively, are African tech entrepreneurs not living up to expectations in terms of execution?

Can this decline also be linked to the repeated scandals beginning to hit African tech ecosystems? The recent turmoil faced by the Ghanaian startup »Dash»

is one example among others.

The lack of available and precise studies on each of the questions raised above prevents us from concluding with a rational and factual answer to each of the questions posed. Nevertheless, it seems pertinent to consider this financing slowdown as an opportunity to consolidate our tech ecosystems and thus better align them with the real needs of our youth and our respective countries. First and foremost, we need to revisit this decline in financing: if confirmed, on a continental scale, it is clear that successful startups continue to raise funds.

This is the case, for example, with three Senegalese startups: Lafrica-Mobile, led by its founder Malick Diouf, which raised €4.3 million in Series A funding; Logidoo, founded by Tamsir Ousmane Traore, which also raised €1.55 million in Series A funding; and Maad, founded by Sidy Niang and Jessica Long, which raised €2.9 million in seed funding.

We can also mention the Nigerian startup Seamix, which raised €4.1 million in Series A funding, and the Egyptian startup Swypex, which raised €3.7 million in seed funding. More broadly, as mentioned in the reports cited above, the number of transactions increased by 11% in 2023, reaching over 1,080 deals, compared to 975 in 2022.

While fundraising is an exercise that requires resilience from the founder and their team to see it through, the main reason for a fundraising is primarily based on an innovative project (technologically speaking), led by a complementary team that must demonstrate its ability to execute the project, and finally, a promising market, both for the targeted segments and for the expected return on investment from investors.

From my point of view, this decline in financing can be analyzed on three levels. Firstly, this decline in financing can be seen as a step back by investors (venture capitalists). They came into a non-existent market barely a decade ago with all possible and imaginable mistakes made on both sides.

Secondly, this decline can also be analyzed as a better allocation of funding towards the most successful startups by VCs. This would be excellent news for each of our tech ecosystems. Indeed, there is nothing worse than operating in an ecosystem filled with «zombie» startups, i.e., startups that exist only thanks to external funding and not because of the purchase of their product or service by their customers.

Finally, we can analyze this decline as a misunderstanding between the expectations of venture capital (VC)

fund of an African startup and what African tech can currently offer. There are hardly any patents filed by African tech that would validate the technological innovation aspect of their work. Most operate on the «copycat» model or adaptation of what exists elsewhere. As the proverb says, even the most beautiful woman in the world can only offer what she has.

Moreover, although the African market is very promising in many respects: a young population, a rising demography, real market opportunities where demand often exceeds supply, however, there are currently many challenges.

We can mention the cost of access to connectivity, which remains often too high in most of our countries even if significant efforts have been made. We can also mention the gap in the training of our youth. While short coding courses abound, it is clear that these courses will never replace the curriculum of engineers, of which our continent is sorely lacking.

Defining its own codes

This decline in financing for African tech can also be an opportunity for African tech actors to define their own codes based on the experiences of the last decade. The idea here is not to reinvent the wheel but to assert to VCs what makes the specificity of the African tech ecosystem.

I am aware that Kenya is not Senegal and that Côte d'Ivoire is not South Africa. However, the challenges faced by African tech ecosystems have a common denominator.

Thus, for example, I can propose as a specific criterion the ability of the startup, not only to create employment but above all to train young people continuously throughout the life of the startup. Training young people remains the real challenge that our continent must overcome if we want to accelerate to achieve our goals. That's why from my point of view, startups have an important role to play in this regard.

"Call to Africans living on the continent as well as the diaspora to invest massively not only in the technology sector but especially in African SMEs"

I can also cite as a strong criterion to be implemented in the appropriation of the startup concept on our continent, the encouragement of our daughters, our sisters in this sector of tech currently dominated by young men. Efforts are being made but from my point of view, they are too scattered and not concentrated enough to bring about the impact as we wish.

I cannot finish this column without calling on Africans living on the continent as well as the diaspora to invest massively not only in the technology sector but especially in African SMEs. Moreover, ntries even if significant efforts have been made. We can also mention

the gap in the training of our youth. While short coding courses abound, it is clear that these courses will never replace the curriculum of engineers, of which our continent is sorely lacking.

In the collective consciousness, investment necessarily means a large sum and remains in the domain of multinationals or wealthy individuals. Nothing could be further from the truth! An investment is the provision of a project, in which one believes, with a sum of money that is not needed in the short or medium term. An investment is therefore necessarily long term. I take this opportunity to clarify that a placement is different from investment.

When VCs provide capital to a startup, they are investing and not placing. Indeed, given the inherent risk in the startup activity, investors have a high chance of losing the money they have provided if the potential identified with the startup or company has not been transformed into real business.

The Senegalese diaspora sends more money to their country of origin than Senegal receives in development aid (\$2.5 billion/year). Yet what do we observe? These funds received are neither optimized in terms of collection nor in terms of allocation to projects that create value and/or create employment. Nigeria and Egypt also have a very strong diaspora abroad. It is clear that we arrive at the same conclusion as Senegal. If real estate is the natural investment sector for Africans, however,

upon closer inspection, it is more speculation than what can be called investment. To be convinced of this, one only needs to look at the prices per square meter practiced in our respective capitals.

"In recent years, there has been a significant number of different investment vehicles launched by visionary African investors covering various sectors and in various capitals"

In conclusion, it is worth noting the emergence in recent years of a significant number of different investment vehicles launched by visionary African investors covering various sectors and in various capitals. We can cite some notable examples: Adiwale, Jangoo (Côte d'Ivoire), Partech, Teranga Capital, WIC, We fund (Senegal), Ciwara Capital (Mali & Senegal), Breega (Paris, London). There is therefore nothing tragic about the temporary decline in financing for the African tech ecosystem. The alarm signal can be activated if and only if this decline persists. As the wise man said: the future belongs to those who believe in the beauty of their dreams. We are the future.

***Rivolala RATSIMANDRESY** co-founded Rencontre des Entrepreneurs in September 2014, the first Private Accelerator for SMEs in Senegal, whose mission is to identify SMEs with high potential to make them champions by giving them access to capital, the best skills, and a network.

To learn more: www.entrepreneursenegal.com.



Transform Africa Summit 2024

Favoriser la prospérité
numérique de l'Afrique:
Sans frontières. Sans
limites.

28-30 AOÛT

**KENYATTA INTERNATIONAL
CONFERENCE CENTRE,
NAIROBI - KENYA**

Participez au plus grand forum africain sur la transformation digitale

Le sommet Transform Africa est le principal forum annuel de l'Afrique, réunissant des dirigeants de gouvernements, du secteur privé et d'organisations internationales pour collaborer sur des stratégies innovantes visant à façonner, accélérer et soutenir la révolution numérique en cours en Afrique.

INSCRIVEZ VOUS SUR

 transformafricasummit.org

PAYS D'ACCUEIL :



ALIMENTÉ PAR :



 smartafrica.org

ANALYSE

Tech : un écosystème qui se structure

Le continent africain, qui se confirme comme le nouveau terrain de jeu de la technologie, voit son écosystème tech se développer à une vitesse fulgurante. Et se structurer à mesure que les policy s'adaptent, les investissements affluent, les acteurs se multiplient, et les innovations se développent. L'Afrique est incontestablement entrée dans l'ère de la 4ème révolution technologique.



Les solutions technologiques adressent des défis socio-économiques majeurs @AFDB



Par Dounia Ben Mohamed

L'écosystème technologique africain est en pleine effervescence. Avec plus de 700 millions d'utilisateurs de téléphones mobiles et une pénétration Internet en constante augmentation, le continent se transforme en un terrain fertile pour les innovations numériques. Des hubs technologiques ont émergé dans des villes comme Lagos, Nairobi,

Le Cap et Kigali, où les startups fleurissent, attirant l'attention des investisseurs internationaux. Les pays africains ont fait des progrès significatifs en matière d'infrastructure technologique. Des projets de fibre optique et d'extension de la connectivité 4G/5G ont permis d'améliorer l'accès à Internet dans de nombreuses régions. Parallèlement, des initiatives publiques et privées se sont multipliées pour soutenir les jeunes entreprises technologiques, offrant des incubateurs, des accélérateurs et des fonds de capital-risque.

Attractivité et maturité

Le potentiel de croissance du marché africain attire de plus en plus

d'investissements. En 2022, les startups africaines ont levé un montant record de 4,3 milliards de dollars, soit une augmentation de 155 % par rapport à l'année précédente. Si les investissements ont évolué à la baisse l'année dernière, comme pour le reste de la tech mondiale, apparaissent de nouveaux acteurs, des fonds panafricains, qui continuent de miser sur l'innovation africaine. Si tous les secteurs sont concernés, les plus attractifs restent la fintech en premier lieu, ainsi que l'agritech, l'edtech et la healthtech.

La fintech, en particulier, est un domaine où l'Afrique excelle. Des entreprises comme M-Pesa au Kenya et Flutterwave au Nigeria ont révolutionné les services



La protection des données et la cybersécurité sont aussi des domaines nécessitant une attention accrue pour assurer la confiance des utilisateurs et des entreprises.

Innovations et impacts

Ce qui est loin de ralentir la soif d'innovation qui s'affiche sur l'ensemble du continent, participant à la transformation des économies et des sociétés africaines. Par exemple, le secteur de la fintech, avec des entreprises comme M-Pesa au Kenya, a révolutionné les services financiers en permettant à plus de 50 millions d'Africains d'accéder à des services bancaires via leur téléphone portable. Cela a facilité les transactions, augmenté l'inclusion financière et stimulé les petites entreprises. De même, l'agritech joue un rôle crucial en optimisant les chaînes d'approvisionnement alimentaire et en augmentant les rendements agricoles. Twiga Foods, par exemple, a aidé à réduire les pertes post-récolte et à améliorer les revenus des agriculteurs. En matière de santé, des innovations comme les drones de Zipline au Rwanda, qui livrent des médicaments vitaux dans des zones reculées, ont sauvé des milliers de vies.

financiers en offrant des solutions de paiement mobile et des services bancaires accessibles à des millions de personnes non bancarisées.

De même, si les Big 4_Kenya, Nigeria, Afrique du Sud, Egypte_, concentrent la majorité des investissements, et voient leur écosystème technologique atteindre une réelle maturité, d'autres écosystèmes se développent, au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Rwanda, ou encore en Tunisie.

Infrastructures, financements et réglementation, les freins à l'essor de la tech africain

Cependant, l'écosystème tech africain n'est pas sans défis. Le manque de financement demeure un obstacle majeur pour de nombreuses startups. Bien que les investissements augmentent, ils sont souvent

concentrés dans quelques pays et secteurs, laissant de côté de nombreuses régions et industries prometteuses.

L'infrastructure reste également une préoccupation. Malgré les progrès, l'accès à Internet à haut débit et fiable est encore limité dans de nombreuses régions rurales. De plus, les coûts élevés de la data peuvent freiner l'adoption des technologies.

Les questions réglementaires et politiques constituent un autre défi. Si la Côte d'Ivoire a récemment rejoint les pays qui se sont dotés d'un Startup Act, empruntant le chemin de la Tunisie, pionnière en la matière, suivi du Sénégal ou encore du Rwanda en cours, les environnements réglementaires demeurent instables et les bureaucraties lourdes peuvent décourager les investisseurs et les entrepreneurs.

Dans l'éducation, les solutions edtech peuvent combler les lacunes en matière de formation et de compétences, préparant ainsi la jeunesse africaine à un avenir numérique. Au Kenya les offres de contenus éducatifs via des téléphones mobiles permettent aux élèves d'apprendre même dans des zones sans accès à Internet.

Dans les énergies renouvelables également. Avec une abondance de soleil et de vent, l'Afrique a un potentiel énorme pour les solutions d'énergie renouvelable. Des startups comme Lumos et M-KOPA apportent des solutions solaires abordables aux foyers et entreprises hors réseau. L'essor de l'e-commerce offre également des opportunités pour les entreprises de vendre des produits au-delà des frontières locales. Jumia, souvent surnommé l'Amazon de l'Afrique, a ouvert le chemin en créant une plateforme pour les vendeurs et les acheteurs à travers le continent. Elles sont des centaines aujourd'hui de startups locales à proposer les mêmes services. La technologie blockchain peut résoudre de nombreux problèmes en Afrique, notamment en matière de transparence, de sécurité et d'efficacité. Des startups comme BitPesa utilisent la blockchain pour faciliter les paiements internationaux et les échanges commerciaux.

Ces exemples montrent que la tech non seulement stimule la croissance économique mais aussi adresse des défis sociaux majeurs, positionnant l'Afrique comme un acteur clé dans l'innovation mondiale.

Et à l'heure de l'intelligence artificielle, qui apporte des solutions innovantes aux défis locaux et stimule le développement économique, l'accélération de la transformation digitale en Afrique se confirme.

L'Afrique adopte et adapte l'IA

L'Afrique adopte et adapte

l'intelligence artificielle (IA) de manière innovante, en intégrant cette technologie dans divers secteurs pour répondre aux besoins locaux et surmonter les défis spécifiques du continent. Les gouvernements, les entreprises et les start-ups africaines jouent un rôle clé dans cette transformation.

Plusieurs pays africains, tels que le Kenya, le Nigeria et l'Afrique du Sud, ont lancé des initiatives et des politiques nationales pour promouvoir l'adoption de l'IA. Par exemple, le Rwanda a mis en place un Centre d'Excellence en IA, visant à développer des solutions locales et à former des talents en IA. Ces initiatives gouvernementales créent un cadre favorable pour l'innovation et l'intégration de l'IA dans divers secteurs économiques.

La formation et le développement des compétences sont essentiels pour l'adoption de l'IA. Des institutions comme l'African Institute for Mathematical Sciences (AIMS) et des programmes comme Data Science Africa offrent des cours et des ateliers pour former la prochaine génération de scientifiques et d'ingénieurs en IA. De plus, des partenariats avec des géants de la technologie comme Google et IBM aident à fournir des ressources éducatives et des plateformes d'apprentissage en ligne pour les étudiants et les professionnels.

Mais là encore les investissements, plus que nécessaires, sont insuffisants, et l'accès à la technologie limité par son coût. « Les équipements et logiciels numériques coûtent

plus cher, en dollars américains, en Afrique que dans d'autres régions, ce qui dissuade les entreprises de les adopter », constatent les experts de la Société financière internationale (IFC) dans un rapport intitulé « Opportunités du numérique dans les entreprises africaines ». Selon l'enquête en effet, les machines et équipements numériques coûtent 35% plus chers en Afrique subsaharienne qu'aux Etats-Unis.

Collaboration entre les secteurs public et privé

La collaboration entre les secteurs public et privé à ce titre est essentielle pour le développement de l'IA en Afrique. Des initiatives comme la Smart Africa Alliance regroupant des pays africains pour partager des connaissances, des ressources et des meilleures pratiques en matière de technologie et d'IA. De plus, des partenariats avec des entreprises technologiques internationales facilitent le transfert de technologies et l'accès à des infrastructures avancées.

Quoi qu'il en soit, l'Afrique est résolument décidée à adopter, et adapter, l'IA dans accélérer sa transformation numérique et bâtir un avenir numérique prospère et inclusif pour le continent.

En tirant parti des technologies émergentes et en surmontant les obstacles, l'Afrique peut devenir un leader mondial en matière d'innovation technologique et de développement durable.

Tech: a structuring ecosystem

The African continent, increasingly seen as a new playground for technology, is witnessing its tech ecosystem grow at a rapid pace. As policies adapt, investments flow in, players multiply, and innovations develop, Africa is undoubtedly entering the era of the 4th technological revolution.



Technological solutions address major social and economic challenges @AFDB



The African tech ecosystem is in full swing. With over 700 million mobile phone users and steadily increasing Internet penetration, the continent is transforming into a fertile ground for digital innovations. Tech hubs have emerged in cities like Lagos, Nairobi, Cape Town, and Kigali, where startups are flourishing, attracting the attention of international investors.

African countries have made significant progress in technological infrastructure. Projects involving fiber optics and the extension of 4G/5G

connectivity have improved Internet access in many regions. Meanwhile, numerous public and private initiatives have sprung up to support young tech companies, offering incubators, accelerators, and venture capital funds.

Attractiveness and maturity

The growth potential of the African market is attracting increasing investments. In 2022, African startups raised a record \$4.3 billion, a 155% increase compared to the previous year. Although investments have decreased recently, following the global tech trend, new players, including pan-African funds, continue to bet on African innovation. While all sectors are affected, the most attractive remain fintech, agritech, edtech, and healthtech.

Fintech, in particular, is an area where Africa excels. Companies like M-Pesa in Kenya and Flutterwave in Nigeria have revolutionized financial services

by offering mobile payment solutions and banking services accessible to millions of unbanked people.

Similarly, while the Big 4—Kenya, Nigeria, South Africa, and Egypt, concentrate most investments and see their tech ecosystems reach real maturity, other ecosystems are developing in Senegal, Côte d'Ivoire, Rwanda, and Tunisia.

Infrastructure, Financing, and Regulation: Obstacles to African Tech growth

However, the African tech ecosystem is not without challenges. The lack of funding remains a major obstacle for many startups. Despite increasing investments, they are often concentrated in a few countries and sectors, leaving many promising regions and industries behind.

Infrastructure remains a concern as well. Despite progress, access to reliable high-speed Internet is still limited



in many rural areas. Additionally, the high cost of data can hinder technology adoption.

Regulatory and political issues pose another challenge. While Côte d'Ivoire has recently joined the ranks of countries with a Startup Act, following Tunisia, Senegal, and Rwanda, regulatory environments remain unstable, and cumbersome bureaucracies can discourage investors and entrepreneurs. Data protection and cybersecurity are also areas requiring increased attention to ensure user and business confidence.

Innovations and impacts

These challenges have not slowed the thirst for innovation across the continent, to the transformation of African economies and societies. For example, the fintech sector, with companies like M-Pesa in Kenya, has revolutionized financial services by allowing over 50 million Africans to access banking services via their mobile phones. This has facilitated transactions, increased financial inclusion, and boosted small businesses. Similarly, agritech plays a crucial role in optimizing food supply chains and increasing for instance, has helped reduce post-harvest losses and improve farmers' incomes. agricultural yields.

Twiga Foods, In healthcare, innovations like Zipline's drones in Rwanda, delivering vital medicines to remote areas, have saved thousands of lives.

In education, edtech solutions can bridge gaps in training and skills, preparing African youth for a digital future. In Kenya, mobile educational content allows students to learn even in areas without Internet access. The renewable energy sector also holds great promise. With abundant sun and wind, Africa has enormous potential for renewable energy solutions. Startups like Lumos and M-KOPA provide affordable solar solutions to off-grid homes and businesses. The rise of e-commerce offers opportunities for businesses to sell products beyond local borders. Jumia, often called the Amazon of Africa, paved the way by creating a platform for sellers and buyers across the continent. Today, hundreds of local startups offer similar services. Blockchain technology can solve many problems in Africa, particularly in transparency, security, and efficiency. Startups like BitPesa use blockchain to facilitate international payments and trade.

These examples show that tech not only drives economic growth but also addresses major social challenges, positioning Africa as

a key player in global innovation.

AI's role in accelerating digital transformation in Africa

Africa is innovatively adopting and adapting artificial intelligence (AI), integrating this technology across various sectors to address local needs and overcome the continent's specific challenges. Governments, businesses, and African startups are playing a crucial role in this transformation.

Several African countries, such as Kenya, Nigeria, and South Africa, have launched initiatives and national policies to promote AI adoption. For instance, Rwanda has established a Center of Excellence in AI, aimed at developing local solutions and training AI talent. These government initiatives create a favorable framework for innovation and AI integration across different economic sectors.

Training and skill development are essential for AI adoption. Institutions like the African Institute for Mathematical Sciences (AIMS) and programs like Data Science Africa offer courses and workshops to train the next generation of AI scientists and engineers. Additionally, partnerships with tech giants like Google and IBM help provide educational resources and online learning platforms for students and professionals.

However, investments, while necessary, remain insufficient, and access to technology is limited by its cost. «Digital equipment and software are more expensive in US dollars in Africa than in other regions, discouraging businesses from adopting them,» observe experts from the International Finance Corporation (IFC) in a report titled «Digital Opportunities in African Businesses.» According to the survey, machines and digital equipment cost 35% more in sub-Saharan Africa than in the United States.

FOCUS VIVATECH

Vivatech 2024 : L'Afrique au coeur de l'innovation numérique

La dernière édition de Vivatech, le rendez-vous incontournable de l'innovation technologique, a une fois de plus révélé le potentiel africain dans le domaine numérique. Avec une présence accrue et des contributions significatives, les startups africaines ont captivé l'attention mondiale.



L'édition 2024 de VivaTech a une fois de plus exposé la créativité made in Africa@Vivatech

Paris accueillait du 22 au 25 mai la huitième édition de Vivatech avec, cette année encore, la célébration des champions de la technologie du monde entier, une découverte des dernières innovations, des débats sur les défis à venir et du réseautage.

Elon Musk, les soeurs Williams et le Japon à l'honneur

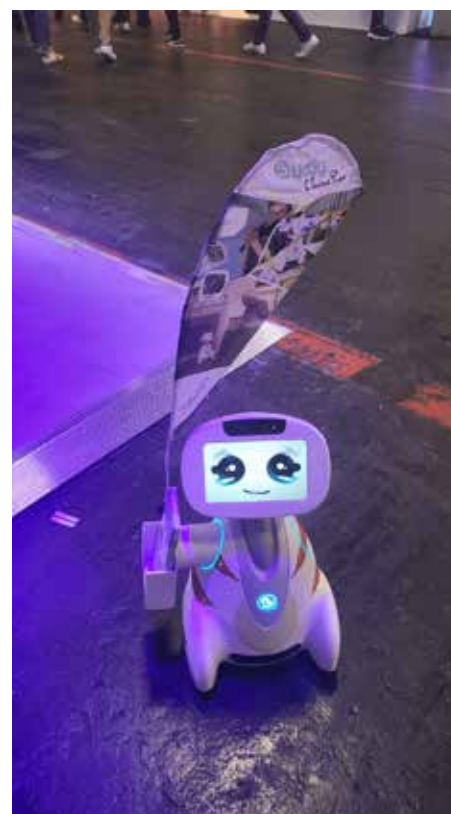
Une édition marquée par le retour de personnalités de renom telles qu'Elon Musk et les soeurs Williams, qui ont troqué le court de tennis pour les investissements tech, notamment avec la fintech française Shares. Elon Musk, à la tête de Tesla et Twitter (X), a pris part à distance à une session de questions-réponses, tandis que John Kerry, ancien Secrétaire d'État

américain, a partagé son expertise sur les réglementations et l'impact technologique.

Pays à l'honneur, le Japon a suscité l'intérêt des convives avec une quarantaine de représentants de son écosystème technologique.

"Le théâtre d'un véritable essor pour l'innovation africaine"

Surtout, cette édition a été le théâtre d'un véritable essor pour l'innovation africaine. Les startups du continent ont exposé leur créativité dans divers domaines, de la fintech à l'agritech en passant par la santé numérique. Elles ont présenté des solutions novatrices pour relever les défis spécifiques de l'Afrique, notamment l'accès





9 startups ont été sélectionnées pour leur contribution à l'essor de l'Afrique@ANA

aux services financiers et aux soins de santé de qualité.

A travers les AfricaTech Awards notamment, visant à reconnaître et à soutenir les entreprises africaines innovantes dans les domaines de la FinTech, de la Health Tech et de la Climate Tech. Neuf startups exceptionnelles ont été sélectionnées comme finalistes pour leurs contributions remarquables à l'essor de l'Afrique.

Dans la catégorie FinTech & E-commerce, des startups telles que agriBoRA, Inclusivity Solutions et SecondS-TAX ont été saluées pour leur impact sur l'accès aux services financiers en Afrique. En Climate Tech, des entreprises comme Schoolz, Hyper Tech et Solar Dev ont été

récompensées pour leur engagement en faveur de l'environnement. Enfin, dans le domaine de la Health Tech, des startups telles que Rology, Thalia Psychotherapy et Zencey ont été félicitées pour leurs innovations visant à améliorer l'accès aux soins de santé en Afrique.

300 innovations pour transformer le monde

La présence africaine à VivaTech ne fait que commencer. Avec un soutien croissant et un élan positif, les startups du continent sont bien positionnées pour continuer à jouer un rôle de premier plan dans la révolution numérique mondiale. VivaTech 2024 illustre une nouvelle ère d'innovation africaine, pleine de promesses et d'opportunités.

En attendant, VivaTech 2024, qui ambitionne de rivaliser avec le CES de Las Vegas en accueillant des représentants de 120 pays, avec une augmentation notable de la participation européenne, aura été une fois de plus le carrefour de l'innovation mondiale. Les participants auront eu l'occasion de découvrir 300 innovations surprenantes, des drones de passagers volants, des plantes qui produisent de l'électricité ou encore le premier SUV à hydrogène qui répond au nom de NamX. Avec toujours le même fil conducteur : bâtir un futur meilleur grâce à la technologie.

Pour en savoir plus :

vivatechnology.com

Vivatech 2024 : Africa at the heart of digital innovation

The latest edition of Vivatech, the must-attend event for technological innovation, once again showcased Africa's potential in the digital domain. With increased presence and significant contributions, African startups have captured global attention.



Vivatech 2024 once again showcased creativity made in Africa@Vivatech

Paris hosted the eighth edition of Vivatech from May 22 to 25, celebrating technology champions from around the world, discovering the latest innovations, engaging in debates on future challenges, and networking.

Elon Musk, the Williams sisters, and Japan in the spotlight

An edition marked by the return of renowned personalities such as Elon Musk and the Williams sisters, who shifted from the tennis court to tech investments, notably with the French fintech Shares. Elon Musk, leading Tesla and Twitter (X),

participated remotely in a question-and-answer session, while former US Secretary of State John Kerry shared his expertise on regulations and technological impact. The spotlight was on Japan, with around forty representatives from its technological ecosystem.

"A theatre for African innovation's flourishing"

Above all, this edition witnessed a flourishing of African innovation. Startups from the continent showcased their creativity in various fields, from fintech to agritech and digital health. They presented innovative





9 startups selected for their contribution to Africa's growth@ANA

solutions to address Africa's specific challenges, including access to quality financial services and healthcare.

Through the AfricaTech Awards in particular, aiming to recognize and support innovative African companies in FinTech, Health Tech, and Climate Tech. Nine exceptional startups were selected as finalists for their remarkable contributions to Africa's development.

In the FinTech & E-commerce category, startups such as agriBoRA, Inclusivity Solutions, and SecondSTAX were praised for their impact on financial services access in Africa. In Climate Tech, companies like Schoolz, Hyper Tech, and Solar Dev were

rewarded for their commitment to the environment.

Finally, in the Health Tech domain, startups such as Rology, Thalia Psychotherapy, and Zencey were congratulated for their innovations aimed at improving healthcare access in Africa.

300 Innovations to transform the world

Africa's presence at Vivattech is only just beginning support and positive momentum, startups from the continent are well positioned to continue playing a leading role in the global digital revolution. Vivattech 2024 marks the beginning of a new era of African innovation, full of promises and opportunities.

In the meantime, VivaTech 2024, which aims to rival CES in Las Vegas by hosting representatives from 120 countries, with a significant increase in European participation, has once again been the crossroads of global innovation. Participants had the opportunity to discover 300 surprising innovations, from flying passenger drones to plants that produce electricity, and even the first hydrogen SUV named NamX. With the same guiding principle: building a better future through technology.

For More Information :
vivatechnology.com

AFRICATECH AWARDS 2024 : un tremplin pour l'innovation africaine

La cinquième édition des AfricaTech Awards s'est tenue cette année lors de la dernière édition de VivaTech à Paris, rassemblant les esprits les plus brillants et les innovations les plus prometteuses du continent africain. Cet événement, qui célèbre l'excellence et l'innovation technologique en Afrique, a une fois de plus démontré que le continent est une force montante dans le domaine de la tech mondiale.



Les Africa Tech Awards ont récompensé les startups africaines les plus innovantes dans différents secteurs @Vivatech

Les AfricaTech Awards, initiés par VivaTech en partenariat avec la Société Financière Internationale (IFC) et la Banque Africaine de Développement (BAD), visent à reconnaître et à récompenser les startups africaines les plus innovantes dans divers secteurs technologiques. Pour cette édition 2024, plus de 500 candidatures ont été reçues, couvrant des domaines aussi variés que la fintech, la healthtech, l'agritech et l'edtech.

Les finalistes ont été invités à présenter leurs projets devant un panel d'experts composé de leaders de l'industrie, d'investisseurs et de représentants de grandes entreprises technologiques. Les projets ont été

évalués sur la base de leur impact social et économique, de leur potentiel de croissance et de leur capacité à résoudre des défis spécifiques au continent africain.

Temps phare de Vivatech

Parmi les lauréats de cette année, trois startups ont particulièrement retenu l'attention. La première PayGo Energy, basée à Nairobi, a été récompensée pour sa solution innovante permettant aux ménages à faible revenu d'accéder à des services de gaz de cuisson abordables et sécurisés grâce à un modèle de paiement par utilisation. Leur technologie, qui combine des compteurs intelligents et une plateforme de gestion

de données, vise à améliorer l'accès à l'énergie propre pour des millions de foyers africains, réduisant ainsi la dépendance au charbon et au bois de chauffage.

Dans la catégorie healthtech, LifeBank, fondée par Temie Giwa-Tubosun, a été distinguée pour son impact significatif dans le domaine de la santé. La startup utilise une plateforme numérique pour faciliter la distribution de produits médicaux essentiels, tels que le sang, les médicaments et l'oxygène, vers les hôpitaux et les cliniques en temps réel. Depuis sa création, LifeBank a sauvé des milliers de vies en assurant des livraisons rapides et fiables, même dans les zones les plus reculées.



AFRICATECH AWARDS TOP 45 2024

CLIMATE TECH

- AgriBORA, dojah, inclusivity solutions, OZOW, SecondSTAX
- InterSlip, futa, jem, OZOW, SecondSTAX
- AgriBORA, dojah, inclusivity solutions, OZOW, SecondSTAX
- AgriBORA, dojah, inclusivity solutions, OZOW, SecondSTAX
- AgriBORA, dojah, inclusivity solutions, OZOW, SecondSTAX

E-COMMERCE & FINTECH

- AgriBORA, dojah, inclusivity solutions, OZOW, SecondSTAX
- AgriBORA, dojah, inclusivity solutions, OZOW, SecondSTAX
- AgriBORA, dojah, inclusivity solutions, OZOW, SecondSTAX
- AgriBORA, dojah, inclusivity solutions, OZOW, SecondSTAX
- AgriBORA, dojah, inclusivity solutions, OZOW, SecondSTAX

HEALTH TECH

- AgriBORA, dojah, inclusivity solutions, OZOW, SecondSTAX
- AgriBORA, dojah, inclusivity solutions, OZOW, SecondSTAX
- AgriBORA, dojah, inclusivity solutions, OZOW, SecondSTAX
- AgriBORA, dojah, inclusivity solutions, OZOW, SecondSTAX
- AgriBORA, dojah, inclusivity solutions, OZOW, SecondSTAX

VIVA TECHNOLOGY

airtel CASSAVA Deloitte.



AFRICATECH AWARDS

IS YOUR STARTUP BOOSTING AFRICA'S INNOVATION?

VIVA TECHNOLOGY

JUNE 15-18 2022 PARIS

IFC International Finance Corporation WORLD BANK GROUP

Creating Markets, Creating Opportunities

Dans l'agritech, FarmCrowdy, une plateforme de crowd-funding agricole, a remporté le prix dans la catégorie agritech pour son modèle innovant permettant aux petits agriculteurs d'accéder à des financements, des technologies modernes et des marchés. En connectant les agriculteurs aux investisseurs, FarmCrowdy contribue à augmenter les rendements agricoles, à améliorer les revenus des agriculteurs et à renforcer la sécurité

alimentaire sur le continent.

Visibilité, mentoring et financement

Depuis leur création, les AfricaTech Awards ont eu un impact significatif en propulsant de nombreuses startups sur le devant de la scène internationale. Les lauréats bénéficient non seulement d'une reconnaissance accrue, mais aussi d'opportunités de mentorat, de financement et de réseautage

avec des acteurs clés de l'industrie technologique.

Pour les startups africaines, être récompensées aux AfricaTech Awards est un tremplin vers de nouvelles opportunités de croissance et d'expansion. Par exemple, Twiga Foods, lauréate de l'édition 2021, a depuis levé des fonds supplémentaires et étendu ses opérations à plusieurs pays africains, démontrant ainsi la valeur ajoutée de cette reconnaissance.

AFRICATECH AWARDS 2024 : a launchpad for African innovation

The fifth edition of the AfricaTech Awards was held this year at the latest edition of VivaTech in Paris, bringing together the brightest minds and the most promising innovations from the African continent. This event, which celebrates technological excellence and innovation in Africa, has once again demonstrated that the continent is a rising force in the global tech arena.



The AfricaTech Awards, initiated by VivaTech in partnership with the International Finance Corporation (IFC) and the African Development Bank (AfDB), aim to recognize and reward the most innovative African startups in various tech sectors. For the 2024 edition, over 500 applications were received, covering areas as diverse as fintech, healthtech, agritech, and edtech. The finalists were invited to present their projects before a panel of experts composed of industry leaders, investors, and representatives of major tech companies. The projects were evaluated based on their social and economic impact, growth potential, and ability to address specific challenges in Africa.

Vivatech highlights

Among this year's winners, three startups particularly stood out. The first, PayGo Energy, based in Nairobi, was awarded for its innovative solution that allows low-income households to access affordable and safe

cooking gas services through a pay-as-you-go model. Their technology, which combines smart meters and a data management platform, aims to improve access to clean energy for millions of African households, thereby reducing dependence on charcoal and firewood.

In the healthtech category, LifeBank, founded by Temie Giwa-Tubosun, was recognized for its significant impact in the healthcare sector. The startup uses a digital platform to facilitate the distribution of essential medical products, such as blood, medicines, and oxygen, to hospitals and clinics in real-time. Since its inception, LifeBank has saved thousands of lives by ensuring fast and reliable deliveries, even in the most remote areas.

In agritech, FarmCrowdy, an agricultural crowdfunding platform, won the award in the agritech category for its innovative model that enables smallholder farmers to access financing, modern

technologies, and markets. By connecting farmers with investors, FarmCrowdy helps increase agricultural yields, improve farmers' incomes, and enhance food security on the continent.

Visibility, mentoring and financing

Since their creation, the AfricaTech Awards have had a significant impact by propelling numerous startups onto the international stage. The winners benefit not only from increased recognition but also from mentorship, funding opportunities, and networking with key players in the tech industry.

For African startups, being awarded at the AfricaTech Awards is a springboard for new growth and expansion opportunities. For example, Twiga Foods, a winner of the 2021 edition, has since raised additional funds and expanded its operations to several African countries, demonstrating the added value of this recognition.

L'Afrique, nouvel eldorado de la Fintech ?

Catégorie à l'honneur lors de la dernière édition de Vivatech, l'Afrique connaît une véritable révolution Fintech, propulsée par une population jeune et non bancarisée et une adoption rapide des technologies mobiles. Si Inclusivity Solutions, lauréate des AfricaTechAwards, incarne cette dynamique, mais en dehors de la success story m-Pesa ou de la licorne Flutterwave, combien de fintech africaines émergent réellement alors que le secteur est confronté à des défis majeurs à commencer par une régulation encore frileuse face à l'innovation. Reportage



Les Fintechs, par les modèles innovants qu'elles permettent, apportent des solutions disruptives aux PME, transformant le paysage économique africain@DR

Sans surprise, Inclusivity Solutions, une startup sud-africaine qui ambitionne de "réimaginer l'assurance grâce à la technologie" en proposant des solutions d'assurance numérique, a remporté le prix de la Fintech lors des AfricaTechAwards 2024. Fondée en 2015, cette startup a récemment levé 1,5 million de dollars américains pour soutenir ses projets d'expansion panafricaine, suscitant un vif intérêt lors de la dernière édition de Vivatech.

Le "plus grand rendez-vous de la technologie" en Europe, selon ses promoteurs, se tenait du 22 au 25 mai à Paris et a de nouveau été une vitrine pour l'innovation africaine. Bien que moins nombreuses, les startups africaines

et les institutions qui les soutiennent ont été remarquées. L'IA était au cœur de cette édition 2024 de Vivatech, mais du côté de l'Afrique, c'est la fintech qui explose et s'expose. La Fintech était d'ailleurs la catégorie ayant attiré le plus grand nombre de candidatures, 148 sur 310 à l'AfricaTechAwards, signe de l'essor que connaît le secteur.

"Près de 700 millions de personnes sont potentiellement des clients pour les services Fintech"

Depuis une décennie, l'Afrique est devenue un terrain fertile pour les innovations Fintech. Avec une population de plus de 1,3 milliard d'habitants, dont

une grande majorité est jeune et non bancarisée, le continent offre un immense potentiel de croissance pour les startups technologiques financières. L'Afrique subsaharienne compte environ 66% de sa population sans accès à des services financiers formels. Cette situation crée une opportunité unique pour les startups Fintech qui cherchent à combler ce fossé. Selon un rapport de la Banque mondiale, seulement 34% des adultes en Afrique subsaharienne possèdent un compte bancaire, contre 69% à l'échelle mondiale. Cela signifie que près de 700 millions de personnes sont potentiellement des clients pour les services Fintech. De plus, le secteur qui s'ouvre à l'e-commerce



pourrait créer environ 3 millions d'emplois sur le continent africain d'ici à 2025.

Pour l'heure, la croissance des fintechs en Afrique a été impressionnante de 2020 à 2023. Le nombre de sociétés fintech en Afrique a augmenté de manière significative, avec une croissance de 17,7% de 2021 à 2023 selon le dernier rapport de Disrupt Africa. En 2021, le continent comptait environ 576 sociétés fintech, un chiffre qui a atteint 678 en 2023. Les fintechs africaines ont levé plus de 2,7 milliards de dollars entre 2021 et 2023, presque le double des fonds levés entre 2019 et 2021. Depuis 2015, 540 fintechs de 25 pays ont levé près de 3,64 milliards de dollars. Le Nigeria demeure en tête des pays leaders du marché avec 270 fintechs en 2023, suivi de l'Afrique du Sud avec 140 entreprises et le Kenya avec 102 entreprises. Ces trois pays représentent 67,7% des startups fintech africaines. L'Égypte a connu une augmentation de 66,7% du nombre de fintechs, et le Nigeria a enregistré une croissance de 50% au cours des deux dernières années.

Et tandis que de nouveaux marchés émergent, notamment le Burkina Faso, le Lesotho et la Namibie, augmentant

ainsi la diversité géographique du secteur fintech africain, les activités se diversifient. Les paiements et transferts de fonds restent les principales activités des fintechs, représentant 29,4% des opérations entre 2021 et 2023, bien que ce chiffre ait diminué par rapport aux années précédentes en raison de l'émergence de nouveaux secteurs comme les prêts, l'insurtech et la blockchain.

La success-story M-Pesa

Au cœur de leur réussite, les Fintechs en Afrique ne se contentent pas de reproduire des modèles existants ; elles innovent en créant des solutions adaptées aux besoins spécifiques des populations locales. À l'image de la success-story de M-Pesa.

Le Mobile Money, ou argent mobile, est sans doute l'innovation Fintech la plus marquante en Afrique. Pionnier de ce mouvement, le service M-Pesa, lancé par Safaricom au Kenya en 2007, a transformé la façon dont les Africains gèrent leur argent. M-Pesa permet aux utilisateurs de déposer, retirer, transférer de l'argent et payer des biens et services via leur téléphone mobile. Aujourd'hui, M-Pesa compte plus de 40 millions d'utilisateurs dans plusieurs

pays africains, dont le Kenya, la Tanzanie et le Ghana. En 2020, la valeur totale des transactions Mobile Money en Afrique subsaharienne a atteint 490 milliards de dollars, selon la GSM Association, représentant une augmentation de 23% par rapport à l'année précédente.

Le succès de M-Pesa a inspiré de nombreuses autres initiatives similaires sur le continent. Parmi lesquelles, Flutterwave, une startup nigériane fondée en 2016, devenue un leader dans le secteur des paiements en ligne. La société permet aux entreprises de recevoir des paiements de leurs clients à travers l'Afrique et au-delà. En 2021, Flutterwave a levé 170 millions de dollars lors d'une série de financement de série C, portant sa valorisation à plus d'un milliard de dollars, ce qui en fait l'une des rares licornes africaines. Chipper Cash, une autre startup notable, offre des services de transfert d'argent et de paiements transfrontaliers. Fondée en 2018, elle a rapidement gagné du terrain en raison de ses frais de transaction très bas et de son interface conviviale. Chipper Cash opère dans plusieurs pays, dont le Ghana, le Kenya, le Nigeria, l'Ouganda et le Rwanda, et a levé 100 millions de dollars en 2021.

“Les États africains ne sont pas assez ouverts à ces innovations technologiques”

Cependant, malgré cette forte croissance, environ 20% des fintechs répertoriées entre 2019 et 2021 ont cessé leurs activités au cours des deux dernières années, soulignant les défis auxquels elles sont confrontées. Le manque d'infrastructure technologique, les réglementations financières strictes et la méfiance des consommateurs envers les services financiers numériques sont autant d'obstacles à surmonter.

“La régulation, c'est le grand problème”, observe un consultant. “Les États africains ne sont pas assez ouverts à ces innovations technologiques pour diverses raisons. En Tunisie par exemple, la Banque centrale a délégué l'octroi des licences aux acteurs bancaires traditionnels, lesquels sont réfractaires à ces fintechs parce qu'ils les voient comme des concurrents.” Les soucis rencontrés par Binance au Nigéria, les nouvelles taxations au Kenya et, de manière générale, un cadre réglementaire pas encore adapté au secteur, voire qui en limite l'essor, freinent l'activité.

La cybercriminalité est un autre problème majeur. Les Fintechs doivent investir massivement dans la sécurité pour protéger les données des utilisateurs et renforcer la confiance dans leurs services. Selon un rapport de Serianu, une société de cybersécurité basée au Kenya, le coût annuel de la cybercriminalité est de l'ordre de 3,5 milliards de dollars.

L'intérêt des investisseurs pour les Fintechs africaines en attendant se confirme. En 2020, les startups Fintech africaines ont attiré 1,35 milliard de dollars en investissements, soit une augmentation de 55% par rapport à l'année précédente. Au total, 2,7 milliards de dollars entre

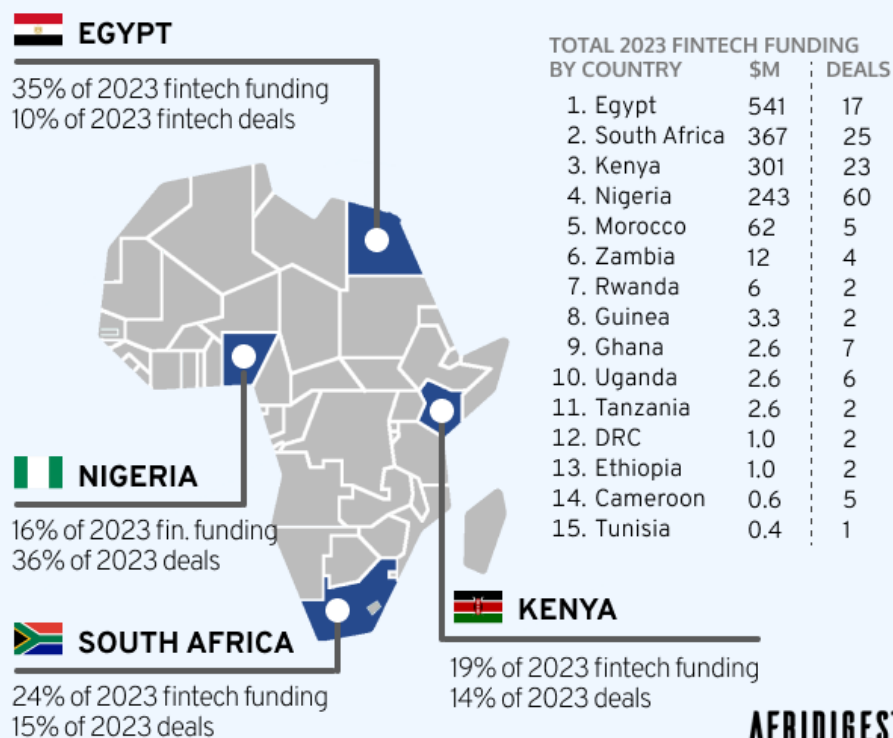
juillet 2021 et juin 2023 ont été levés par les startups africaines. Et si le secteur, comme les autres secteurs technologiques, a connu une baisse des investissements en 2023, la Fintech reste le favori des investisseurs. Une tendance qui devrait évoluer à la hausse. Bousculant le monde traditionnel de la finance vers plus d'innovation et d'ouverture pour une meilleure inclusivité. Ce qui pourrait permettre au continent de jouer un rôle de premier plan dans la révolution financière mondiale qui s'annonce.

“La Fintech pourrait permettre au continent de jouer un rôle de premier plan dans la révolution financière mondiale qui s'annonce”

En attendant, également nommée pour la Fintech de l'année aux prochains Bankers Awards, Inclusivity Solutions célèbre sa victoire qui “témoigne du travail acharné et du dévouement de notre équipe à favoriser l'inclusion financière en Afrique”, a partagé la startup sur les réseaux sociaux. D'autres startups qui n'auront pas reçu de prix auront néanmoins atteint leurs objectifs en rencontrant d'éventuels partenaires et investisseurs, la mission principale de Vivattech étant de promouvoir l'innovation technologique mondiale. Cette année, plus de 13 500 startups ont également eu l'occasion de nouer des relations d'affaires avec des entreprises de plus de 25 secteurs d'activité et de rencontrer plus de 2 000 investisseurs et fonds d'investissement.

2023 AFRICA FINTECH DEAL SUMMARY

TOTAL FUNDING	EQUITY FUNDING	DEBT FUNDING
\$1.55B	\$900M	\$647M
▼ -24% YoY	▼ -43% YoY	▲ +34% YoY
169 DEALS	139 DEALS	30 DEALS
▼ -37% YoY	▼ -41% YoY	▼ -6% YoY



Is Africa the new Fintech eldorado?

Featured prominently at the latest Vivatech edition, Africa is undergoing a true Fintech revolution, propelled by its young, unbanked population and rapid adoption of mobile technologies. While Inclusivity Solutions, winner of the AfricaTechAwards, embodies this momentum, outside of success stories like M-Pesa or the unicorn Flutterwave, how many African fintechs are truly emerging while the sector faces major challenges, starting with a regulatory environment still cautious toward innovation?



Fintechs, through the innovative models they enable, bring disruptive solutions to SMEs, transforming the African economic landscape@DR

Unsurprisingly, Inclusivity Solutions, a South African startup aiming to «reimagine insurance through technology» by providing digital insurance solutions, clinched the Fintech award at the 2024 AfricaTechAwards. Founded in 2015, this startup recently raised \$1.5 million to support its pan-African expansion projects, garnering keen interest at the latest Vivatech edition.

Billed as «Europe's biggest tech rendezvous» by its promoters, Vivatech took place from May 22nd to 25th in Paris and once again served as a showcase for African innovation. Though fewer in number, African startups and the institutions supporting them were noticeable. AI was at the heart of this 2024 Vivatech edition, but on the

African front, it's fintech that's booming and taking the spotlight. Fintech was, in fact, the category with the highest number of applications, 148 out of 310 at the AfricaTechAwards, indicating the sector's burgeoning growth.

«Nearly 700 million people are potential customers for Fintech services»

Over the past decade, Africa has become fertile ground for Fintech innovations. With a population exceeding 1.3 billion, a vast majority of whom are young and unbanked, the continent offers immense growth potential for financial technology startups. Sub-Saharan Africa has approximately 66% of its

population lacking access to formal financial services. This situation presents a unique opportunity for Fintech startups seeking to bridge this gap. According to a World Bank report, only 34% of adults in sub-Saharan Africa have a bank account, compared to 69% globally. This means nearly 700 million people are potential customers for Fintech services. Moreover, the burgeoning e-commerce sector could create around 3 million jobs in Africa by 2025.

Thus far, Fintech growth in Africa has been impressive from 2020 to 2023. The number of Fintech companies in Africa increased significantly, with a growth of 17.7% from 2021 to 2023 according to the latest Disrupt Africa



report. In 2021, the continent had approximately 576 Fintech companies, a figure that reached 678 in 2023. African Fintechs raised over \$2.7 billion between 2021 and 2023, nearly double the funds raised between 2019 and 2021. Since 2015, 540 Fintechs from 25 countries have raised nearly \$3.64 billion. Nigeria remains the leading market with 270 Fintechs in 2023, followed by South Africa with 140 companies and Kenya with 102 companies. These three countries account for 67.7% of African Fintech startups. Egypt witnessed a 66.7% increase in the number of Fintechs, and Nigeria recorded a 50% growth over the past two years.

As new markets emerge, including Burkina Faso, Lesotho, and Namibia, diversifying the geographical landscape of the African Fintech sector, activities are also diversifying. Payments and fund transfers remain the main activities of Fintechs, accounting for 29.4% of operations between 2021 and 2023, although this figure has decreased

compared to previous years due to the emergence of new sectors such as lending, insurtech, and blockchain.

The M-Pesa Success Story

At the core of their success, African Fintechs are not merely replicating existing models; they are innovating by creating solutions tailored to the specific needs of local populations. A prime example is the success story of M-Pesa.

Mobile Money, or mobile cash, is arguably the most remarkable Fintech innovation in Africa. A pioneer of this movement, the M-Pesa service, launched by Safaricom in Kenya in 2007, has transformed how Africans manage their money. M-Pesa allows users to deposit, withdraw, transfer money, and pay for goods and services via their mobile phones. Today, M-Pesa has over 40 million users in several African countries, including Kenya, Tanzania, and Ghana. In 2020, the total value of Mobile Money transactions in sub-Saharan Africa reached \$490 billion, according to

the GSM Association, representing a 23% increase from the previous year.

The success of M-Pesa has inspired numerous similar initiatives across the continent. Among them, Flutterwave, a Nigerian startup founded in 2016, has become a leader in the online payment sector. The company enables businesses a Nigerian startup founded in 2016, has become a leader in the online payment sector. The company enables businesses to receive payments from their customers across Africa and beyond. In 2021, Flutterwave raised \$170 million in a Series C funding round, valuing it at over \$1 billion, making it one of the few African unicorns. Another notable startup, Chipper Cash, offers money transfer and cross-border payment services. Founded in 2018, it has rapidly gained ground due to its very low transaction fees and user-friendly interface. Chipper Cash operates in several countries, including Ghana, Kenya, Nigeria, Uganda, and Rwanda, and raised \$100 million in 2021.

2023 AFRICA FINTECH DEAL SUMMARY

TOTAL FUNDING

\$1.55B

▼ -24% YoY

169 DEALS

▼ -37% YoY

EQUITY FUNDING

\$900M

▼ -43% YoY

139 DEALS

▼ -41% YoY

DEBT FUNDING

\$647M

▲ +34% YoY

30 DEALS

▼ -6% YoY

EGYPT

35% of 2023 fintech funding
10% of 2023 fintech deals

NIGERIA

16% of 2023 fin. funding
36% of 2023 deals

SOUTH AFRICA

24% of 2023 fintech funding
15% of 2023 deals

KENYA

19% of 2023 fintech funding
14% of 2023 deals

TOTAL 2023 FINTECH FUNDING BY COUNTRY

	\$M	DEALS
1. Egypt	541	17
2. South Africa	367	25
3. Kenya	301	23
4. Nigeria	243	60
5. Morocco	62	5
6. Zambia	12	4
7. Rwanda	6	2
8. Guinea	3.3	2
9. Ghana	2.6	7
10. Uganda	2.6	6
11. Tanzania	2.6	2
12. DRC	1.0	2
13. Ethiopia	1.0	2
14. Cameroon	0.6	5
15. Tunisia	0.4	1

AFRIDIGEST

"African states are not sufficiently open to these technological innovations"

However, despite this strong growth, about 20% of the Fintechs listed between 2019 and 2021 ceased operations over the past two years, under scoring the challenges they face. Lack of technological infrastructure, strict financial regulations, and consumer mistrust of digital financial services are all obstacles to overcome. «Regulation is the big issue,» observes one consultant. «African states are not sufficiently open to these technological innovations for various reasons. In Tunisia, for example, the Central Bank has delegated

licensing to traditional banking players, who are resistant to these Fintechs because they see them as competitors.» Challenges faced by Binance in Nigeria, new taxation in Kenya, and, generally, a regulatory framework not yet adapted to the sector, or even limiting its growth, are hindering activity.

Cybercrime is another major problem. Fintechs must invest heavily in security to protect user data and build trust in their services. According to a Serianu report, a cybersecurity company based in Kenya, the annual cost of cybercrime is around \$3.5 billion.

"Fintech could enable the continent to play a leading role in the impending global financial revolution"

Investor interest in African Fintechs is further solidifying. In 2020, African Fintech startups attracted \$1.35 billion in investments, marking a 55% increase from the previous year. In total, \$2.7 billion was raised by continent to play a leading role African startups between July 2021 and June 2023. Despite a downturn in investment across sectors in 2023, Fintech remains investors' favorite. This trend is expected to continue upward, disrupting the traditional finance world towards more innovation and inclusivity. This could potentially position the in the impending global financial revolution.

Meanwhile, also nominated for Fintech of the Year at the upcoming Bankers Awards, Inclusivity Solutions celebrates its victory, which «testifies to the hard work and dedication of our team in promoting financial inclusion in Africa,» shared the startup on social media. Other startups that may not have received awards nonetheless achieved their goals by meeting potential partners and investors, the main mission of Vivatech being to promote global technological innovation. This year, over 13,500 startups also had the opportunity to establish business relationships with companies across more than 25 sectors and meet over 2,000 investors and investment funds.

Interview Aymen Mtimet : « l'Afrique est un formidable laboratoire de la fintech »

Aymen Mtimet, Partner Advisory chez Deloitte Afrique Francophone, partage ses réflexions sur l'évolution de la Fintech en Afrique, ses défis actuels et les opportunités de croissance.



Comment évolue le secteur de la Fintech en Afrique ?

Aujourd'hui, la Fintech en Afrique connaît une croissance réellement extraordinaire. Un peu moins que les années précédentes mais il faut savoir que l'Afrique a été précurseur dans le domaine de la fintech et des investissements dans le secteur qui commence à atteindre une certaine maturité. On assiste aujourd'hui par contre à une croissance plus soutenue de spécialités qui se développent dans le secteur de l'insuretech par exemple ou les regtech. On commence à sortir du schéma classique, ce qui confirme le rôle de l'Afrique en tant que véritable laboratoire de la fintech dans le monde.

Quelle est la définition d'une Fintech ?

C'est la question intéressante. Finalement qu'est ce que c'est qu'une fintech ? On a plusieurs définitions, mais globalement aujourd'hui, une Fintech, c'est une start-up technologique qui opère dans le domaine de la finance. Ceci comprend les services de banques et assurances, les services de conseil aux clients, les investissements, les paiements et cryptomonnaies, etc.... Mais toute l'idée derrière, c'est comment digitaliser la finance et développer des services financiers digitalisés. en termes de volumétries. Il y a beaucoup plus de startups qui opèrent dans le domaine des paiements mobiles en offrant à la fois des solutions pour les particuliers mais aussi pour les commerçants.

Quels sont les pays où les fintech sont les plus développées ?

Ce sont les pays où il y a un écosystème entrepreneurial

développé mais surtout les pays qui attirent le plus de levés de fond, autrement dit l'Afrique du Sud, le Nigéria, le Kenya et l'Egypte, des pays où des structures sont en train de se développer. Ceci dit d'autres écosystèmes sont en train de se développer comme la Tunisie, le Sénégal ou la Mauritanie.

Quels sont les défis auxquels la Fintech est confrontée en Afrique ?

De façon générale, quelques défis reviennent systématiquement quand il s'agit de fintech en Afrique. Le premier concerne l'accès aux financements. Aujourd'hui on a 4 pays africains qui concentrent près de 90% des levées de fonds en Afrique. Il y a donc de nombreux écosystèmes qui restent en manque de financement et qui ont des difficultés à attirer les VC. Le deuxième défi, concerne l'aspect réglementation. Comment adapter le cadre réglementaire pour que les fintech puissent opérer à la fois dans leur pays et dans les autres pays du continent. On voit aujourd'hui de plus en plus d'initiatives qui permettent à ces fintech d'opérer et d'être interopérables dans toute une région. Le troisième et dernier défi, c'est la capacité de répondre à un certain nombre de besoins. Aujourd'hui, les fintech ont atteint un certain niveau de maturité sur le marché africain les nouvelles fintech sont à la recherche d'usages innovants pour se différencier et continuer à apporter de la valeur.

Pourquoi cet intérêt pour les fintech aujourd'hui ?

Pour plusieurs raisons. En premier lieu, le taux de bancarisation qui reste globalement faible en Afrique. Les fintech apportent une alternative pour inclure ces

populations d'abord financièrement puis économiquement et ça c'est important, parce que quand on regarde les PIB, les taux de croissance des pays africains, il y a une marge de développement vraiment importante et les fintech peuvent jouer un rôle essentiel dans sa réalisation. Le deuxième volet est l'inclusion sociale. Ces populations qui vont être incluses financièrement, économiquement, qui vont sortir du secteur formel, vont pouvoir avoir une sécurité sociale, avoir une identité numérique et accéder à un certain nombre de services sociaux. Enfin, parce que les fintech représentent un levier de développement pour d'autres secteurs de l'économie réelle en Afrique, notamment la santé et l'éducation ... En synthèse, la Fintech aujourd'hui c'est une façon d'inclure économiquement, socialement, financièrement, des personnes qui ne le sont pas et de permettre ainsi l'accélération de plusieurs secteurs économiques.

***Aymen Mtimet** est Partner Advisory au sein de Deloitte Afrique Francophone, spécialisé en stratégie et croissance économique. Titulaire d'un MBA en Finance de la Sorbonne Business School et d'un Diplôme en administration des entreprises de l'université Paris 1, il a plus de 17 ans d'expérience en Europe et en Afrique dans l'accompagnement du secteur public et privé dans leur transformation.

Il a dirigé de nombreuses réformes des stratégies publiques, en particulier liées à l'inclusion financière et à l'innovation. Il a notamment conduit de nombreux programmes de développement stratégique et opérationnel, en particulier auprès des institutions financières et des bailleurs de fonds.

Interview Aymen Mtimet : « Africa is a remarkable fintech laboratory »

Aymen Mtimet, Partner Advisory at Deloitte Francophone Africa, shares his insights on the evolution of fintech in Africa, its current challenges, and growth opportunities.



How is the Fintech sector evolving in Africa?

Today, fintech in Africa is experiencing truly extraordinary growth. A bit less than in previous years, but it's important to note that Africa was a pioneer in the field of fintech and investments in the sector, which is now beginning to reach a certain maturity. However, we are currently witnessing more sustained growth in specialized areas such as insurtech and regtech. We are starting to move away from the classic framework, which confirms Africa's role as a genuine fintech laboratory in the world.

What is the definition of Fintech?

That's an interesting question. So, what exactly is fintech? There are several definitions, but generally today, a fintech is a tech startup operating in the financial sector. This includes banking and insurance services, client advisory services, investments, payments, cryptocurrencies, etc. But the whole idea behind it is to digitize finance and develop

digital financial services. In terms of volume, there are many more startups operating in the field of mobile payments, offering solutions both for individuals and merchants.

Which countries have the most developed fintech sectors?

These are the countries with a developed entrepreneurial ecosystem but more importantly, countries that attract the most funding, namely South Africa, Nigeria, Kenya, and Egypt—countries where structures are developing. That said, other ecosystems are also emerging, such as Tunisia, Senegal, and Mauritania.

Which countries have the most developed fintech sectors?

In general, some challenges are consistently mentioned when it comes to fintech in Africa. The first concerns access to financing. Today, four African countries account for nearly 90% of the fundraising in Africa. Thus, many ecosystems lack funding and struggle to attract VCs. The second challenge involves regulation. How do we adapt the regulatory framework so that fintech can operate both in their home country and in other countries across the continent? Today, we see more and more initiatives that allow these fintech companies to operate and be interoperable across an entire region. The third and final challenge is the ability to meet a certain number of needs. Today, fintech companies have reached a certain level of maturity in the African market. New fintechs are seeking innovative use cases to differentiate themselves and continue providing value.

Why is there so much interest in fintech today?

For several reasons. Firstly, the rate of banking penetration remains generally low in Africa. Fintech provides an alternative to include these populations financially and then economically, and that is important because when we look at GDP and growth rates of African countries, there is a significant development margin, and fintech can play a crucial role in achieving this. The second aspect is social inclusion. These populations, once included financially and economically, will leave the informal sector, gain social security, have a digital identity, and access a range of social services. Finally, fintech represents a lever for development in other sectors of the real economy in Africa, notably health and education. In summary, fintech today is a way to include people economically, socially, and financially, who are currently not included, thereby accelerating multiple economic sectors.

Aymen Mtimet is a Partner Advisory at Deloitte Francophone Africa, specializing in strategy and economic growth. He holds an MBA in Finance from the Sorbonne Business School and a degree in Business Administration from Paris 1 University. He has over 17 years of experience in Europe and Africa, supporting the public and private sectors in their transformation. He has led numerous public strategy reforms, particularly related to financial inclusion and innovation. He has also conducted many strategic and operational development programs, especially with financial institutions and donors.

DJamo & Agribora : les Fintechs africaines qui réinventent le paysage financier

DJamo et Agribora illustrent parfaitement l'essor des Fintechs en Afrique, chacune dans son domaine d'expertise. Alors que DJamo se concentre sur les services financiers généraux, Agribora s'attaque spécifiquement aux besoins du secteur agricole. Ensemble, ces startups témoignent de l'innovation florissante et de l'impact positif des Fintechs sur le continent africain.

The image displays two side-by-side promotional posters. The left poster is for DJamo, featuring a yellow background with the DJamo logo at the top. Below the logo, it says 'Un compte. Une carte. En 2 minutes' and '#hellodjamo'. At the bottom, there are icons for downloading the app from the App Store and Google Play, and the BGFIBank logo. The right poster is for Agribora, featuring a green background with the Agribora logo at the top. Below the logo, it says 'Data driven agribusiness'. The main image shows a woman in a field using a smartphone. Overlaid text asks 'Do you want to be a smart farmer?' and 'JUST DIAL *384*088# AND ADD YOUR FARM Its Quick & Easy!!'. At the bottom, contact information is provided: 'Tel: +254 768 548 707', 'info@agribora.com', and 'www.agribora.com'.

DJamo : La Fintech Made in Africa qui révolutionne les services financiers

Fondée en 2020 par Régis Bamba et Hassan Bourgi en Côte d'Ivoire, DJamo se démarque dans le paysage en plein essor de la technologie financière en Afrique en offrant des solutions innovantes et accessibles pour répondre aux besoins des populations souvent sous-bancarisées. Cette startup africaine a pour objectif de révolutionner les services financiers sur le continent en proposant des produits et des services conçus pour faciliter les transactions financières, l'épargne et l'accès au crédit pour les individus et les petites entreprises.

Grâce à son approche centrée sur les utilisateurs et son engagement envers l'inclusion financière, DJamo a su établir une présence solide sur le marché de la Fintech en Afrique. En utilisant des avancées technologiques telles que les paiements mobiles, les plateformes de crowdfunding et les services bancaires numériques, DJamo contribue à transformer la manière dont les services financiers sont perçus et accessibles sur le continent.

La startup a levé en 2022 un tour de table de 14 millions de dollars – le plus grand tour de table jamais réalisé pour une startup en Côte d'Ivoire – pour se développer dans toute l'Afrique

francophone.

Agribora : L'Agrifintech kenyane qui révolutionne l'agriculture

Pionnière à plus d'un titre, Agribora, startup kenyane fondée en 2018 par Kizito Odhiambo, incarne la convergence entre l'agriculture et la technologie financière en offrant des solutions novatrices pour soutenir les agriculteurs au Kenya. En tant qu'agrifintech, cette startup combine les avancées technologiques avec les besoins spécifiques du secteur agricole pour faciliter l'accès au financement, améliorer la gestion des exploitations et stimuler la productivité agricole.



En s'appuyant sur des technologies telles que la blockchain, l'intelligence artificielle et les analyses de données, Agribora ouvre de nouvelles opportunités pour le secteur agricole kényan. La startup vise à résoudre certains des principaux défis auxquels sont confrontés les agriculteurs au Kenya, tels que l'accès limité au financement et la volatilité des prix des produits

gricoles, tout en renforçant la résilience et la prospérité des communautés agricoles du pays.

Agribora : la tech au service du développement

DJamo et Agribora sont des exemples inspirants de l'innovation africaine dans le domaine de la Fintech. Leurs approches uniques et leurs solutions adaptées

aux réalités africaines témoignent de l'énorme potentiel des startups africaines pour transformer le paysage financier et agricole du continent. Ces Fintechs jouent un rôle majeur dans l'autonomisation des individus, des communautés et des secteurs clés de l'économie africaine, contribuant ainsi à la croissance et au développement durable de l'Afrique.

DJamo & Agribora : African Fintechs reinventing the Financial landscape

DJamo and Agribora exemplify the rise of Fintechs in Africa, each in its own area of expertise. While DJamo focuses on general financial services, Agribora specifically addresses the needs of the agricultural sector. Together, these startups showcase flourishing innovation and the positive impact of Fintechs on the African continent.

djamo

Un compte. Une carte.
En 2 minutes
#hellodjamo

Téléchargez l'application
App Store Google Play

BGFI Bank

agrIBORA
Data driven agribusiness

Do you want to be
a smart farmer?

JUST DIAL
***384*088#**
AND ADD YOUR FARM
Its Quick & Easy!!

Tel: +254 768 548 707 info@agribora.com www.agribora.com

DJamo: The Made in Africa Fintech Revolutionizing Financial Services

Founded in 2020 by Régis Bamba and Hassan Bourgi in Côte d'Ivoire, DJamo stands out in the burgeoning landscape of financial technology in Africa by offering innovative and accessible solutions to meet the needs of often underbanked populations. This African startup aims to revolutionize financial services on the continent by providing products and services designed to facilitate financial transactions, savings, and access to credit for individuals and small businesses.

With its user-centered approach and commitment to financial inclusion, DJamo has established a strong presence in the African Fintech market. By leveraging technological advancements such as mobile payments, crowdfunding platforms, and digital banking services, DJamo is contributing to transforming how financial services are perceived and accessed across the continent.

The startup raised a \$14 million funding round in 2022—the largest funding round ever for a startup in Côte d'Ivoire—to expand throughout French-speaking Africa.

Agribora: The Kenyan Agri-fintech Revolutionizing Agriculture

A trailblazer in many ways, Agribora, a Kenyan startup founded in 2018 by Kizito Odhiambo, embodies the convergence of agriculture and financial technology by offering innovative solutions to support farmers in Kenya. As an agrifintech, this startup combines technological advancements with the specific needs of the agricultural sector to facilitate access to financing, improve farm management, and boost agricultural productivity.



By leveraging technologies such as blockchain, artificial intelligence, and data analytics, Agribora is opening up new opportunities for the Kenyan agricultural sector. The startup aims to address some of the key challenges facing farmers in Kenya, such as limited access to financing and volatility in agricultural commodity prices, while strengthening the resilience and prosperity of agricultural communities in the country.

Agribora : Tech for Development

DJamo and Agribora are inspiring examples of African innovation in the Fin-tech field. Their unique approaches and solutions

tailored to African realities demonstrate the immense potential of African startups to transform the financial and agricultural landscape of the continent. These Fin-techs play a significant role in empowering individuals, communities, and key sectors of Africa's economy, contributing to the continent's growth and sustainable development.

Zoom sur 10 solutions à impact

Dans l'AgriTech, l'EdTech, ou encore la Fintech, l'Afrique assiste à l'éclosion d'une multitude de solutions impactantes. Tour d'horizon.



Investiv, Côte d'Ivoire

Investiv, fondée en 2017, est une entreprise pionnière dans l'utilisation des drones pour l'agriculture de précision en Afrique de l'Ouest. "Nous offrons des solutions techniques innovantes, permettant à nos partenaires d'améliorer leur productivité et de mieux gérer leurs ressources" indique le jeune entrepreneur ivoirien Aboubacar Karim. L'idée de départ est simple :

et nouvelles technologies pour accroître les revenus agricoles. "Nos services incluent la cartographie précise des terres, la surveillance des cultures, et des analyses techniques pour optimiser les projets agricoles. Nous aidons les agro-industriels et les coopératives à réduire les pertes et à maximiser leurs rendements, tout en offrant des formations pour renforcer les compétences locales." Investiv vise à catalyser le changement agricole en Afrique de l'Ouest en intégrant la technologie et l'expertise pour créer un avenir durable et prospère pour tous.

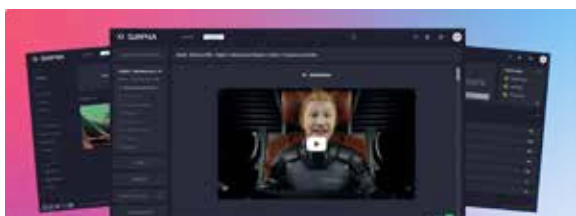


Consizé, Nigéria

Fils d'enseignants, Kennedy Ekezie a toujours eu pour vision de rendre l'éducation accessible à tous. Après avoir contribué à la stratégie de développement de TikTok en Afrique et co-créé Kippa, il a lancé Consizé, un système de gestion de l'apprentissage basé sur la messagerie qui rend l'apprentissage accessible en rencontrant les apprenants là où ils se trouvent.

Consizé vise à rendre l'apprentissage accessible en utilisant des outils de messagerie tels que WhatsApp, SMS, Slack et Microsoft Teams. Les apprenants reçoivent des cours de formation micro en 10 minutes par jour. « Je pense que la technologie n'est pas la solution. Cela doit être combiné avec des éléments tels que de bons enseignants, des infrastructures d'apprentissage et des écoles bien équipées. Mais je pense que la technologie est un catalyseur », déclare-t-il. « Cela nous permet de former des gens qui n'auraient pas eu accès à la formation sans la technologie. »

Pour Kennedy Ekezie, l'avenir est clair : « Nous voulons que notre produit fonctionne pour les banques, les entreprises aéronautiques, les entreprises hôtelières qui ont besoin de former leurs employés, des organisations comme la Croix-Rouge, par exemple, qui ont besoin de former leurs travailleurs en ligne. Nous voulons que cela fonctionne pour tout le monde », sans se limiter à l'Afrique. « Nous développons une plateforme pour les entreprises du monde entier », souligne Kennedy.



Sayna, Madagascar

Sayna, qui signifie « intelligence » en malagasy, fondée par Matina Razafimahefa, est une plateforme de formation ludique en ligne offrant des apprentissages de trois à six mois sous forme de jeux vidéo. « Il s'agit, dans un

premier temps, d'apprendre la culture digitale. Je vous assure, cela s'apprend et ce dès le plus jeune âge, » assure Matina. « En cherchant sur YouTube, j'ai découvert de nouvelles façons d'utiliser le web. »

premier temps, d'apprendre la culture digitale. Je vous assure, cela s'apprend et ce dès le plus jeune âge, » assure Matina. « En cherchant sur YouTube, j'ai découvert de nouvelles façons d'utiliser le web. »

Son école en ligne est accessible à toutes et à tous, sans prérequis, ni diplôme ou dossier de candidature. Sayna a formé plus de 5 000 personnes, offrant des micro-tâches rémunérées pour motiver les apprenants.



Innov Invest, Côte d'Ivoire

Innov Invest, jeune entreprise ivoirienne fondée par Soro Karim, est à l'origine de la conception du premier ordinateur 100% made in Côte d'Ivoire... ou presque. Surtout, il s'agit d'ordinateurs adaptés à l'Afrique, sur le plan à la fois économique et écologique. « Nos ordinateurs ont des spécificités atypiques, explique-t-il. Nos ordinateurs «Made in Côte d'Ivoire» sont innovants et écoresponsables,

adaptés aux réalités africaines ». Ils intègrent des claviers bilingues, des motifs africains et une autonomie jusqu'à 14 heures. Le prototype à énergie solaire bientôt lancé offre une solution adaptée aux besoins climatiques africains.

Le produit, conçu à 90% localement, est 60% moins cher et trouve un marché non seulement local mais également à l'international, notamment à Londres et au Ghana, malgré une demande excédant l'offre. «Pour augmenter la production, un financement est nécessaire pour passer d'une capacité actuelle de 50 à 200-300 ordinateurs par mois.»



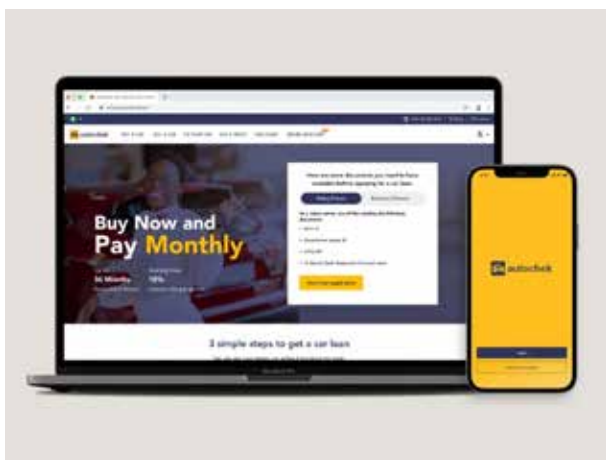
Icosium, Algérie

«Je vous présente Icosium, un robot qui peut éteindre des incendies. Si on a un débit de 120 m³ à une pression de 12 bar, on peut éteindre des incendies à une distance de 80 mètres.» Icosium, développé et fabriqué en Algérie par BekaFire, vise à révolutionner la lutte contre les incendies en Afrique.»

Alors que le changement climatique à l'origine de de chaleurs extrêmes a causé des incendies ravageurs tout autour de la Méditerranée l'été dernier, cette invention se veut salvatrice.

«Notre invention va sauver le monde en protégeant la vie humaine. On doit faire quelque chose pour le réchauffement climatique, et notre robot peut remplacer les sapeurs-pompiers pour protéger l'humain en premier lieu », explique son promoteur Khaled Basta

Ce dernier, pur produit algérien, passionné d'électronique, a créé en 2008, sa start-up, « BK Fire », spécialisée dans la fabrication du matériel de protection et anti-incendie. Parmi lesquels Icosium.



Autochek, Nigéria

Autochek, plateforme de technologie automobile fondée en 2020 au Nigéria, facilite le financement en ligne des voitures sur le continent. Mayokun Fdeyibi, directrice générale, défend une vision panafricaine : née au Nigéria, avant de s'étendre à neuf autres pays, la startup a acquis peu après son lancement, la marque Cheki au Nigéria et au Kenya, puis en Ouganda mais aussi en Côte d'Ivoire, au Sénégal et en Afrique du Sud. Depuis, l'entreprise s'est développée grâce à d'autres acquisitions comme Kifal Auto au Maroc et AutoTager en Égypte. Elle intègre ainsi le deuxième plus grand marché d'Afrique.

«Nous nous sommes vraiment développés et étendus sur tout le continent par le biais d'acquisitions.» La startup, active dans dix pays, propose des offres de financement instantané et des services d'entretien. «Les marchés sont très similaires... nous avons veillé à ce que notre produit soit très localisé par marché.»



Lamine Barro, Etudesk, Côte d'Ivoire

Etudesk est une plateforme d'e-learning pionnière depuis 2016. « Nous aidons les entreprises à adapter leurs formations au digital », explique

Lamine Barro. Avec un CA de plus de 400 000 \$ et plus de 107 000 apprenants dans 50 pays, Etudesk offre des parcours de formation adaptés, favorisant la création d'emplois.

« Le digital bouleverse le marché du travail », souligne Barro. En réponse, Etudesk propose des contenus spécialisés, indisponibles sur des plateformes grand public. La plateforme évolue également avec des fonctionnalités innovantes telles que l'accès mobile et l'intégration du mobile money.

« Nous répondons à l'inadéquation entre formation et besoins économiques », déclare Barro. En partenariat avec le gouvernement et des organisations, Etudesk contribue à introduire le digital dans l'éducation, anticipant ainsi les besoins futurs du marché.



Mon artisan, Côte d'Ivoire

« Nous voulons construire la plus grande bande de compétences pour les métiers informels en Afrique », déclare Kevin Sese, CEO de Monartisan.

Depuis 2019, Monartisan s'est fixé pour mission de transformer les métiers informels en un secteur professionnel et transparent grâce à la technologie. Aujourd'hui, Monartisan touche plus de 2000 artisans actifs dans trois pays et a servi plus de 50 000 utilisateurs. « On a fait une étude et on a vu que notre réseau d'artisans a vu ses revenus croître au moins 32%. Donc, on apporte des revenus à ces artisans-là qui peinent à émerger, à joindre leurs vies. » Tout en attirant les jeunes vers ces métiers dévalorisés.



Databeez, Sénégal



Créé en 2021, Databeez est une start-up sénégalaise basée à Dakar, 1ère Edtech Panafricaine exclusivement dédiée aux métiers Data & Intelligence, Databeez s'affirme comme un acteur majeur de la data en EdTech. Avec un focus sur les formations en Data Science, Data Engineer et Data Analyst, la start-up propose des plateformes LMS et Big Data, ainsi qu'un service de placement pour les étudiants formés.

« Notre programme est déployé en France, avec des partenariats en discussion au Sénégal, démontrant notre ambition

panafricaine », expliquent les co-fondateurs, soulignant la nécessité d'une souveraineté technologique pour DataBase. Avec 300 personnes formées en 2023, Databeez vise 1000 apprenants en 2024 et envisage un déploiement à grande échelle en 2025.



HerVest, Nigéria

HerVest, est une fintech dédiée aux femmes qui propose des opportunités d'épargne ciblée et d'investissement à impact. « Nous fournissons également des crédits/prêts aux femmes à faible revenu telles que les agricultrices et les commerçantes » explique Solape Akinpelu, fondatrice d'HerVest.

Cette nigériane spécialisée en marketing et finance, était née pour l'entrepreneuriat. « J'achetais des bonbons et des biscuits avec mon argent de poche pour les revendre à l'école. » Après une décennie d'expérience en communication marketing, en particulier auprès des marques financières, elle lance HerVest en 2020. « Je voulais utiliser la technologie pour

résoudre les problèmes d'inclusion financière et réduire la fracture numérique entre les sexes. Aujourd'hui, nous touchons des milliers de femmes en Afrique, en promouvant l'inclusion financière et l'autonomisation économique. »

Focus on 10 high-impact solutions

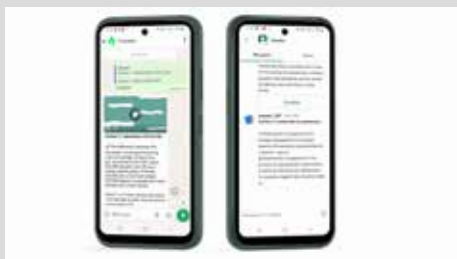
In Agritech, Edtech, and Fintech, Africa is witnessing the emergence of a multitude of impactful solutions. A tour of the horizon.



Investiv, Côte d'Ivoire

Investiv, founded in 2017, is a pioneering company in the use of drones for precision agriculture in West Africa. "We offer innovative technical solutions, enabling our partners to improve their productivity and better manage their resources," says young Ivorian entrepreneur Aboubacar Karim. The initial idea is simple: combine agriculture and new technologies

to increase agricultural income. "Our services include precise land mapping, crop monitoring, and technical analyses to optimize agricultural projects. We help agribusinesses and cooperatives reduce losses and maximize their yields while offering training to strengthen local skills." Investiv aims to catalyze agricultural change in West Africa by integrating technology and expertise to create a sustainable and prosperous future for all.



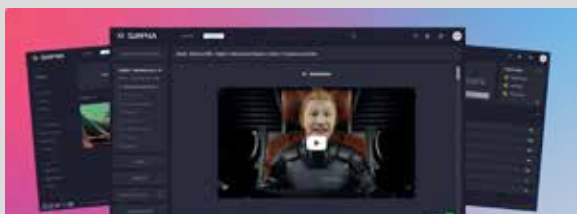
Consize, Nigéria

The son of teachers, Kennedy Ekezie has always had a vision of making education accessible to all. After contributing to TikTok's development strategy in Africa and creating Kippa, he launched Consize, a messaging-based learning management system that makes learning accessible by meeting learners where they are.

Consize aims to make learning accessible using messaging tools such as WhatsApp, SMS, Slack, and Microsoft Teams. Learners receive micro-training courses in 10 minutes per day.

"I believe that technology is not the solution. It must be combined with elements such as good teachers, learning infrastructure, and well-equipped schools. But I think technology is a catalyst," he says. "It allows us to train people who would not have had access to training without technology."

For Kennedy Ekezie, the future is clear: "We want our product to work for banks, aerospace companies, hospitality companies that need to train their employees, organizations like the Red Cross, for example, that need to train their workers online. We want it to work for everyone," without limiting it to Africa. "We are developing a platform for companies worldwide," emphasizes Kennedy.



Sayna, Madagascar

Sayna, which means "intelligence" in Malagasy, founded by Matina Razafimahefa, is a playful online training platform offering three to six-month training in the form of video games. «First, it's about learning digital culture.

. I assure you, it can be learned from a very young age,» assures Matina. «By searching on YouTube, I discovered new ways to use the web.»

Step by step, Sayna raised 600,000 euros in funds from Launch Africa Venture, Orange Ventures, and the Malagasy investors club (MAIC).

Her online school is accessible to everyone, without prerequisites, diplomas, or application files. Sayna has trained more than 5,000 people, offering paid micro-tasks to motivate learners.



Innov Invest, Côte d'Ivoire

Innov Invest, a young Ivorian company founded by Soro Karim, is behind the design of the first 100% made in Côte d'Ivoire computer... or almost. Above all, these are computers adapted to Africa, both economically and ecologically. "Our computers have atypical features," he explains. "Our 'Made in Côte d'Ivoire' computers are innovative

and eco-responsible, adapted to African realities." They integrate bilingual keyboards, African motifs, and autonomy of up to 14 hours. The soon-to-be-launched solar-powered prototype offers a solution adapted to African climatic needs.

The product, 90% locally designed, is 60% cheaper and finds a market not only locally but also internationally, notably in London and Ghana, despite demand exceeding supply. "To increase production, funding is needed to move from a current capacity of 50 to 200-300 computers per month."

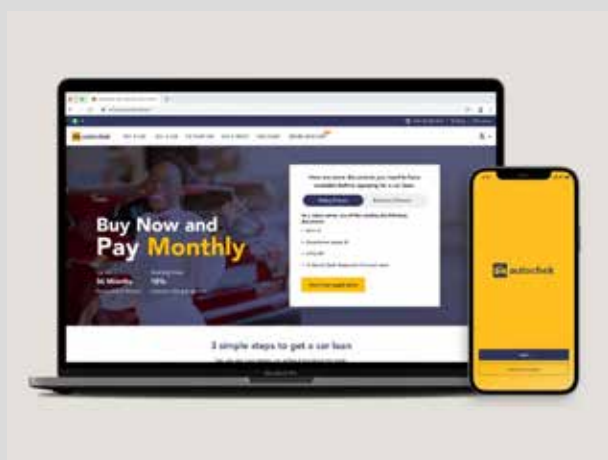


Icosium, Algérie

"I present to you Icosium, a robot that can extinguish fires. With a flow rate of 120 m³ at a pressure of 12 bars, we can extinguish fires at a distance of 80 meters." Icosium, developed and manufactured in Algeria by BekaFire, aims to revolutionize firefighting in Africa. As climate change causing extreme heat led to devastating fires around

the Mediterranean last summer, this invention aims to be lifesaving. "Our invention will save the world by protecting human life. We must do something for climate change, and our robot can replace firefighters to protect humans first," explains its promoter Khaled Basta.

The latter, a pure Algerian product and passionate about electronics, created his startup "BK Fire" in 2008, specializing in manufacturing protection and fire equipment, among which is Icosium.



Autochek, Nigéria

Autochek, an automotive technology platform founded in 2020 in Nigeria, facilitates online car financing on the continent. Mayokun Fadeyibi, the general manager, defends a pan-African vision : born in Nigeria, before expanding to nine other countries, the startup acquired shortly after its launch, the Cheki brand in Nigeria and Kenya, then in Uganda but also in Côte d'Ivoire, Senegal, and South Africa. Since then, the company has grown through other acquisitions such

as Kifal Auto in Morocco and AutoTager in Egypt. It thus integrates the second largest market in Africa. "We have really grown and expanded across the continent through acquisitions." The startup, active in ten countries, offers instant financing offers and maintenance services. "The markets are very similar... we have ensured that our product is very localized by market."



Lamine Barro, Etudesk, Côte d'Ivoire

Etudesk is a pioneering e-learning platform since 2016. "We help companies adapt their training to digital," explains Lamine Barro.

With a turnover of more than \$400,000 and over 107,000 learners in 50 countries, Etudesk offers tailored training courses, promoting job creation.

"Digital is disrupting the job market," notes Barro. In response, Etudesk offers specialized content, unavailable on public platforms. The platform also evolves with innovative features such as mobile access and mobile money integration.

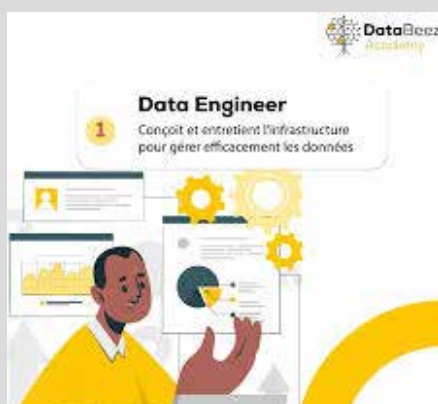
"We address the mismatch between training and economic needs," declares Barro. In partnership with the government and organizations, Etudesk contributes to introducing digital in education, thus anticipating future market needs.



Mon artisan, Côte d'Ivoire

Created in 2021, Databeez is a Senegalese startup based in Dakar, the first Pan-African Edtech exclusively dedicated to Data & Intelligence

professions, Databeez establishes itself as a major player in data in EdTech. With a focus on training in Data Science, Data Engineering, and Data Analysis, the startup offers LMS and Big Data platforms, as well as a placement service for trained students. "Our program is deployed in France, with partnerships in discussion in Senegal, demonstrating our Pan-African ambition," explain the co-founders, emphasizing the need for technological sovereignty for DataBase. With 300 people trained in 2023, Databeez aims for 1000 learners in 2024 and envisions large-scale deployment in 2025.



Databeez, Sénégal

"We want to build the largest skills band for informal trades in Africa," says Kevin Sese, CEO of Monartisan. Since 2019, Monartisan has set itself the mission of transforming informal trades into a professional and transparent sector through technology.

Today, Monartisan touches more than 2000 active artisans in three countries and has served more than 50,000 users. "We did a study and saw that our network of artisans saw their incomes grow by at least 32%. So, we bring income to these artisans who struggle to emerge and make ends meet." While attracting young people to these undervalued trades.



HerVest, Nigéria

HerVest is a fintech dedicated to women that offers targeted savings and impact investment opportunities. "We also provide loans/credits to low-income women such as farmers and traders," explains Solape Akinpelu, founder of HerVest.

This Nigerian specialized in marketing and finance was born for entrepreneurship. "I used to buy candies and biscuits with my pocket money to resell at school." After a decade of experience in marketing communications, particularly with financial brands, she launched HerVest in 2020.

"I wanted to use technology to solve financial inclusion issues and reduce the digital gender gap. Today, we reach thousands of women in Africa, promoting financial inclusion and economic empowerment."

Femmes dans la tech : 5 pionnières africaines de l'innovation

Ces profils présentent une diversité impressionnante de femmes africaines exceptionnelles, toutes finalistes du prix «Les Margarets» de la JFD. Leurs parcours professionnels et leurs engagements dans des domaines variés illustrent l'importance de l'innovation, de l'entrepreneuriat et du leadership féminin pour le développement économique et social en Afrique.



Bukunola Bolajoko : L'énergie innovante

En tant que chercheur de projet chez 1101 Technologies, finaliste Intrapreneure Afrique 2024 des Prix Margaret de la JFD, Bukunola Bolajoko incarne l'innovation et l'engagement envers un avenir durable.

Bukunola Bolajoko, chercheur de projet chez 1101 Technologies et finaliste Intrapreneure Afrique 2024 des Prix Margaret de la JFD, incarne l'innovation et l'engagement envers un avenir durable. Son parcours, du domaine militaire à la recherche en génie mécanique, reflète sa passion pour relever les défis mondiaux, notamment la lutte contre le changement climatique. Ses travaux révolutionnaires sur le captage et le stockage du carbone, associés à son rôle crucial dans le développement de la technologie de conversion du carbone, illustrent son engagement envers un avenir plus propre et plus durable. En tant que visionnaire de l'énergie verte, elle continue de repousser les limites de l'innovation pour créer un impact durable sur les communautés locales et mondiales.

Mumbe Mwangangi : révolutionner l'éducation africaine grâce à l'IA

Mumbe Mwangangi, co-fondatrice et PDG de Nyansapo AI, est une innovatrice sociale déterminée à transformer l'éducation en Afrique grâce à l'intelligence artificielle.

Mumbe Mwangangi, co-fondatrice et PDG de Nyansapo AI, est une pionnière de l'éducation en Afrique, utilisant l'intelligence artificielle pour autonomiser les enfants défavorisés grâce à des outils d'apprentissage innovants. Son engagement envers l'alphabétisation et l'éducation de base a permis à des milliers d'enfants africains d'acquérir les compétences nécessaires pour réussir dans un monde de plus en plus numérique. À travers Nyansapo AI, Mumbe défend une vision d'équité et d'opportunité pour tous les enfants, contribuant ainsi à façonner un avenir meilleur pour l'Afrique et au-delà.





Seynabou Kane : Pour un avenir propre

Seynabou Kane incarne l'innovation et l'engagement environnemental en tant que finaliste Junior Afrique des Prix Margaret de la JFD, avec son projet révolutionnaire de gestion des déchets. Seynabou Kane, finaliste Junior Afrique des Prix Margaret de la JFD, incarne la jeunesse africaine engagée dans la protection de l'environnement. Son projet, Mbal-It Connecté, révolutionne la gestion des déchets en intégrant l'intelligence artificielle et les objets connectés pour promouvoir le recyclage et réduire l'impact environnemental. À travers son initiative, Seynabou démontre le pouvoir de la jeunesse africaine à créer un avenir plus propre et plus durable pour les générations futures.

Aissatou Ami Touré : Leader de l'innovation financière et de l'économie collaborative en Afrique

Aissatou Ami Touré, directrice générale de Yassir, est une pionnière de l'innovation financière et de l'économie collaborative en Afrique, transformant les services de livraison et de transport à travers le continent. Aissatou Ami Touré, directrice générale de Yassir, incarne l'esprit d'entreprise et l'innovation en Afrique. Son parcours remarquable, de l'industrie des télécommunications à la direction de Yassir Sénégal, témoigne de son engagement envers le développement économique et social de l'Afrique. À travers Yassir, Aissatou révolutionne les services de livraison et de transport, offrant ainsi des opportunités d'emploi et de croissance à des milliers de personnes à travers le continent. Son leadership visionnaire ouvre la voie à une économie plus inclusive et durable en Afrique, inspirant ainsi la prochaine génération de leaders et d'innovateurs.



Ifoma Chinedu Abigail Blessing : l'innovation au service de la santé

Ifoma Chinedu Abigail Blessing, finaliste Junior Afrique des Prix Margaret de la JFD, est une jeune innovatrice déterminée à améliorer les soins de santé en utilisant la technologie de l'IA avec son projet My Intelligent Assistant (MIA). Ifoma Chinedu Abigail Blessing, finaliste Junior Afrique des Prix Margaret de la JFD, incarne la prochaine génération d'innovateurs en santé. Son projet, My Intelligent Assistant (MIA), révolutionne la collecte et la surveillance des signes vitaux pour améliorer la prise en charge des patients dans les hôpitaux africains. Grâce à son engagement et sa passion pour les STEM, Abigail apporte une contribution précieuse à la transformation du secteur de la santé en Afrique, ouvrant ainsi la voie à un avenir plus sain et plus durable pour tous.

Women in Tech : 5 african innovators

These profiles showcase an impressive diversity of exceptional African women, all finalists for the «Les Margarets» award from JFD. Their professional journeys and commitments across various fields highlight the importance of innovation, entrepreneurship, and female leadership for economic and social development in Africa.



Bukunola Bolajoko : Innovating Energy

As a project researcher at 1101 Technologies and a 2024 Africa Intrapreneur finalist for the JFD Margaret Awards, Bukunola Bolajoko epitomizes innovation and commitment to a sustainable future.

From her military background to research in mechanical engineering, Bolajoko's journey reflects her passion for addressing global challenges, particularly climate change. Her groundbreaking work on carbon capture and storage, coupled with her pivotal role in carbon conversion technology development, underscores her dedication to a cleaner, more sustainable future. As a visionary in green energy, she continues to push the boundaries of innovation to create a lasting impact on local and global communities.

Mumbe Mwangangi : Revolutionizing african education with AI

Mumbe Mwangangi, co-founder and CEO of Nyansapo AI, is a determined social innovator working to transform education in Africa through artificial intelligence.

Mwangangi's commitment to literacy and basic education has enabled thousands of African children to acquire essential skills for success in an increasingly digital world. Through Nyansapo AI, she advocates for equity and opportunity for all children, contributing to a better future for Africa and beyond.





Seynabou Kane : For a clean future

Seynabou Kane embodies innovation and environmental commitment as a Junior Africa finalist for the JFD Margaret Awards, with her groundbreaking waste management project. Seynabou's project, Mbal-It Connected, revolutionizes waste management by integrating artificial intelligence and connected devices to promote recycling and reduce environmental impact. Through her initiative, Seynabou demonstrates the power of African youth to create a cleaner and more sustainable future for future generations.



Ifoma Chinedu Abigail Blessing : Innovation in healthcare

Ifoma Chinedu Abigail Blessing, a Junior Africa finalist for the JFD Margaret Awards, is a young innovator determined to improve healthcare using AI technology with her project My Intelligent Assistant (MIA).

Abigail's project, My Intelligent Assistant (MIA), revolutionizes vital sign collection and monitoring to improve patient care in African hospitals. Through her commitment and passion for STEM, Abigail makes a valuable contribution to transforming the healthcare sector in Africa, paving the way for a healthier and more sustainable future for all.

Aissatou Ami Touré : Leader in financial innovation and collaborative economy in Africa

Aissatou Ami Touré, CEO of Yassir, is a pioneer in financial innovation and collaborative economy in Africa, transforming delivery and transportation services across the continent.

Touré's remarkable journey, from the telecommunications industry to leading Yassir Senegal, reflects her commitment to Africa's economic and social development. Through Yassir, Aissatou revolutionizes delivery and transportation services, providing employment and growth opportunities for thousands of people across the continent. Her visionary leadership paves the way for a more inclusive and sustainable economy in Africa, inspiring the next generation of leaders and innovators.



Longa Andrea Mbuyamba : une ode à la sororité numérique et panafricaine

Alors que le numérique révolutionne le continent africain, une question cruciale se pose : peut-on véritablement transformer notre avenir numérique sans renforcer l'influence des femmes dans l'écosystème ? Longa Andrea Mbuyamba, professionnelle de la tech et fondatrice d'Abidjanaises In Tech, souligne l'impérieuse nécessité de l'inclusion des femmes dans cette révolution. Dans cette tribune, elle nous livre une ode à la sororité numérique panafricaine et expose les défis et les aspirations des femmes qui façonnent le numérique en Afrique.

Peut-on transformer notre avenir numérique sans renforcer l'influence des femmes dans l'écosystème ?

Le numérique est un levier majeur du développement économique et de la transformation sociétale. Il est impératif que cette évolution soit inclusive, en intégrant les besoins et perspectives de tous, notamment des femmes.

La technologie bouleverse notre continent à une vitesse vertigineuse, ouvrant des horizons nouveaux et révolutionnant les secteurs traditionnels. Cependant, cette révolution numérique reste incomplète tant que les femmes, qui représentent la moitié de la population du continent et de sa diaspora, ne participent pas pleinement à ce changement.

L'économie africaine, à l'instar de nombreuses autres, souffre d'une pénurie de talents, particulièrement dans le secteur numérique. Selon une étude de la Banque Mondiale, moins de 30% des professionnels de la tech en Afrique sont des femmes. La croissance des effectifs féminins diplômés en tech sur le



continent entre 2019 et 2022 n'est que de 7%, un chiffre encore insuffisant face aux besoins exponentiels des entreprises. Dans l'écosystème de l'innovation, on note que les startups dirigées par des femmes en Afrique ont reçu moins de 3% des 5 milliards de dollars d'investissements en capital-risque.

Face à ces chiffres et aux enjeux économiques, sociaux et sociétaux, investir dans la féminisation des métiers et de la filière du numérique est crucial. Le manque de femmes dans les métiers du numérique résulte d'une situation multifactorielle qui ne cesse de se dégrader, allant de l'éducation

et l'orientation des jeunes femmes vers les filières scientifiques et techniques à leur insertion professionnelle, sur toute la chaîne de valeur. Pourtant, de nombreuses femmes ont été à l'origine d'avancées majeures dans le numérique et les sciences. Il est essentiel de comprendre les raisons derrière leur absence. Elles demeurent confrontées à divers obstacles socio-économiques et démographiques qui entravent leur progression, tels que le plafond de verre, l'accès aux financements, le manque de représentation, les discriminations, la méconnaissance des formations, ou encore l'absence de réseau.



“Moins de 30% des professionnels de la tech en Afrique sont des femmes”

Je m'appelle Longa Andrea Mbuyamba, je suis l'une de ces 30% de femmes professionnels de la tech en Afrique depuis que j'ai décidé de quitter la France pour m'installer en Côte d'Ivoire. Passionnée par ce domaine mais aussi cherchant à mieux évaluer mes options de carrière en Côte d'Ivoire, j'ai fait de nombreuses recherches. Mes recherches m'ont rapidement révélé que la plupart des entreprises sont encore aux prémices de leur transformation numérique. Elles reconnaissent la nécessité de moderniser et de sécuriser leurs systèmes d'information, ce qui crée des opportunités d'emploi. Toutefois, l'insertion professionnelle n'est pas toujours aisée, même avec les diplômes et certifications adéquats. Néanmoins, l'enthousiasme autour de ce domaine améliore de plus en plus la situation économique de nombreuses personnes. Cette trajectoire vers l'Afrique est aussi la continuité de deux initiatives fortes auxquelles j'ai appartenu en France visant chacune à reconnecter l'Afrique et sa diaspora en Europe en s'appuyant

sur notre double identité, Panafrican Stories et le Congo Synergie Club. C'est dans ce contexte que j'ai commencé à explorer l'écosystème technologique, principalement pour les femmes. J'admirais certaines femmes avec des parcours d'excellence, mais j'étais frustrée de ne pas les voir porter leurs voix aussi haut que celles des grandes figures de la technologie du pays, bien qu'elles puissent inspirer de nombreuses jeunes filles. Toutes ces observations m'ont amenée à me poser de nombreuses questions. En tant que femme dans la tech en Afrique, ai-je un rôle à jouer pour inverser cette tendance ? Quel doit être mon niveau d'engagement envers l'écosystème ? Comment accéder aux grandes opportunités de l'économie numérique ?

J'ai eu la chance d'être entourée de sœurs du numérique avec qui, en petit comité, nous passions des heures à réfléchir, débattre et nous questionner sur ces sujets. Nos challenges professionnels étaient spécifiques, et nos réflexions nourries par cette sororité. Les questions liées à l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle, ainsi que la lutte contre les stéréotypes

de genre, étaient des aspects essentiels de nos expériences. Cette solidarité entre femmes a renforcé notre désir d'agir pour créer un environnement propice à des femmes l'épanouissement dans le secteur technologique en Côte d'Ivoire. Progressivement, nous avons créé une communauté qui a rapidement suscité un intérêt sur les réseaux sociaux, répondant à un besoin réel. En peu de temps, nous avons touché un large public sur des sujets de fond tout en s'adaptant aux codes des réseaux sociaux. Par exemple, nous avons démystifié les stéréotypes sur les métiers technologiques, et mis en lumière des parcours de femmes à travers du storytelling pour créer davantage de modèles de réussite.

“Notre vision est ambitieuse mais réalisable : créer le vivier le plus puissant d'expertes en technologies en Afrique”

C'est ainsi qu'est né Abidjanaises In Tech, basé en Côte d'Ivoire mais tourné vers le monde avec une équipe de femmes passionnées et engagées. Un des premiers club d'affaires dédié aux Women in Tech en Côte d'Ivoire, une plateforme où les femmes peuvent se développer, collaborer et s'entraider pour briser les barrières qui limitent leur participation dans le secteur technologique. Pour nous, être une Abidjanaise in Tech signifie bien plus qu'un emploi, c'est un engagement profond à contribuer positivement à la transformation de la Côte d'Ivoire à travers la technologie. Ce sont ces interactions avec entre femmes dans l'écosystème



tech en Côte d'Ivoire et au-delà qui révèlent des histoires similaires de défis, mais aussi de résilience et de talent. Il est devenu clair que pour créer un impact durable, il fallait agir collectivement. Ce plaidoyer est donc une ode à la sororité numérique panafricaine, qui permettra de renforcer l'influence des femmes dans la transition numérique et la digitalisation du continent africain. Notre appel s'adresse également à ceux que nous appelons les HeForShe avec qui nous devons co-agir, et surtout aux acteurs de l'écosystème que nous mobilisons pour mettre en place des actions à tous les niveaux.

Notre vision est ambitieuse mais réalisable : créer le vivier le plus puissant d'expertes en technologies en Afrique. Nous croyons fermement que pour y parvenir, il est essentiel de :

1. Favoriser le transfert de connaissance et le mentorat : Nous organisons des ateliers, des sessions de partage d'expérience et du mentorat pour renforcer les compétences techniques et de leadership des femmes. Nous croyons que le mentorat est un outil puissant, capable de transformer des vies et d'inspirer un changement positif.

2. Créer des opportunités grâce au réseautage : En connectant les femmes de l'écosystème tech, nous facilitons les échanges d'idées, la collaboration sur des projets innovants et l'accès à des opportunités professionnelles. Nos événements réguliers, qu'ils soient en ligne ou en présentiel, visent à tisser des liens solides entre les membres de notre communauté.

3. Promouvoir la visibilité : Trop souvent, les réalisations des femmes en tech sont méconnues. Nous mettons en lumière les succès de nos membres à travers divers canaux de communication comme notre talk-show disponible sur la chaîne Youtube abidjanaisintech sur les femmes qui façonnent la Tech en Côte d'Ivoire.

4. Accroître l'accès aux opportunités : En partenariat avec des acteurs bienveillants privés, des acteurs publics et des associations de l'écosystème de la technologie en Côte d'Ivoire, nous proposons des invitations à des événements de haut niveau,

des avantages pour accompagner les entreprises de nos membres, des prises de paroles en public pour féminiser les panels etc.,

5. Le pouvoir des chiffres : La démarche scientifique d'Abidjanaises In Tech implique une approche systématique de collecte, d'analyse et de diffusion de données pertinentes pour comprendre la situation des femmes dans le numérique et œuvrer en faveur d'un écosystème technologique plus équitable et inclusif.

“En créant des ponts entre les femmes de pays africains, nous pouvons renforcer nos ressources et ainsi maximiser notre impact différents collectif”

Pour concrétiser cette vision, nous devons agir sur plusieurs fronts. Nous accordons une importance particulière aux données. L'impact d'Abidjanaises In Tech se mesure notamment par le nombre croissant de synergies. Nous créons et mesurons nos activités et nos actions pour enrichir la recherche sur les femmes dans la tech grâce à notre application développée par notre cabinet Meraky Tech, et le baromètre sectoriel que nous diffusons. Aujourd'hui, nous comptons

plus de 280 membres dont 38% de professionnelles et 31% d'entrepreneures/startups, nous avons généré plus d'une cinquantaine d'opportunités en un an (public speaking, emplois, deals d'affaires, presse, intermédiation, bénévolat) grâce à la qualité de notre vivier allant du développement, à l'IA, la robotique, la cybersécurité, et même la réalité virtuelle. Sans compter les certifications ou diplômes reconnues en son sein telles que MIT, PMP, CISA, etc. Ces femmes ont des parcours ordinaires et extraordinaires qui forment des histoires inspirantes, donnant de l'espoir pour la souveraineté numérique du continent. Ces femmes ont toujours excellé dans leur domaine, Abidjanaises In Tech les a simplement connectées. Quand l'une de nos membres a dit «J'ai négocié des contrats d'une valeur totale estimée à plus de 30 millions de F CFA pour mon entreprise grâce au réseau Abidjanaises In Tech. L'esprit de sororité y réside réellement et sans arrière-pensée.» j'ai compris que nous étions sur la bonne voie. Nous avons aussi compris que le modèle de développement de notre réseau est répliquable est c'est pour cela que depuis peu Abidjanaises in Tech n'est plus seulement qu'une organisation en Côte d'Ivoire avec

une antenne parisienne; c'est un mouvement qui s'étend vers nouveaux espaces panafricains pour l'inclusion, l'excellence et le rayonnement du continent. En créant des ponts entre les femmes de différents pays africains, nous pouvons renforcer nos ressources et ainsi maximiser notre impact collectif. Notre second chapitre a lancé officiellement ses activités à Lomé sous le nom de Togolaises In Science, et deux autres chapitres vont se rajouter sur la carte d'ici la fin de l'année.

Rejoignez-nous dans cette aventure et contribuez à créer des environnements où les femmes peuvent prospérer, inspirer et transformer durablement les communautés technologiques en Afrique.

Nous sommes des Abidjanaises de la tech & des Women In tech In Africa, et vous ?

*Par Longa Andrea Mbuyamba au nom de l'équipe fondatrice et de base inspirante Anah Coulibaly, Ella Ruth Assie, Sophie Tall, Chahine Kondoh, Fifi Kouyate, Corinne Naye, Awa Ndoye, Sarrah Coulibaly, Schekinaelle Aboa, Aurore Zorobi, Iden Lida, Djamila K. Ahmed, Natasha Dimban, Ursula Ndombele, Amandine Pinto et au nom des 280 membres inspirantes des Abidjanaises In Tech.

Longa Andrea Mbuyamba : an ode to digital and Panafrican sorority

As digitalization revolutionizes the African continent, a crucial question arises: Can we truly transform our digital future without strengthening the influence of women in the ecosystem? Longa Andrea Mbuyamba, a tech professional and founder of Abidjanaises In Tech, emphasizes the urgent need for women's inclusion in this revolution. In this op-ed, she delivers an ode to the Pan-African digital sisterhood and outlines the challenges and aspirations of women shaping the digital landscape in Africa.

Can we transform our digital future without enhancing the influence of women in the ecosystem ?

Digitalization is a major driver of economic development and societal transformation. It is imperative that this evolution be inclusive, integrating the needs and perspectives of all, especially women.

Technology is rapidly reshaping our continent, opening new horizons and revolutionizing traditional sectors. However, this digital revolution remains incomplete as long as women, who represent half of the continent's population and its diaspora, do not fully participate in this change.

The African economy, like many others, suffers from a shortage of talent, particularly in the digital sector. According to a World Bank study, less than 30% of tech professionals in Africa are women. The growth of female graduates in tech on the continent between 2019 and 2022 is only 7%, a figure still insufficient to meet the exponential needs of businesses. In the innovation ecosystem,



startups led by women in Africa have received less than 3% of the \$5 billion in venture capital investments.

Faced with these figures and the economic, social, and societal challenges, investing in the feminization of digital professions and sectors is crucial. The lack of women in digital jobs results from a multifactorial situation that continues to deteriorate, ranging from education and the orientation of young women towards scientific and technical fields to their professional integration, across the entire value chain. Yet, many women have been behind major advances in digital and science. It is essential

to understand the reasons behind their absence. They continue to face various socio-economic and demographic obstacles that hinder their progress, such as the glass ceiling, access to financing, lack of representation, discrimination, lack of awareness of training, or the absence of a network. My name is Longa Andrea Mbuyamba, and I am one of those 30% of female tech professionals in Africa since I decided to leave France and settle in Ivory Coast. Passionate about this field but also seeking to better assess my career options in Ivory Coast, I did extensive research. My research quickly revealed that most companies are



still in the early stages of their digital transformation. They recognize the need to modernize and secure their information systems, which creates job opportunities. However, professional integration is not always easy, even with the appropriate diplomas and certifications. Nevertheless, the enthusiasm around this field is increasingly improving the economic situation of many people. This trajectory towards Africa is also the continuity of two strong initiatives to which I belonged in France, each aiming to reconnect Africa and its diaspora in Europe by relying on our dual identity, Panafrican Stories and the Congo Synergy Club.

It is in this context that I began to explore the technological ecosystem, mainly for women. I admired some women with excellent careers, but I was frustrated not to see them raise their voices as high as those of the country's tech giants, although they could inspire many young girls. All these observations led me to ask myself many questions. As a woman in

tech in Africa, do I have a role to play in reversing this trend? What should be my level of commitment to the ecosystem? How do I access the great opportunities of the digital economy?

"Less than 30% of tech professionals in Africa are women"

I was fortunate to be surrounded by digital sisters with whom, in a small group, we spent hours reflecting, debating, and questioning ourselves on these subjects. Our professional challenges were specific, and our reflections nourished by this sisterhood. Issues related to the balance between professional and personal life, as well as the fight against gender stereotypes, were essential aspects of our experiences. This solidarity among women strengthened our desire to act to create an environment conducive to the empowerment of women in the technology sector in Ivory Coast.

Gradually, we created a community that quickly sparked interest on social networks, meeting a real need. In a

short time, we reached a wide audience on substantive topics while adapting to the codes of social networks. For example, we demystified stereotypes about technology jobs and highlighted women's career paths through storytelling to create more models of success.

This is how Abidjanaises In Tech was born, based in Ivory Coast but oriented towards the world with a team of passionate and committed women. One of the first business clubs dedicated to Women in Tech in Ivory Coast, a platform where women can develop, collaborate, and support each other to break down barriers limiting their participation in the technology sector. For us, being an Abidjanaise in Tech means much more than a job; it is a deep commitment to contribute positively to the transformation of Ivory Coast through technology. It is these interactions among women in the tech ecosystem in Ivory Coast and beyond that reveal similar stories of challenges, but also resilience and talent. It became clear that to create a lasting impact, collective action was needed.



"Our vision is ambitious but achievable: to create the most powerful pool of technology experts in Africa"

This advocacy is therefore an ode to Pan-African digital sisterhood, which will strengthen the influence of women in the digital transition and digitalization of the African continent. Our call also addresses those we call He-ForShe with whom we must co-act, and especially to the actors of the ecosystem whom we mobilize to implement actions at all levels.

Our vision is ambitious but achievable: to create the most powerful pool of technology experts in Africa. We firmly believe that to achieve this, it is essential to :

1. Facilitate knowledge transfer and mentoring: We organize workshops, experience-sharing sessions, and mentoring to strengthen women's technical and leadership skills. We believe that mentoring is a powerful tool capable of transforming lives and inspiring positive change.

2. Create opportunities through networking : By connecting women in the tech ecosystem, we facilitate the exchange of ideas, collaboration on innovative projects, and access to professional opportunities. Our regular events, whether online or in person, aim to build strong bonds among members of our community.

3. Promote visibility: Too often, the achievements of women in tech are unknown. We highlight the successes of our members through various communication channels like our talk show available on the

YouTube channel Abidjanaise-sintech on women shaping Tech in Ivory Coast.

4. Increase access to opportunities: In partnership with private benevolent actors, public actors, and associations in the technology ecosystem in Ivory Coast, we offer invitations to high-level events, benefits to support the companies of our members, public speaking opportunities to feminize panels, etc.

5. The power of numbers: The scientific approach of Abidjanaises In Tech involves a systematic approach to collecting, analyzing, and disseminating relevant data to understand the situation of women in digital and work towards a more equitable and inclusive technology ecosystem.

" By creating bridges between women from different African countries, we can strengthen our resources and thus maximize our collective impact "

To realize this vision, we must act on several fronts. To realize this vision, we must act on several fronts. We attach particular importance to data. The impact of Abidjanaises In Tech is measured notably by the increasing number of synergies. We create and measure our activities and actions to enrich research on women in tech through our application developed by our firm Meraky Tech, and the sectoral barometer that we disseminate. Today, we have more than 280 members, of which 38% are professionals and 31% are entrepreneurs/startups. We have generated more than fifty opportunities in a year (public speaking, jobs, business deals,

We have generated more than fifty opportunities in a year (public speaking, jobs, business deals, press, intermediation, volunteering) thanks to the quality of our pool ranging from development, AI, robotics, cybersecurity, and even virtual reality. Not to mention the certifications or degrees recognized within it such as MIT, PMP, CISA, etc. These women have ordinary and extraordinary paths that form inspiring stories, giving hope for the digital sovereignty of the continent. These women have always excelled in their field; Abidjanaises In Tech simply connected them. When one of our members said, «I negotiated contracts worth over 30 million F CFA for my company thanks to the Abidjanaises In Tech network. The spirit of sisterhood truly resides there, without any ulterior motives.» I understood that we were on the right track.

We also understood that the development model of our network is replicable, and that is why Abidjanaises in Tech is no longer just an organization in Ivory Coast with a Parisian branch; it is a movement that extends to new Pan-African spaces for inclusion, excellence, and the radiance of the continent. By creating bridges between women from different African countries, we can strengthen our resources and thus maximize our collective impact. Our second chapter officially launched its activities in Lomé under the name Togolaises In Science, and two other chapters will be added to the map by the end of the year.

Join us in this adventure and contribute to creating environments where women can thrive, inspire, and transform technology communities in Africa

*By Longa Andrea Mbuyamba on behalf of the inspiring founding and core team Anah Coulibaly, Ella Ruth Assie, Sophie Tall, Chahine Kondoh, Fifi Kouyate, Corinne Naye, Awa Ndoye, Sarrah Coulibaly, Schekinaelle Aboa, Aurore Zorobi, Iden Lida, Djamila K. Ahmed, Natasha Dimban, Ursula Ndombele, Amandine Pinto and on behalf of the 280 inspiring members of Abidjanaises In Tech.

First multimedia press agency specializing in African economies



Changing
the outlook
on africa is
our challenge.

A dual presence in France and Africa

Partner of the largest pan-African media

An online economic information site

An image bank

An video bank

A dual presence in France and Africa

Paris - Tunis - Casablanca - Dakar - Abidjan - Libreville - Douala - Kigali

FOCUS DJIBOUTI FINTECH FORUM 2024

Djibouti en route pour devenir un hub financier Africain

Alors que Djibouti, pays le mieux connecté au monde avec la présence de plus d'une dizaine de câbles sous-marins, hub portuaire et logistique régionale, ambitionne de se positionner également comme un hub financier, la fintech apparaît dans le paysage avec un écosystème qui reste à structurer. C'est la vocation du Djibouti Fintech Forum qui organisait sa deuxième édition du 18 au 20 juin dernier : réunir les acteurs de cet écosystème afin d'en combler les lacunes et d'accélérer le processus. Une édition plus ambitieuse, plus concrète également...



Le Djibouti Fintech Forum a tenu sa deuxième édition du 18 au 20 juin 2024, marquant une étape cruciale dans le développement technologique et financier du pays. Cet événement, organisé par le Centre de Technologie et d'Innovation pour le Développement (CTID) en partenariat avec la Banque Centrale de Djibouti, visait à structurer un écosystème fintech encore émergent et à accélérer la transformation numérique de Djibouti. «Le Djibouti Fintech Forum 2024 est un événement crucial pour l'avenir technologique et financier de Djibouti,» a déclaré Samatar Abdi Osman, Commissaire Général du Djibouti Fintech Forum et fondateur du CTID. «Ce forum est une opportunité unique d'échanger des idées et des innovations, renforçant notre position de pionnier régional dans le secteur fintech.» Lors de cette édition, les discussions ont



mis en avant le potentiel des big data et de l'intelligence artificielle (IA) générative pour révolutionner les services financiers en Afrique.

“L’IA et les big data promettent de renforcer l’efficacité opérationnelle et d’élargir l’accès aux services financiers, créant ainsi une inclusion financière sans précédent pour tous les citoyens de Djibouti”

La deuxième édition du forum, placée sous le patronage du premier ministre, Abdoukader Kamil Mohamed, a été marquée par plusieurs moments clés, notamment la présentation de la première cartographie Fintech de Djibouti, un outil essentiel pour structurer et développer cet écosystème. Cinq panels de haut niveau ont planché sur des thématiques aussi ambitieuses que l’éducation financière islamique, la détection des fraudes grâce à l’IA, les techniques d’analyse des risques

financiers avec l’IA et les Big Datas. Enfin, deux ateliers ont été organisés, dont un sur la cybersécurité et l’autre sur la levée des fonds.

«L’IA et les big data représentent des catalyseurs puissants de transformation,» a affirmé le Ministre de la Communication, Radwan Abdillahi Bahdon. «Elles promettent de renforcer l’efficacité opérationnelle et d’élargir l’accès aux services financiers, créant ainsi une inclusion financière sans précédent pour tous les citoyens de Djibouti.»

Le Gouverneur de la Banque Centrale de Djibouti, Ahmed Osman Ali, a souligné l’importance de la fintech pour l’avenir économique du pays. «Les fintech jouent un rôle crucial dans la transformation de notre secteur financier,» a-t-il déclaré. «Elles offrent de nouvelles solutions pour améliorer l’accès aux services financiers, promouvoir l’inclusion économique et renforcer la

résilience de notre économie face aux défis mondiaux.» Renforçant au passage les ambitions djiboutiennes de se positionner comme un hub financier régional.

“Les Fintech offrent de nouvelles solutions pour améliorer l’accès aux services financiers, promouvoir l’inclusion économique et renforcer la résilience de notre économie face aux défis mondiaux”

A ce titre, le pays ne manque d’atouts ainsi que l’auront souligné les nombreux représentants du gouvernement et institutions publiques, présents à la rencontre. Parmi lesquels Ilyas Moussa Dawaleh ministre de l’Économie et des Finances «Nous avons tous les ingrédients pour transformer ces secteurs avec tout leur potentiel» assurera-t-il. A commencer par une stabilité monétaire exemplaire depuis la création de sa monnaie en 1949,



ce qui en fait une destination de confiance pour les investisseurs. De plus, le pays dispose de la plus grande infrastructure de télécommunications en Afrique, avec une connectivité exceptionnelle grâce à plus d'une dizaine de câbles sous-marins. Cette infrastructure de pointe facilite les transactions financières et le développement des technologies financières innovantes. En outre, Djibouti est stratégiquement situé à la croisée des routes maritimes et commerciales, ce qui renforce son rôle de hub portuaire et logistique régional. Avec un secteur financier en pleine expansion, incluant la finance islamique elle aussi en plein essor dans le pays.

Le forum aura d'ailleurs consacré une journée à la finance islamique, laquelle conjugée aux numériques, offre une multitude

de nouvelles opportunités ainsi que le soulignera le Gouverneur de la Banque centrale. En combinant les principes éthiques de la finance islamique avec les innovations technologiques, la fintech islamique offre des solutions financières inclusives, transparentes et conformes aux valeurs islamiques. Cette fusion permet de développer une gamme diversifiée de produits financiers, allant des services bancaires mobiles aux plateformes de crowdfunding, tout en respectant les interdits de l'intérêt et de la spéculation excessive.

Reste des défis à surmonter poursuivra le ministre de l'économie et des finances, C'est tout l'intérêt de ce forum : réunir les acteurs de cet écosystème naissant afin d'accélérer

le rythme de son développement. A ce niveau, le Djibouti Fintech Forum a démontré l'importance de l'innovation et de la collaboration entre le secteur public et privé pour bâtir un écosystème fintech solide. «Nous sommes à un moment charnière,» a déclaré le Ministre de la Communication. «L'avenir de la fintech à Djibouti dépend de notre capacité à embrasser le changement, à adopter de nouvelles technologies et à encourager l'entrepreneuriat.»

Afin de leur offrir une solide base de travail, la première cartographie fintech de Djibouti a été présentée, et partagée, lors du lancement du forum.

En somme, le Djibouti Fintech Forum 2024 aura non seulement permis d'identifier les opportunités de croissance actuelles et futures pour l'économie djiboutienne, mais a également renforcé la détermination de tous les acteurs à faire de Djibouti un hub financier de premier plan en Afrique. «Nous donnons rendez-vous en 2025 pour évaluer les progrès et continuer ensemble cette aventure,» a conclu Samatar Abdi Osman.

Djibouti on track to become an African financial hub

As Djibouti, the world's most connected country with over a dozen submarine cables, a regional port and logistics hub, aspires to position itself as a financial hub, fintech emerges with an ecosystem yet to be structured. This is the goal of the Djibouti Fintech Forum, which held its second edition from June 18th to 20th: to bring together ecosystem actors to fill gaps and accelerate the process. A more ambitious and practical edition...



The Djibouti Fintech Forum held its second edition from June 18th to 20th, 2024, marking a crucial step in the country's technological and financial development. This event, organized by the Center for Technology and Innovation for Development (CTID) in partnership with the Central Bank of Djibouti, aimed to structure an emerging fintech ecosystem and accelerate Djibouti's digital transformation.

«The Djibouti Fintech Forum 2024 is a crucial event for Djibouti's technological and financial future,» said Samatar Abdi Osman, Commissioner General of the Djibouti Fintech Forum and founder of CTID. «This forum is a unique opportunity to exchange ideas and innovations, strengthening our position as a regional pioneer in the fintech sector.» During this edition, discussions highlighted the

potential of big data and generative artificial intelligence (AI) to revolutionize financial services in Africa.

The second edition of the forum, under the patronage of Prime Minister Abdoukader Kamil Mohamed, featured several key moments, including the presentation of Djibouti's first Fintech map, an essential tool for structuring and developing this ecosystem. Five high-level panels



discussed ambitious topics such as Islamic financial education, fraud detection through AI, financial risk analysis techniques with AI and Big Data. Finally, two workshops were organized, one on cybersecurity and the other on fundraising.

“AI and big data promise to enhance operational efficiency and broaden access to financial services, thus creating unprecedented financial inclusion for all citizens of Djibouti”

«AI and big data represent powerful transformation catalysts,» said Minister of Communication Radwan Abdillahi Bahdon. «They promise to enhance operational efficiency and broaden access to financial services, thus creating unprecedented financial inclusion for all citizens of Djibouti.»

Governor of the Central Bank of Djibouti, Ahmed Osman Ali, emphasized the importance of fintech for the country's economic future. «Fintechs play a crucial role in transforming our financial sector,» he said. «They offer new solutions to improve access to financial services, promote economic inclusion, and strengthen our economy's resilience to global challenges.» This reinforces Djibouti's ambitions to position itself as a regional financial hub.

In this regard, the country has no shortage of strengths, as emphasized by the many government representatives and public institutions present at the meeting. Among them, Ilyas Moussa Dawaleh, Minister of Economy and Finance, assured, «We have all the ingredients to transform these sectors

with all their potential.» Starting with exemplary monetary stability since the creation of its currency in 1949, making it a trusted destination for investors.

“The Fintechs offer new solutions to improve access to financial services, promote economic inclusion, and strengthen the resilience of our economy in the face of global challenges”

Moreover, the country boasts the largest telecommunications infrastructure in Africa, with exceptional connectivity thanks to over a dozen submarine cables. This state-of-the-art infrastructure facilitates financial transactions and the development of innovative financial technologies. Furthermore, Djibouti is strategically located at the crossroads of maritime and trade routes, reinforcing



its role as a regional port and logistics hub. With a rapidly expanding financial sector, including Islamic finance, also thriving in the country.

The forum dedicated a day to Islamic finance, which, combined with digital technology, offers a multitude of new opportunities, as highlighted by the Governor of the Central Bank. By combining the ethical principles of Islamic finance with technological innovations, Islamic fintech offers inclusive, transparent financial solutions that comply with Islamic values. This fusion enables the development of a diversified range of financial products, ranging from mobile banking services to crowdfunding platforms, while respecting the prohibitions of interest and excessive speculation.

Challenges remain to be overcome, continued the Minister of Economy and Finance, notably the monetization of the payment system and the need to create favorable conditions for smooth financial transactions. «It is crucial for the Central Bank to ensure that the pace of its transformation is in line with that of the private sector,» he added.

This is the essence of this forum: to bring together actors in this nascent ecosystem to accelerate the pace of its development. At this level, the Djibouti Fintech Forum demonstrated the importance of innovation and collaboration between the public and private sectors in building a strong fintech ecosystem. «We are at a pivotal moment,» said the

Minister of Communication. «The future of fintech in Djibouti depends on our ability to embrace change, adopt new technologies, and encourage entrepreneurship.» To provide them with a solid foundation, Djibouti's first fintech map was presented and shared at the forum's launch.

In summary, the Djibouti Fintech Forum 2024 not only identified current and future growth opportunities for the Djiboutian economy but also strengthened the determination of all stakeholders to make Djibouti a leading financial hub in Africa. «We look forward to assessing progress and continuing this journey together in 2025,» concluded Samatar Abdi Osman.

Samatar Abdi Osman : « la révolution numérique à Djibouti nécessite une approche holistique »

Instigateur du Djibouti FinTech Forum 2024, Samatar Abdi Osman, fondateur du Centre de Technologie et d'Innovation pour le Développement (CTID), partage sa vision et souligne l'importance des technologies financières pour l'avenir de Djibouti.



Quelle est la vocation du Djibouti FinTech Forum 2024 ?

Le Djibouti FinTech Forum 2024 est un événement crucial pour l'avenir technologique et financier de Djibouti. En partenariat avec la Banque Centrale de Djibouti, le CTID, a organisé la deuxième édition de cet événement pour explorer les avancées révolutionnaires dans les technologies

financières. Ce forum est une opportunité unique d'échanger des idées et des innovations, renforçant notre position de pionnier régional dans le secteur FinTech. Nous avons assisté aux transformations profondes apportées par les technologies émergentes, créant de nouvelles opportunités pour une croissance économique inclusive et durable.

Au cours du forum, nous avons mis en avant le potentiel des Big Data et de l'Intelligence Artificielle générative pour révolutionner les services financiers en Afrique. Nous avons eu l'occasion d'examiner comment ces technologies peuvent offrir un avantage concurrentiel durable.

Cette seconde édition a été marquée par plusieurs moments clés, dont la présentation de la première Cartographie FinTech de Djibouti...

Nous avons échangé, à travers cinq panels de haut niveau, sur des sujets variés avec une centaine de participants par panel. 5 masterclasses ont été dispensées sur des thèmes essentiels comme l'éducation financière islamique, les paiements mobiles et l'e-commerce, les soft skills, la détection des fraudes grâce à l'IA, les techniques d'analyses des risques financiers avec l'IA et les Big Datas. Deux Workshops ont été organisés dont un sur la cyber-sécurité et l'autre sur la levée des fonds. Et en effet, nous avons lancé la publication de la première Cartographie FinTech de Djibouti. Une avancée majeure pour structurer l'écosystème fintech. Enfin, le forum s'est conclu avec des annonces ambitieuses telles que,

entre autres, le lancement de la Skills Academy pour former les talents de la Fintech ou la mise en place de solutions innovantes comme la dématérialisation de la tontine traditionnelle.

“Le défi majeur réside dans l'évaluation des compétences acquises à distance et la validation des certifications.”

Preuve que ce forum compte, au-delà des échanges, il contribue à accélérer le développement de la fintech à Djibouti, au-delà de l'écosystème numérique, en collaboration avec les acteurs publics et privés locaux, qui étaient parties prenantes de ce RDV devenu phare sur la scène régionale. La révolution numérique à Djibouti nécessite une approche holistique. Grâce à ces efforts conjoints, nous pouvons envisager un avenir résolument tourné vers le numérique. Nous donnons rendez-vous en 2025 pour évaluer les progrès et continuer ensemble cette aventure.

Le CTID, une fabrique de talents

CTID est le premier incubateur et la première structure d'accompagnement à l'entrepreneuriat innovant lancé à Djibouti.

Depuis 2017, la mission du CTID en tant que « Fabrique de Talents » consiste à sensibiliser, détecter, former, accompagner les talents djiboutiens dans leurs parcours entrepreneuriaux tout en favorisant les projets à forte valeur ajoutée pour le pays.

Lancé par des entrepreneurs pour des entrepreneurs, le CTID se veut être le Hub de l'innovation, de la créativité, la Technologie et de l'entrepreneuriat.

Ses MISSIONS :

Sensibilisation

Sensibilisation des adolescents et des jeunes au numérique et à l'entrepreneuriat selon des méthodes agiles et innovantes

Formation

Formation des adolescents et des jeunes en STIM (Sciences, Technologie, Ingénierie et Mathématiques)

Accompagnement

Accompagnement des porteurs de projets innovants à travers la mise à disposition d'outils adaptés

Elaboration

Elaboration des missions de conseils et d'appuis techniques auprès des institutions publiques et privées

Pour en savoir plus :
<https://ctid-djibouti.org/>

Samatar Abdi Osman : « the digital revolution in Djibouti requires a holistic approach »

Instigator of the Djibouti FinTech Forum 2024, Samatar Abdi Osman, founder of the Center for Technology and Innovation for Development (CTID), shares his vision and emphasizes the importance of financial technologies for Djibouti's future.



What is the purpose of the Djibouti FinTech Forum 2024 ?

The Djibouti FinTech Forum 2024 is a crucial event for the technological and financial future of Djibouti. In partnership with the Central Bank of Djibouti, the CTID organized the second edition of this event to explore revolutionary advancements in financial technologies. This forum is a unique opportunity to exchange ideas and innovations, strengthening our

position as a regional pioneer in the FinTech sector. We have witnessed profound transformations brought about by emerging technologies, creating new opportunities for inclusive and sustainable economic growth.

During the forum, we highlighted the potential of Big Data and generative Artificial Intelligence to revolutionize financial services in Africa. We had the opportunity to examine how these technologies

can provide a sustainable competitive advantage.

This second edition was marked by several key moments, including the presentation of the first FinTech Cartography of Djibouti...

We exchanged ideas through five high-level panels on various topics with around a hundred participants per panel. Five masterclasses were conducted on essential themes such as Islamic financial education,



mobile payments and e-commerce, soft skills, fraud detection through AI, financial risk analysis techniques with AI and Big Data.

Two workshops were organized, one on cybersecurity and the other on fundraising. Indeed, we launched the publication of the First FinTech Cartography of Djibouti. A major advancement to structure the fintech ecosystem. Finally, the forum concluded with ambitious announcements such as the launch of the Skills Academy to train fintech talents or the implementation of innovative solutions such as the dematerialization of traditional .

"The major challenge lies in assessing skills acquired remotely and validating certifications"

savings groups. This proves that beyond exchanges, this forum contributes to accelerating fintech development in Djibouti, beyond the digital ecosystem, in collaboration with local public and private actors, who were stakeholders in this flagship event on the regional scene. The digital revolution in Djibouti requires a holistic approach. Through these joint efforts, we can envision a future firmly rooted in digitalization. We look forward to evaluating progress and continuing this journey together in 2025.

CTID, a talent factory

CTID is the first incubator and support structure for innovative entrepreneurship launched in Djibouti.

Since 2017, CTID's mission as a «Talent Factory» has been to raise awareness, detect, train, and support Djiboutian talents in their entrepreneurial journeys while promoting projects with high added value for the country. Launched by entrepreneurs for entrepreneurs, CTID aims to be the hub of innovation, creativity, technology, and entrepreneurship.

Its MISSIONS :

Awareness

Raising awareness among adolescents and youth about digitalization and entrepreneurship using agile and innovative methods;

Training

Training adolescents and youth in STEM (Science, Technology, Engineering, and Mathematics);

Support

Supporting innovative project holders through the provision of appropriate tools;

Development

Development of advisory and technical support missions for public and private institutions;

For more information :

<https://ctid-djibouti.org/>

Ahmed Osman Ali : « Les FinTech jouent un rôle crucial dans la transformation de notre secteur financier »

Alors que Djibouti se positionne comme un hub financier, le Djibouti Fintech Forum vise à accélérer la digitalisation du secteur. Co-organisé de l'évènement, le Gouverneur de la Banque Centrale de Djibouti nous en explique les enjeux et perspectives dans le pays.



Monsieur le Gouverneur, vous organisez avec le CTID la deuxième édition du Djibouti Fintech Forum. Quel est l'importance de cet événement pour Djibouti ?

En partenariat avec le Centre de Technologie et d'Innovation pour le Développement (CTID), nous nous sommes réunis pour explorer les avancées significatives et les défis passionnants que représentent les technologies financières pour notre pays. La Banque Centrale de Djibouti est fière de co-organiser la deuxième édition

de ce forum qui vise à promouvoir l'innovation technologique financière tout en garantissant la stabilité, la sécurité, la modernité et l'efficacité de la place financière de la République de Djibouti.

Djibouti ambitionne de se positionner comme un hub financier régional. Comment la technologie peut l'aider dans cette ambition ?

Nous avons partout, dans le monde traversé des crises multiples, qui ont perturbés les économies mondiales.

La crise en Ukraine entre autres, notamment chez notre voisin Ethiopie, notre plus grand client. Malgré cela, l'économie djiboutienne s'est montrée résiliente avec un taux de croissance autour de 7% en 2023 suite à la reprise des activités portuaires, on mise sur 7,5 % en 2024. Ce qui démontre que l'économie se porte bien et s'inscrit dans une feuille de route qui s'appuie sur les opportunités offertes par notre situation géostratégique et ses atouts, notamment le port qui a été modernisé, les télécoms,



un secteur financier performant...

L'économie évolue favorablement, et les perspectives sont très bonnes compte tenu des potentialités du pays qui n'ont pas encore été exploitées. Avec la digitalisation notamment.

Les FinTech, qui signifie l'emploi massif des nouvelles technologies de l'information dans la finance, jouent un rôle crucial dans la transformation de notre secteur financier, en offrant de nouvelles solutions pour améliorer l'accès aux services financiers, promouvoir l'inclusion économique et renforcer la résilience de notre économie face aux défis mondiaux.

Un secteur financier qui a également intégré la finance islamique. Une journée

était consacrée à ce secteur qui, croisé au digital, semble offrir de nombreuses opportunités à Djibouti ?

La finance islamique à Djibouti, développée depuis une vingtaine d'années, joue en effet un rôle important aujourd'hui dans le contexte de l'économie nationale. Depuis elle fait sa croissance, se développe très bien et se développe très bien et nous l'avons accompagné dans ses premières années comme un enfant qui grandit ... Depuis nous nous sommes un peu retirés et aujourd'hui nous avons pensé utile de consacrer une journée à la finance islamique liée à la fintech. Vous savez déjà ce que la fintech apporte comme facilités et opportunités.

La finance islamique aujourd'hui est dominée

par un produit alors que la fintech propose toute la gamme de produits en actifs passifs avec une maîtrise de tous les risques.

Au cours du forum, vous avez également, en partenariat avec le CTID, dévoilé le tout premier rapport de cartographie des acteurs de la Fintech à Djibouti...

Ce rapport constitue une base essentielle pour structurer notre écosystème et identifier les opportunités de croissance actuelles et futures pour notre économie.

Ensemble, nous nous engageons à explorer de nouvelles frontières, à établir des partenariats fructueux et à encourager l'innovation responsable dans le secteur de la FinTech.

Ahmed Osman Ali : « Fintechs play a crucial role in transforming our financial sector »

As Djibouti positions itself as a financial hub, the Djibouti Fintech Forum aims to accelerate the digitization of the sector. Co-organizer of the event, the Governor of the Central Bank of Djibouti explains the challenges and prospects in the country.



Governor, you organized the second edition of the Djibouti Fintech Forum with CTID. What is the importance of this event for Djibouti ?

In partnership with the Center for Technology and Innovation for Development (CTID), we gathered to explore the significant advancements and exciting challenges presented by financial technologies for our country. The Central Bank of Djibouti is proud to co-organize the second edition of this forum, which aims to promote financial technological innovation while ensuring the stability, security, modernity, and efficiency of the financial marketplace of the Republic of Djibouti.

Djibouti aspires to position itself as a regional financial hub. How can technology help in this ambition ?

Everywhere in the world, we have experienced multiple crises that have disrupted global economies. The crisis in Ukraine, among others, particularly affected our neighbor Ethiopia, our largest customer. Despite this, the Djiboutian economy has shown resilience with a growth rate of around 7% in 2023 following the

resumption of port activities, and we are aiming for 7.5% in 2024. This demonstrates that the economy is doing well and is part of a roadmap that relies on the opportunities offered by our geostrategic situation and assets, including the modernized port, telecommunications, a thriving financial sector... The economy is evolving favorably, and the prospects are very good considering the country's untapped potential. With digitalization in particular.

Fintech, which means the extensive use of new information technologies in finance, plays a crucial role in transforming our financial sector by offering new solutions to improve access to financial services, promote economic inclusion, and strengthen the resilience of our economy in the face of global challenges.

A financial sector that has also integrated Islamic finance. A day was dedicated to this sector, which, combined with digital, seems to offer many opportunities in Djibouti ?

Islamic finance in Djibouti, developed over the past twenty years, indeed plays an important

role today in the context of the national economy. Since then, it has grown, developed very well, and we accompanied it in its early years like a growing child... Since then, we have stepped back a bit, and today we thought it useful to dedicate a day to Islamic finance related to fintech. You already know what fintech brings in terms of facilities and opportunities. Islamic finance today is dominated by one product, while fintech offers the entire range of products in passive assets with mastery of all risks.

During the forum, you also, in partnership with CTID, unveiled the very first mapping report of fintech actors in Djibouti...

This report is an essential basis for structuring our ecosystem and identifying current and future growth opportunities for our economy. Together, we are committed to exploring new frontiers, establishing fruitful partnerships, and encouraging responsible innovation in the fintech sector.

Radwan Abdillahi Bahdon : « Nous sommes témoins d'une convergence historique entre la finance et la technologie »

À l'occasion du Djibouti Fintech Forum 2024, le Ministre de la Communication, chargé des Postes et des Télécommunications de Djibouti, Radwan Abdillahi Bahdon, partage sa vision audacieuse sur l'avenir de la fintech dans son pays.



Comment Djibouti se prépare-t-il à saisir les opportunités dans le domaine de la fintech ?

Aujourd'hui, nous sommes à un tournant historique où finance et technologie convergent comme jamais auparavant. Sous la direction éclairée du Président Hadji Ismail Omar Guelleh, Djibouti s'engage pleinement dans la transformation numérique. C'est une opportunité que nous saisissons avec détermination pour moderniser notre économie et enrichir la vie de nos citoyens.

Quelles sont les actions spécifiques que le gouvernement a mises en place pour soutenir ce secteur ?

Grâce à l'engagement ferme du chef de l'État, notre

gouvernement soutient vigoureusement l'innovation fintech à Djibouti. Nous avons mis en place des politiques adaptées, des infrastructures solides et un cadre réglementaire agile. Cela favorise l'innovation et encourage la collaboration entre secteurs public et privé, créant ainsi un environnement fertile pour la croissance.

Quel rôle joue le Djibouti Fintech Forum dans la construction de cet écosystème encore naissant ?

Cet événement est une vitrine de l'innovation djiboutienne en fintech. Réunir les esprits brillants de la finance et de la technologie permet de positionner Djibouti en leader régional. Avec le thème de cette année sur l'IA

et les big data, nous explorons des opportunités uniques pour transformer nos services financiers et promouvoir une inclusion sans précédent.

C'est le message que vous avez adressé aux participants : participez à la construction de cet écosystème !

Tout à fait. Nous sommes à un moment clé. L'avenir de la fintech à Djibouti dépend de notre capacité à embrasser le changement et à encourager l'innovation. Ensemble, nous pouvons créer un écosystème où chaque citoyen bénéficie de la révolution numérique. Ce forum est une plateforme unique pour dessiner ensemble l'avenir prometteur de Djibouti grâce aux technologies financières.

Radwan Abdillahi Bahdon : « We are witnessing a historic convergence between finance and technology »

On the occasion of the Djibouti Fintech Forum 2024, the Minister of Communication, responsible for Posts and Telecommunications of Djibouti, Radwan Abdillahi Bahdon, shares his bold vision for the future of fintech in his country.



How is Djibouti preparing to seize opportunities in the fintech field ?

Today, we are at a historic turning point where finance and technology are converging like never before. Under the enlightened leadership of President Ismail Omar Guelleh, Djibouti is fully committed to digital transformation. It is an opportunity that we are seizing with determination to modernize our economy and enrich the lives of our citizens.

What specific actions has the government taken to support this sector ?

Thanks to the firm commitment of the head of state,

our government strongly supports fintech innovation in Djibouti. We have implemented tailored policies, robust infrastructure, and agile regulatory frameworks. This fosters innovation and encourages collaboration between the public and private sectors, creating a fertile environment for growth.

What role does the Djibouti Fintech Forum play in building this still nascent ecosystem ?

This event is a showcase of Djiboutian innovation in fintech. Bringing together the bright minds of finance and technology helps position

Djibouti as a regional leader. With this year's theme on AI and big data, we are exploring unique opportunities to transform our financial services and promote unprecedented inclusion. This is the message you conveyed to the participants: participate in building this ecosystem! Absolutely. We are at a pivotal moment. The future of fintech in Djibouti depends on our ability to embrace change and encourage innovation. Together, we can create an ecosystem where every citizen benefits from the digital revolution. This forum is a unique platform to collectively shape Djibouti's promising future through financial technologies.

Zoom sur deux solutions innovantes : Waafi et D Money

Alors que Djibouti s'efforce de se positionner comme un hub financier régional, le développement de l'écosystème fintech y joue un rôle crucial. Deux solutions phares, Waafi et D Money, illustrent parfaitement cette dynamique en offrant des services financiers innovants adaptés aux besoins locaux.

Waafi : La Banque dans la Poche

Waafi est une application mobile de services financiers lancée par Salaam African Bank. Conçue pour offrir une gamme complète de services bancaires accessibles via smartphone, Waafi tout cela sans avoir besoin de se rendre physiquement dans une agence bancaire.

L'un des principaux atouts de Waafi est son accessibilité. Dans un pays où une grande partie de la population est non bancarisée, Waafi permet à davantage de personnes d'accéder aux

services financiers de base. La simplicité d'utilisation de l'application, associée à une large couverture des services, facilite l'inclusion financière. En outre, Waafi utilise des technologies avancées de sécurité pour garantir la protection des données et des transactions, renforçant ainsi la confiance des utilisateurs.

D Money : L'Innovation au Service de l'économie

D Money, une autre solution innovante, est une plateforme de paiement électronique qui vise à transformer les transactions financières

à Djibouti. Lancée par Djibouti Telecom, lors de la première édition du Djibouti Fintech Forum, D Money permet aux utilisateurs d'effectuer des paiements instantanés, de transférer de l'argent et de recharger des crédits téléphoniques via une application mobile.

L'un des aspects les plus révolutionnaires de D Money est son intégration avec les commerces locaux et les services publics. Les utilisateurs peuvent payer leurs achats dans les magasins, régler leurs factures d'électricité et d'eau, et même payer leurs impôts



Des Transferts instantanés avec D-Money !



**Le transfert entre
particuliers est gratuit !**



2525
POUR PLUS D'INFOS

www.d-money.dj

contact@d-money.dj



directement depuis l'application. Cette intégration simplifie grandement les transactions quotidiennes et encourage une adoption plus large de la fintech dans les activités économiques courantes.

D Money a également un impact significatif sur les petites entreprises et les entrepreneurs. En offrant une solution de paiement numérique, D Money réduit les coûts liés aux transactions en espèces et augmente l'efficacité des opérations commerciales. Cela est particulièrement

bénéfique pour les micro-entrepreneurs et les petites entreprises, qui peuvent ainsi améliorer leur gestion financière et accéder plus facilement à des services financiers.

Un écosystème en pleine expansion

WaaFi et D Money illustrent les efforts concertés pour développer un écosystème fintech dynamique à Djibouti. Ces solutions répondent non seulement aux besoins des consommateurs en matière d'accès facile

et sécurisé aux services financiers, mais elles stimulent également l'économie locale en facilitant les transactions et en soutenant les petites entreprises.

Le développement de ces solutions fintech contribue également à l'inclusion financière, un objectif crucial pour Djibouti. En permettant à un plus grand nombre de personnes d'accéder à des services financiers, WaaFi et D Money jouent un rôle essentiel dans la réduction des inégalités économiques et l'amélioration du bien-être des citoyens.

Zoom on two innovative solutions : Waafi and D Money

As Djibouti strives to position itself as a regional financial hub, the development of the fintech ecosystem plays a crucial role. Two flagship solutions, Waafi and D Money, perfectly illustrate this dynamic by offering innovative financial services tailored to local needs.

Waafi : The Bank in your Pocket

Waafi is a mobile financial services application launched by Salaam African Bank. Designed to offer a comprehensive range of banking services accessible via smartphone, Waafi revolutionizes access to finance in Djibouti. With Waafi, users can open a bank account, make money transfers, pay bills, and even manage savings, all without the need to physically visit a bank branch.

One of Waafi's main strengths is its accessibility. In a country where a large portion of the population is unbanked, Waafi enables more people to access basic financial services. The user-friendly nature of the application, coupled with extensive service coverage, facilitates financial inclusion. Additionally, Waafi employs advanced security technologies to ensure data and transaction protection, thereby enhancing user trust.

D Money : Innovation serving the economy

DMoney, another innovative solution, is an electronic payment platform aimed at transforming financial transactions in Djibouti. Launched by Djibouti Telecom during their first edition of the Djibouti fFintech Forum, D Money allows users to make instant payments, transfer money, and top up mobile credits via a mobile application. One of the most revolutionary aspects of D Money is its integration with local businesses and public services.



D-MONEY
Digital Mobile Money

**Gagnez du temps grâce à
l'interconnexion Bancaire !**





www.d-money.dj

2525
POUR PLUS D'INFOS

 www.d-money.dj

 contact@d-money.dj

 Download on the
App Store

 GET IT ON
Google Play


CONSEILIER PAR DJIBOUTI TELECOM

Users can pay for their purchases in stores, settle their electricity and water bills, and even pay taxes directly from the application. This integration greatly simplifies daily transactions and encourages broader adoption of fintech in everyday economic activities. D Money also has a significant impact on small businesses and entrepreneurs. By providing a digital payment solution, D Money reduces costs associated with cash transactions and increases

the efficiency of business operations. This is particularly beneficial for micro-entrepreneurs and small businesses, allowing them to improve financial management and access financial services more easily.

An expanding ecosystem

Waafi and D Money illustrate concerted efforts to develop a dynamic fintech ecosystem in Djibouti. These solutions not only meet

consumers' needs for easy and secure access to financial services but also stimulate the local economy by facilitating transactions and supporting small businesses. The development of these fintech solutions also contributes to financial inclusion, a crucial goal for Djibouti. By enabling more people to access financial services, Waafi and D Money play an essential role in reducing economic inequalities and improving citizens' well-being.

Djibouti, au coeur de l'internet mondial

Centre régional dans le domaine numérique, Djibouti souhaite devenir un hub technologique mondial. Avec le déploiement massif des infrastructures de connectivité, renforcé par une stratégie gouvernementale ambitieuse, la cité-Etat se donne les moyens d'atteindre ses objectifs et d'accélérer sa transformation numérique pour devenir une nation hyper connectée.

"Il existe un Djibouti au-delà des ports, une nation en marche pour devenir une plaque tournante des technologies de l'information et de la communication (TIC) à l'échelle mondiale". Cette déclaration, signée Akinwumi Adesina, le président de la Banque africaine de développement (BAD) résume à la fois le potentiel et les nouvelles ambitions de Djibouti, un des pays du continent les plus connectés aux réseaux internationaux, propriétaire de câbles sous-marins et véritable plaque tournante numérique régionale en matière de connectivité et de stockage de données.

Cette ambition résulte d'intenses efforts, menés ces dernières années, par le gouvernement, dans le déploiement massif des infrastructures, renforcé par une stratégie ambitieuse. Grâce à son positionnement stratégique sur le Golfe d'Aden, Djibouti est relié, via deux points d'accès, à neuf câbles d'interconnexion sous-marins reliant l'Asie du Sud, le Moyen-Orient et la Méditerranée orientale à l'Europe et à l'Afrique de l'Est. Ces installations permettent à Djibouti d'accéder à une capacité de connectivité internationale allant jusqu'à 1 643 gigabits par seconde (dont seuls 39 % est utilisé par Djibouti). Quatre autres câbles sous-marins sont actuellement en cours de réalisation : Africa-1, IEX (India Europe Xpress), Raman Submarine Cable System et SEA-ME-WE 6 (Southeast Asia-Middle East-Western Europe 6). Des câbles terrestres sont aussi déployés



en Ethiopie et en Somalie (utilisés à 39,5 %). Par ailleurs, le réseau téléphonique national se compose de quatre-vingt-cinq antennes relais et d'un data center de niveau III, situé à Djibouti-Ville et construit en 2013.

Djibouti Telecom, acteur de la transformation numérique

Ce réseau d'infrastructures est porté par l'opérateur de télécommunications national, Djibouti Télécom, détenu à 100 % par le Fonds Souverain de Djibouti. Djibouti Télécom

joue un rôle central et fournit tous les services TIC du pays (y compris la téléphonie fixe, les services mobiles et la bande passante). Djibouti Télécom a été associé à la construction d'un neuvième câble sous-marin reliant Singapour en Asie du Sud-Est à la ville française de Marseille. Sur le plan de la digitalisation, l'opérateur a lancé, en 2020, Djibouti Digital Money (D-Money), une plateforme de paiement mobile visant à faciliter les transactions commerciales et à renforcer l'inclusion financière



de la population (estimée aujourd'hui à 25 %). Ainsi, payer avec son smartphone est désormais possible dans la capitale et les cinq régions du pays. Pour faire de Djibouti un hub numérique, conformément à la Vision 2035, et concrétiser le rôle majeur de Djibouti Telecom dans la transformation numérique du pays, le gouvernement djiboutien a mis en place une stratégie nationale offensive de développement des TIC.

Faire de Djibouti une smart nation

Avec la création d'un ministère de l'Economie numérique et de l'Innovation (MENI), dirigé par Mariam Hamadou Ali, Djibouti a produit un plan de développement quinquennal intitulé Djibouti ICI (Inclusion-Connectivité-Institutions). Il doit notamment participer à une meilleure insertion sociale et financière de la population, à travers la réduction de la fracture numérique. Pour cela, les autorités comptent sur le secteur privé, afin de créer des emplois et de la valeur. Il s'agit de faire de Djibouti un centre numérique international. "Il est temps d'exploiter pleinement le potentiel de câbles pour que Djibouti devienne une smart nation. Nous voulons faire de Djibouti, un pays où s'installeront demain les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, et Microsoft) et les principaux acteurs du secteur. À travers le renforcement des compétences et le développement de nos infrastructures, nous comptons bien tirer parti de nos atouts, et notamment de notre position géostratégique, pour nous imposer comme un hub numérique mondial" indique Mariam Hamadou Ali. Face à l'enjeu de la protection des données et de la cybersécurité, le ministère pilote un projet de « Green Data City » destiné à faire de Djibouti, un archipel de centres de données aux normes internationales, alimenté avec de l'énergie verte.

"Le renforcement de la croissance économique, de l'innovation et la création d'emplois grâce à la technologie profitera aux générations présentes et futures"

La feuille de route, Djibouti ICI, utilise le numérique comme un véritable vecteur de développement. Dans le cadre du programme "Djibouti Fondement Numérique", la Banque mondiale, vient d'accorder un financement de 10 millions de dollars "pour accélérer la transformation numérique et construire une économie numérique plus inclusive" à travers la création d'un environnement propice à l'introduction progressive de la concurrence et des investissements du secteur privé dans les TIC, en encourageant l'adoption de compétences et de services numériques, et, in fine, garantir l'accès à un internet de qualité et abordable à un plus grand nombre de citoyens et d'entreprises.

A ce titre, le gouvernement djiboutien s'active à porter la couverture des services de téléphonie mobile et d'internet haut débit à l'ensemble de la population, d'ici 2027. Pour l'heure, selon les données de Data Reportal, le pays comptait environ 463 000 abonnés à la téléphonie en janvier 2023, soit un taux de pénétration de 41%. Le nombre d'internautes s'élevait quant à lui à 777 600 pour un taux de pénétration de 68,9%. Pourtant, seuls 4,4 % de la population possèdent un smartphone (qui permet un accès à internet). Il existe encore une importante fracture numérique entre les zones rurales et la capitale. "Il est urgent d'accélérer la transformation numérique à Djibouti" a récemment exhorté Ilyas Moussa Dawaleh, ministre de l'Économie, des Finances, chargé de l'Industrie. "Le renforcement de la croissance économique, de l'innovation et la création d'emplois grâce à la technologie profitera aux générations présentes et futures."



Le ciel est désormais vu comme un outil crucial de développement et de souveraineté. Alors que le pays s'apprête à envoyer ses deux premiers satellites en orbite, Djibouti a signé un accord de partenariat avec Hong Kong Aerospace Technology pour construire une base de lancement spatial dans la région septentrionale d'Obock. Selon le protocole préliminaire, le gouvernement djiboutien "fournira le terrain nécessaire, d'au moins 10 km² pour une durée d'au moins 35 ans et toute l'assistance nécessaire pour construire et exploiter le port spatial djiboutien." Le projet de ce port spatial, d'un montant d'un milliard de dollars, comprendra également la construction d'une installation portuaire, d'un réseau électrique et d'une autoroute pour assurer le transport fiable des matériaux aérospatiaux. L'accord a été signé par le président de Djibouti, Ismail Omar Guelleh, et devrait être achevé dans les cinq prochaines années. Ce projet ambitieux profitera à Djibouti, certes, mais aussi plus largement à l'ensemble du continent africain.

Djibouti, at the heart of the global web

As a regional center for digital technology, Djibouti is aiming to become a global technology hub. With the massive deployment of connectivity infrastructure, backed by an ambitious government strategy, the city-state is giving itself the means to achieve its goals and accelerate its digital transformation into a hyper-connected nation.

"I definitely see a 'Djibouti Beyond Ports,' a nation that should move itself to becoming an ICT hub globally." This statement, signed by Akinwumi Adesina, President of the African Development Bank (AfDB), sums up both the potential and the new ambitions of Djibouti, one of the continent's most connected countries to international networks, owner of submarine cables and a veritable regional digital hub for connectivity and data storage.

This ambition is the result of the government's intensive efforts in recent years to develop infrastructure on a massive scale, backed by an ambitious strategy. Thanks to its strategic location on the Gulf of Aden, Djibouti, according to a report published by the French Treasury on the telecommunications sector in East Africa, is connected via two access points to nine submarine interconnection cables linking South Asia, the Middle East and the Eastern Mediterranean with Europe and East Africa. These facilities give Djibouti access to international connectivity capacity of up to 1,643 Giga-bits per second (of which only 39% is used by Djibouti). Four other submarine cables are under construction: Africa-1, IEX (India Europe Xpress), Raman Submarine Cable System and SEA-ME-WE 6 (Southeast Asia-Middle East-Western Europe 6). Terrestrial cables are also used in Ethiopia and Somalia (39.5% utilization). In addition, the national telephone network consists of eighty-five relay antennas and a Level III data center located in Djibouti-Ville and built in 2013 according to the same report.



Djibouti Telecom, a key player in digital transformation

This infrastructure network is supported by the national telecommunications operator, Djibouti Télécom, which is wholly owned by the Sovereign Fund of Djibouti. Djibouti Télécom plays a central role in providing all ICT services in the country (including fixed telephony, mobile services and bandwidth). Djibouti Télécom was involved in the construction of a ninth submarine cable linking Singapore in Southeast Asia to the French city of

Marseille. On the digital front, in 2020 the operator launched Djibouti Digital Money (D-Money), a mobile payment platform designed to facilitate commercial transactions and increase financial inclusion among the population (currently estimated at 25%). It is now possible to pay with a smartphone in the capital and the country's five regions. To make Djibouti a digital hub in line with Vision 2035, and to give concrete expression to Djibouti Telecom's important role in the country's digital transformation, the government of Djibouti has



launched an offensive national ICT development strategy.

Making Djibouti a smart nation

With the creation of a Ministry of Digital Economy and Innovation (MENI), headed by Mariam Hamadou Ali, Djibouti has launched a five-year development plan called Djibouti ICI (Inclusion-Connectivity-Institutions). The plan's main objective is to improve the social and financial integration of the population by reducing the digital divide. To achieve this, the authorities are counting on the private sector to create jobs and value. The goal is to make Djibouti an international digital hub. "It is time to fully harness the potential of cables to make Djibouti a smart nation. We want to make Djibouti a country where tomorrow's GAFAMs (Google, Apple, Facebook, Amazon and Microsoft) and the major players in the sector will set up shop. By strengthening our skills base and developing our infrastructure, we intend to take full advantage of our strengths, in particular our geo-strategic position, to establish ourselves as a global digital hub," says Mariam Hamadou Ali. Faced with the challenge of data protection and cybersecurity, the ministry is piloting a "Green Data City" project that aims to turn Djibouti into an archipelago of international-standard data centers powered by green energy.

"Strengthening economic growth, innovation and job creation through technology will benefit present and future generations"

Djibouti's ICI roadmap uses digital technology as a real vector for development. As part of the Djibouti Digital Foundation program, the World Bank has just approved \$10 million in financing to "accelerate digital transformation and build a more inclusive digital economy"

by developing an enabling environment for the gradual introduction of competition and private-sector investment in ICT, fostering the uptake of digital skills and services and ultimately ensuring that more citizens and businesses have access to quality and affordable internet.

To this end, the government of Djibouti is working to extend mobile phone and broadband internet coverage to the entire population by 2027. For the time being, according to Data Reportal, the country had around 463,000 telephone subscribers

in January 2023, representing a penetration rate of 41%. The number of internet users stood at 777,600, giving a penetration rate of 68.9%. However, only 4.4% of the population owns a smartphone (which provides internet access). There is still a significant digital divide between rural areas and the capital. "Ilyas Moussa Dawaleh, Djibouti's Minister of Economy, Finance and Industry, recently urged the country to accelerate its digital transformation. "Strengthening economic growth, innovation and job creation through technology will benefit current and future generations."



The sky is now seen as a vital tool for development and sovereignty. As the country prepares to send its first two satellites into orbit, Djibouti has signed a partnership agreement with Hong Kong Aerospace Technology to build a spaceport in the northern region of Obock. According to the preliminary protocol, the government of Djibouti will "provide the necessary land of at least 10 km² for a period of at least 35 years and all necessary assistance for the construction and operation of the Djibouti Spaceport". The multi-billion-dollar spaceport project will also include the construction of a port facility, power grid and motorway to ensure the reliable transport of aerospace materials. The agreement was signed by the President of Djibouti, Ismail Omar Guelleh, and is expected to be completed within the next five years. This ambitious project will benefit not only Djibouti, but the entire African continent.



Première agence de presse multimedia spécialisée sur les économies africaines



**Changer
le regard sur
l'Afrique,
c'est notre défi.**

Une double présence en France et en Afrique
Partenaire des plus grands médias panafricains
Un site d'informations économiques en ligne
Une banque d'images
Une banque video
Une double présence en France et en Afrique :

Paris - Tunis - Casablanca - Dakar - Abidjan - Libreville - Douala - Kigali

www.africa-news-agency.com

Gitex Africa 2024 : l'Afrique se met à l'IA

Du 29 au 31 mai, Marrakech a accueilli la crème de l'innovation made in Africa. La dernière édition de Gitex Africa, a une nouvelle fois mis en lumière le dynamisme technologique du continent. Avec un focus particulier sur l'intelligence artificielle (IA), l'événement a rassemblé des innovateurs, des entrepreneurs et des leaders technologiques du monde entier pour discuter des opportunités et des défis de l'IA en Afrique.



De nombreuses solutions locales intégrant l'IA ont été présentées à Gitex Africa@ Gitex

Sans surprise, l'IA était au cœur des échanges lors de la dernière édition de Gitex Africa, qui s'est déroulée à Marrakech du 29 au 31 mai. Sur la scène comme dans les stands l'IA était au RDV, l'IA était sur toutes les lèvres, de toutes les démonstrations, de tous les panels.

"L'Afrique a raté la révolution industrielle, rappelle un consultant. Elle ne peut pas se permettre de rater la 4ème révolution qui a déjà démarré, et qui sera celle de l'intelligence artificielle". Un avis partagé par l'assistance, bien décidée à répondre à tous les défis de l'Afrique, grâce à l'IA. A travers le continent plus largement.

L'adoption de l'IA en Afrique connaît une croissance rapide et prometteuse, transformant divers secteurs clés du continent. De plus en plus intégrée

dans des domaines tels que l'agriculture, la santé, l'éducation et les services financiers, apportant des solutions innovantes aux défis locaux.

Dans la santé, l'éducation, l'agriculture... l'IA sur tous les fronts

Des solutions made in Africa présentées à Gitex. Parmi lesquelles Zipline. Bien que fondée aux États-Unis, Zipline a un impact considérable en Afrique, notamment au Rwanda et au Ghana. La société utilise des drones autonomes pour livrer des fournitures médicales dans des régions éloignées, assurant une distribution rapide de sang et de médicaments essentiels. L'IA est utilisée pour planifier les routes de livraison et optimiser l'efficacité.

Aerobotics, entreprise sud-africaine également utilise des drones et des technologies d'IA pour fournir des analyses agricoles détaillées. Leur plateforme aide les agriculteurs à surveiller la santé des cultures, détecter les maladies et optimiser les rendements. Les données collectées par les drones sont analysées par des algorithmes d'IA pour fournir des recommandations précises.

DataProphet, également basée en Afrique du Sud, propose des solutions d'IA pour le secteur manufacturier. Leurs algorithmes prédictifs et prescriptifs aident à améliorer la qualité de la production, réduire les déchets et optimiser les processus de fabrication. DataProphet travaille avec des industries comme l'automobile, les biens de consommation et la métallurgie.



“Pour garantir que l’IA profite à tout le monde, nous devons proposer des innovations étonnantes”

Il y en avait bien d’autres. Opérant dans l’agriculture, avec des start-ups qui utilisent des drones et des systèmes d’analyse de données basés sur l’IA pour optimiser les rendements et prédire les conditions météorologiques. Dans le secteur de la santé, l’IA aide à combler les lacunes en matière d’accès aux soins. Des applications de diagnostic médical, capables d’analyser des images et des symptômes, facilitent l’identification précoce de maladies dans des régions éloignées où les médecins sont rares. Dans l’éducation également. Des plateformes d’apprentissage en ligne personnalisées, adaptées aux besoins des étudiants, contribuent à réduire les disparités éducatives. Les fintechs enfin exploitent également l’IA pour développer des solutions financières inclusives, telles que le crédit et l’assurance, accessibles à un plus grand nombre de personnes.

Cependant, pour maximiser l’impact de l’IA, l’Afrique doit surmonter des obstacles tels que la pénurie de compétences spécialisées, le manque d’infrastructures adéquates et la nécessité de réglementations adaptées. Défis abordés lors du Sommet numérique GITEX Afrique, point culminant

de la deuxième édition de GITEX Afrique Maroc.

Car les experts annoncent un essor de l’IA qui pourrait ajouter 1,2 milliard de dollars à l’économie africaine d’ici 2030, augmentant ainsi le PIB du continent de 5,6%, « pour garantir que l’IA profite à tout le monde, nous devons proposer des innovations étonnantes », soulignera Lavina Ramkissoon, experte en technologies et données du Centre de recherche politique de l’Université des Nations Unies (UNU-CPR) en Afrique du Sud. 3 millions de personnes sur le continent restent non connectées.

“L’Intelligence Artificielle étant actuellement l’un des principaux leviers de croissance et de performance tant sur le plan professionnel qu’économique, il est essentiel d’acquérir les dernières compétences en la matière pour rester compétitif et réussir à faire face aux enjeux et aux défis de ce 21ème siècle”

Néanmoins, l’engagement croissant des gouvernements, des entreprises et des institutions laisse présager un avenir où l’IA pourrait jouer un rôle central dans le développement durable du continent. Et les initiatives, des plus ambitieuses, se multiplient. En marge de l’évènement,

le groupe Holmarcom a annoncé le lancement de AI Institute, un centre de formation spécialisé dans le domaine de l’Intelligence Artificielle basé à Casablanca, ainsi que son partenariat avec Microsoft pour offrir des programmes certifiants. Cette initiative, qui ouvre la voie à des opportunités d’apprentissage et de développement professionnel dans un domaine en pleine expansion, vise à contribuer au renforcement de l’innovation au sein des entreprises marocaines, indiquent Holmarcom et Microsoft dans un communiqué conjoint. “L’Intelligence Artificielle étant actuellement l’un des principaux leviers de croissance et de performance tant sur le plan professionnel qu’économique, il est essentiel d’acquérir les dernières compétences en la matière pour rester compétitif et réussir à faire face aux enjeux et aux défis de ce 21ème siècle” a déclaré le directeur général du groupe Holmarcom, Karim Chiouar, cité par le communiqué. En attendant, Gitex Africa, qui a réuni plus de 1 400 entreprises technologiques exposantes et startups en plus de 350 investisseurs, venant de 100 pays, a confirmé le potentiel croissant de l’Afrique en matière de technologie et d’innovation. Ces initiatives montrent que l’Afrique n’est pas seulement un marché pour les technologies importées, mais aussi un terreau fertile pour les innovations locales.

Gitex Africa 2024: Africa embraces AI

From May 29 to 31, Marrakech hosted the cream of African innovation. The latest edition of Gitex Africa, once again highlighted the technological dynamism of the continent. With a particular focus on artificial intelligence (AI), the event brought together innovators, entrepreneurs, and technology leaders from around the world to discuss the opportunities and challenges of AI in Africa.



AI challenges in Africa discussed at Gitex Digital Summit@ Gitex

Unsurprisingly, AI was at the heart of discussions during the latest edition of Gitex Africa, held in Marrakech from May 29 to 31. On stage and in the stands, AI was omnipresent, at the center of all demonstrations and panels.

"Africa missed the industrial revolution," recalls a consultant. "It cannot afford to miss the 4th revolution that has already begun, which will be that of artificial intelligence." This view was shared by the audience, determined to address Africa's challenges through AI.

The adoption of AI in Africa is experiencing rapid and promising growth, transforming various key sectors across the continent. Increasingly integrated into fields such as agriculture, health, education, and financial services, AI is bringing innovative solutions to local challenges.

AI on all fronts

Among the solutions presented at Gitex was Zipline. Although founded in the United States, Zipline has a significant impact in Africa, particularly in Rwanda and Ghana. The company uses autonomous drones to deliver medical supplies to remote regions, ensuring rapid distribution of essential blood and medications. AI is used to plan delivery routes and optimize efficiency.

Aerobotics, a South African company, also uses drones and AI technologies to provide detailed agricultural analyses. Their platform helps farmers monitor crop health, detect diseases, and optimize yields. Data collected by the drones is analyzed by AI algorithms to provide precise recommendations.

DataProphet, also based in South Africa, offers AI solutions for the manufacturing sector. Their predictive and prescriptive algorithms help improve production quality, reduce waste, and optimize manufacturing processes. DataProphet works with industries such as automotive, consumer goods, and metallurgy.

Ensuring AI benefits everyone

There were many other innovations. In agriculture, startups use drones and AI-based data analysis systems to optimize yields and predict weather conditions. In the health sector, AI helps bridge gaps in healthcare access. Medical diagnostic applications, capable of analyzing images and symptoms, facilitate early disease detection in remote areas where doctors are scarce. In education, personalized online learning platforms, tailored to students' needs,



Numerous local AI solutions presented at Gitex Africa@ Gitex

help reduce educational disparities. Fintech companies are also leveraging AI inclusive financial solutions, such as credit and insurance, accessible to a larger number of people.

However, to maximize AI's impact, Africa must overcome obstacles such as the shortage of specialized skills, inadequate infrastructure, and the need for suitable regulations. These challenges were addressed during the Gitex Africa Digital Summit, the highlight of the second edition of Gitex Africa Morocco.

Experts predict that the AI boom could add \$1.2 trillion to the African economy by 2030, increasing the continent's GDP by 5.6%. "To ensure that AI benefits everyone, we must propose astonishing innovations," emphasized Lavina Ramkisson, technology and data expert at the United Nations University Centre for Policy Research (UNU-CPR) in South Africa. Three million people on the continent remain unconnected. "Artificial intelligence is currently one of the main

drivers of growth and performance, both professionally and economically. It is essential to acquire the latest skills in this field to remain competitive and face the challenges of the 21st century."

Nevertheless, the growing commitment of governments, businesses, and academic institutions suggests a future where AI could play a central role in the continent's sustainable development.

"Artificial intelligence is currently one of the main drivers of growth and performance, both professionally and economically. It is essential to acquire the latest skills in this field to remain competitive and face the challenges of the 21st century"

And ambitious initiatives are multiplying. On the sidelines of the event, the Holmarcom group announced the launch of AI Institute, a training center specializing in artificial intelligence based in Casablanca,

as well as its partnership with Microsoft to offer certification programs. This initiative, which paves the way for learning and professional development opportunities in a rapidly expanding field, aims to contribute to strengthening innovation within Moroccan companies, according to a joint statement from Holmarcom and Microsoft. "Artificial intelligence is currently one of the main drivers of growth and performance, both professionally and economically. It is essential to acquire the latest skills in this field to remain competitive and face the challenges of the 21st century," said Karim Chiouar, CEO of the Holmarcom group, quoted in the statement.

Meanwhile, Gitex Africa, which brought together more than 1,400 tech companies and startups and over 350 investors from 100 countries, confirmed Africa's growing potential in technology and innovation. These initiatives show that Africa is not just a market for imported technologies but also a fertile ground for local innovations.

Gitex Africa, vitrine de l'écosystème numérique marocain

Mission réussie pour le Maroc qui accueillait la seconde édition de GITEK AFRICA MOROCCO. Avec une affluence record : l'événement a rassemblé plus de 50 000 participants venus de 150 pays, dont des géants de la technologie. Les acteurs de la scène technologique marocaine étaient au premier plan de ce RDV qui vise à promouvoir la tech africaine... et renforcer au passage le positionnement du Maroc en tant que hub numérique régional.



Vitrine de l'écosystème tech marocain, Gitex Africa Morocco a tenu ses promesses: servir les ambitions marocaines dans le domaine du numérique@ Gitex

La deuxième édition de GITEK AFRICA MOROCCO s'est tenue du 29 au 31 mai à Marrakech, sous un même toit, deux fois plus grand que l'année précédente, plus de 50 000 passionnés de technologie, parmi lesquels des leaders mondiaux tels que Huawei, PwC, Visa et McKinsey, ainsi que des startups de divers secteurs tels que les technologies alimentaires, les technologies de la santé, la mobilité, les technologies financières et les technologies propres venues présenter leurs dernières innovations.

«Cet événement a rempli tous les objectifs à en juger par le nombre important des participants, la qualité des échanges, la panoplie des conventions signées, et les engagements affichés en termes de réseautage, de collaboration et de partenariat», s'est réjouie Trixie LohMirmand, la présidente de la société organisatrice du Gitex Africa, Kaoun International. Soulignant au passage "400 investisseurs ont participé à cet événement, dont 70% sont étrangers". Et d'ajouter : "Cette participation remarquable

démontre l'intérêt porté à l'écosystème du Maroc», alors qu'un certain nombre de partenariats et de protocoles d'accord ont été signés en marge de la rencontre entre des entreprises marocaines et internationales.

Car c'est bien l'idée : profiter de l'événement, qui a d'ailleurs été rebaptisé GITEK AFRICA Morocco, pour mettre en avant la scène technologique marocaine dont les acteurs, publics comme privés, sont plus que parties prenantes de la rencontre. A commencer par le ministre

de la Transition Numérique et de la Réforme de l'Administration du Maroc. La ministre Ghita Mezzour n'aura pas caché ses ambitions à savoir renforcer la position du Maroc comme hub numérique régional et « La deuxième édition de GITEX AFRICA Morocco s'inscrit dans les efforts déployés par notre pays pour tirer profit des opportunités offertes par la transition numérique ».

“La deuxième édition de GITEX AFRICA Morocco s'inscrit dans les efforts déployés par notre pays pour tirer profit des opportunités offertes par la transition numérique”

Ainsi, les acteurs de la scène technologique marocaine étaient au premier plan de ce RDV. Et parmi les 700 startups participant à la rencontre 200 start-ups marocaines ont présenté leur innovation lors du North Star Africa, vitrine des startups de GITEX AFRICA.

De nouvelles ambitions déclinées dans la Stratégie Maroc digital 2030

Une formidable opération de promotion de l'écosystème tech marocain pour laquelle les autorités marocaines misent le tout pour le tout. Avec de nouvelles ambitions déclinées dans la Stratégie Maroc digital 2030 et présentée pendant la conférence. Cette stratégie, fruit d'une collaboration intensive entre les secteurs public et privé, vise à dynamiser l'économie numérique du pays et à créer de la valeur ajoutée et des emplois. “Le défi majeur qui se pose

en matière d'accompagnement de la mise en œuvre de cette stratégie consiste à former, aussi bien sur le plan qualitatif que quantitatif, les jeunes talents et compétences”, a souligné le chef du gouvernement.

Pour relever ce défi, le Maroc s'est engagé à former une nouvelle génération de talents numériques, triplant notamment le nombre de lauréats dans le domaine de la digitalisation d'ici 2027. Des accords ont également été signés avec des entreprises multinationales pour accélérer la transition numérique et renforcer les capacités locales.

L'IA sur tous les fronts

Au cœur de cette édition de Gitex Africa tout autant que de cette nouvelle feuille de route Maroc Digital 2030, l'intelligence artificielle. Le Maroc est déterminé à embrasser les technologies émergentes telles que l'intelligence artificielle pour accélérer son développement économique et social, et à positionner le pays comme un acteur majeur dans le domaine de l'innovation technologique en Afrique.

A ce titre le pays a lancé plusieurs initiatives remarquables dans le domaine de l'intelligence artificielle, dont certaines sont portées par des institutions académiques de renom telles que l'université UMP6. Parmi ces initiatives, on peut citer la création de laboratoires de recherche dédiés à l'IA, où des chercheurs collaborent avec des entreprises pour développer des solutions innovantes. De plus, des programmes de formation

spécialisés dans les domaines de l'apprentissage automatique, du traitement du langage naturel et de la vision par ordinateur sont proposés pour former la prochaine génération d'experts en IA. Ces initiatives illustrent l'engagement du Maroc à investir dans l'IA et à développer les compétences nécessaires pour tirer parti des opportunités offertes par cette technologie transformative.

Un futur leader africain ?

Si le Maroc veut jouer sur tous les fronts, c'est que malgré ses avancées, notables, il doit encore surmonter des obstacles tels que la taille limitée de son marché et une réglementation stricte. Pour l'heure, le dernier rapport de Partech classe le Maroc 5e en Afrique, derrière l'Afrique du Sud, le Nigeria, l'Égypte et le Kenya, pour les levées de fonds des startups Tech, avec 93 millions de dollars pour 17 deals. Bien que le Maroc doive surmonter des obstacles tels que la taille réduite de son marché et une régulation stricte, des programmes comme Innov Invest de Tamwilcom et le Fonds Mohammed VI pour l'investissement améliorent l'accès au financement pour les entrepreneurs marocains. Sachant que l'objectif est des plus ambitieux : porter la contribution du secteur des TIC de 3% à l'heure actuelle, à 11% du PIB et créer 125 000 nouveaux emplois. Et dépasser au passage la Tunisie (le numérique contribue à plus de 4% du PIB, grâce à la mise en place du Startup Act) et l'Égypte (plus de 8% du PIB avec des start-up qui trônent parmi les leaders continentaux), en tête dans la région.

Gitex Africa, showcasing Morocco's digital ecosystem

A successful mission for Morocco, which hosted the second edition of GITEX AFRICA MOROCCO. The event attracted a record number of participants, with over 50,000 attendees from 150 countries, including some of the biggest names in technology. Players from the Moroccan technology scene were at the forefront of this event, which aims to promote African tech... and at the same time strengthen Morocco's position as a regional digital hub.



Vitrine de l'écosystème tech marocain, Gitex Africa Morocco a tenu ses promesses: servir les ambitions marocaines dans le domaine du numérique@ Gitex

The second edition of GITEX AFRICA MOROCCO was held from 29 to 31 May in Marrakech. Under one roof, twice the size of the previous year, more than 50,000 technology enthusiasts attended, including world leaders such as Huawei, PwC, Visa and McKinsey, as well as start-ups from various sectors such as food technology, health technology, mobility, financial technology and clean technology, who came to present their latest innovations.

«This event fulfilled all its objectives, judging by the large

number of participants, the quality of the discussions, the wide range of agreements signed, and the commitments made in terms of networking, collaboration and partnership», said a delighted Trixie LohMirmand, President of Kaoun International, the company organising Gitex Africa. She pointed out that «400 investors took part in this event, 70% of whom were foreign». She added: «This remarkable turnout demonstrates the interest shown in Morocco's ecosystem», while a number of partnerships and memorandums of understanding

were signed on the sidelines of the event between Moroccan and international companies.

“The second edition of GITEX AFRICA Morocco is part of our country's efforts to take advantage of the opportunities offered by the digital transition”

Because that's the idea: to take advantage of the event, which has been renamed GITEX AFRICA Morocco, to showcase the

Moroccan technology scene, whose players, both public and private, are more than just stakeholders in the meeting. Starting with Morocco's Minister for Digital Transition and Administrative Reform. Minister Ghita Mezzour has made no secret of her ambitions to strengthen Morocco's position as a regional digital hub: «The second edition of GITEX AFRICA Morocco is part of our country's efforts to take advantage of the opportunities offered by the digital transition.

The Moroccan technology scene was at the forefront of this event. And among the 700 start-ups taking part in the event, 200 Moroccan start-ups presented their innovations at the North Star Africa, the GITEX AFRICA start-up showcase.

New ambitions set out in the Maroc digital 2030 strategy

The Moroccan authorities are pulling out all the stops to promote the country's tech ecosystem. The new ambitions are set out in the Maroc digital 2030 Strategy, presented during the conference. This strategy, the fruit of intensive collaboration between the public and private sectors, aims to boost the country's digital economy and create added value and jobs.

«The major challenge in supporting the implementation of this strategy is to

train young talent and skills, both qualitatively and quantitatively», emphasised the Head of Government.

To meet this challenge, Morocco has committed to training a new generation of digital talent, tripling the number of graduates in the field by 2027. Agreements have also been signed with multinational companies to accelerate the digital transition and strengthen local capacities.

AI on all fronts

At the heart of this year's Gitex Africa, as well as the new Maroc Digital 2030 roadmap, is artificial intelligence. Morocco is determined to embrace emerging technologies such as artificial intelligence to accelerate its economic and social development, and to position the country as a major player in technological innovation in Africa.

In this respect, the country has launched a number of remarkable initiatives in the field of artificial intelligence, some of which are led by renowned academic institutions such as the UMP6 university. These initiatives include the creation of dedicated AI research laboratories, where researchers collaborate with companies to develop innovative solutions. In addition, specialised training programmes in machine learning, natural language processing

and computer vision are being offered to train the next generation of AI experts. These initiatives illustrate Morocco's commitment to investing in AI and developing the skills needed to take advantage of the opportunities offered by this transformative technology.

A future African leader ?

If Morocco wants to play on all fronts, it's because despite its notable advances, it still has to overcome obstacles such as the limited size of its market and strict regulations. For the time being, PwC's latest report ranks Morocco 5th in Africa, behind South Africa, Nigeria, Egypt and Kenya, for fundraising by tech startups, with \$93 million from 17 deals. Although Morocco has to overcome obstacles such as the small size of its market and strict regulation, programmes such as Tamwilcom's Innov Invest and the Mohammed VI Fund for Investment are improving access to finance for Moroccan entrepreneurs. The objective is ambitious: to increase the contribution of the ICT sector from the current 3% to 11% of GDP and create 125,000 new jobs. And, in the process, overtake Tunisia (digital contributes more than 4% of GDP, thanks to the implementation of the Startup Act) and Egypt (more than 8% of GDP, with start-ups that are among the continental leaders), the leaders in the region.

Derguene Mbaye : « L'IA peut créer un cercle vertueux pour combler le fossé numérique »

Derguene Mbaye figure parmi les pionniers de l'intelligence artificielle en Afrique. Depuis 2018, ce jeune Sénégalais, ingénieur en Traitement du Langage Naturel (NLP), œuvre dans le secteur à travers Baamtu technologies et GalsenAI.

Derguene Mbaye, vous faites figure de pionnier dans la vulgarisation et la promotion de l'IA au Sénégal. A l'issue de quel parcours ?

Je suis ingénieur de recherche en intelligence artificielle, spécialisé dans le traitement automatique des langues, plus particulièrement des langues sénégalaises, comme le wolof. Je travaille au sein d'une entreprise qui s'appelle Baamtu, spécialisée en IA, en développement de logiciels et en big data, au sein de laquelle je fais de la R&D (recherche et développement). Parallèlement, j'effectue une thèse à l'école supérieure polytechnique de Dakar. Je suis également accompagné par Google dans le cadre d'un programme de mentoring. Enfin, j'ai co-fondé GalsenAI, la plus grande communauté d'intelligence artificielle au Sénégal, avec deux mille membres actifs. On réalise de nombreuses activités de promotion et de vulgarisation, en partenariat avec Google. Et nous travaillons aussi sur des projets Open source. Depuis 2018, nous menons un travail de vulgarisation. À l'époque, nous parlions déjà de langage model, la technologie au cœur de ChatGPT. On a réalisé plusieurs activités avec des entreprises comme Nespresso qui a exploré leur premier cas d'usage de l'IA dans une approche



Derguene Mbaye, chercheur, fondateur de Baamtu et GalsenAI @GalsenAI

de challenge : l'objectif était langue, cela peut combler d'observer et prédire les le fossé et avoir un impact comportements des concurrences. On a organisé un énorme en termes d'inclusion numérique mais aussi concours, avec un opérateur financière.

de télécom, où l'on invitait la communauté à concevoir des outils. Les gagnants se sont vu proposer de rejoindre l'entreprise. Voici quelques exemples concrets.

Quel est votre objectif principal avec GalsenAI et Baamtu ?

Notre objectif est de réaliser des activités de promotion et de vulgarisation de l'IA au Sénégal. C'est une mission qui nous tient à cœur, et nous travaillons en partenariat avec des acteurs clés tels que Google pour renforcer les capacités et promouvoir l'IA dans notre communauté. Si on arrive aujourd'hui à faire en sorte que ces populations utilisent ces applications dans leur propre

Pouvez-vous nous parler de votre implication dans la stratégie nationale d'IA au Sénégal ?

Quand le ministère sénégalais du numérique a lancé le travail pour l'élaboration de sa stratégie sur l'IA, il s'est entouré d'acteurs dont Expertise France. Étant déjà actif dans l'écosystème, j'ai été intégré. Il s'est déroulé un véritable processus d'intelligence collective où l'on a réuni l'ensemble de l'écosystème. Car l'IA, on le répète, ne doit pas être seulement une question d'experts, mais aussi de décideurs politiques, d'entrepreneurs, etc., afin de prendre tous les avis et de les intégrer dans la stratégie.

Selon vous, la linguistique constitue un enjeu essentiel de l'IA. Pourquoi ?

Le potentiel énorme de l'IA a fait l'objet de nombreux articles et commentaires. Aujourd'hui, la percée de l'IA en Afrique passera par les langues. De nos jours, on compte plus de sept mille langues dans le monde, dont le tiers sur le continent. Dans une zone limitée, on peut retrouver une concentration très forte de langues dont la plupart sont uniquement parlées. La percée fulgurante de WhatsApp en Afrique peut s'expliquer par son utilisation vocale. Il n'y a pas de barrière linguistique. Si on arrive aujourd'hui à faire en sorte que les populations, illettrées, utilisent ces applications dans leur propre langue, cela peut combler le fossé et avoir un impact important en termes d'inclusion numérique mais aussi financière. Par ailleurs, la plupart des pays africains ont un retard dans la consommation digitale.

Ce retard nous pénalise pour récolter des données qui permettent d'avoir des applications à notre image. À mon avis, l'IA peut créer un cercle vertueux pour combler ce fossé. Par exemple, au Sénégal, il y a un projet en cours avec l'Union européenne pour digitaliser l'administration publique. Cela commence par la numérisation des documents existants. Imaginez des milliers de papiers à numériser, le faire manuellement serait chronophage. L'IA, et l'utilisation de la reconnaissance optique notamment, peut permettre de le faire de manière plus simple et rapide.



La jeunesse africaine est souvent considérée comme un atout. Comment la préparer à saisir les opportunités qu'offrent l'IA ?

La jeunesse du continent africain est considérée comme un atout. Mais, à titre personnel, je suis en contact avec des startups qui peinent à recruter des profils adaptés à leur besoin. C'est un enjeu majeur : renforcer les compétences des jeunes, en matière de numérique et d'IA. Des orientations fortes ont été incluses à la stratégie sénégalaise sur ce volet. Et nous sommes actuellement en train de réfléchir à des programmes concrets pour répondre à cette demande, avec Expertise France.

Quels sont les autres défis liés au développement de l'IA en Afrique ?

Outre le capital humain et l'accès au financement, les startups ont surtout besoin d'accompagnement technique et d'accès aux ressources, aux capacités de stockage. Nous-même sommes confrontés à ces difficultés. Importer le matériel coûte cher, le concevoir demande du temps et des moyens. Une des solutions serait que les États africains contribuent à la conception de supercalculateurs,

comme l'a fait le Sénégal. Pour aller plus vite, il existe des partenariats avec Google ou Amazon pour fournir des outils aux startups. Mais, il serait pertinent que ces initiatives viennent des États pour les encadrer.

Vu d'Afrique, les Gafam (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) ne représentent-ils pas une menace ?

Aujourd'hui, est-il possible de faire sans les Gafam ? Il suffit de regarder le projet de cloud indépendant, Gaia-X, de l'Union européenne. Il a fini par intégrer Microsoft. Je pense qu'il y a des inconvénients comme des avantages. Le partenariat est intéressant tant que l'on est conscient des enjeux en matière de souveraineté.

Un dernier mot sur la réflexion ouverte par des pionniers de l'IA qui invitent à ralentir le rythme et à se poser des questions sur le plan éthique. Qu'en pensez-vous ?

Ceux qui veulent ralentir sont ceux qui sont déjà en avance. Laissons l'Afrique rattraper son retard et nous pourrions nous poser ces questions, comme tout le monde.

Derguene Mbaye: « AI can create a virtuous circle to bridge the digital divide »

Derguene Mbaye is among the pioneers of artificial intelligence in Africa. Since 2018, this young Senegalese engineer in Natural Language Processing (NLP) has been working in the sector through Baamtu Technologies and GalsenAI.

Derguene Mbaye, you are a pioneer in the popularization and promotion of AI in Senegal. Can you tell us about your journey ?

I am a research engineer in artificial intelligence, specializing in the automatic processing of languages, particularly Senegalese languages like Wolof. I work at a company called Baamtu, which specializes in AI, software development, and big data, where I do R&D (research and development). In parallel, I am doing a PhD at the Polytechnic School of Dakar. I am also mentored by Google through a mentoring program. Finally, I co-founded GalsenAI, the largest AI community in Senegal, with two thousand active members. We carry out numerous promotion and popularization activities in partnership with Google. We also work on open-source projects. Since 2018, we have been working on popularizing AI. At the time, we were already talking about language models, the technology at the heart of ChatGPT. We carried out several activities with companies like Nespresso, which explored their first AI use case through a challenge approach: the goal was to observe and predict competitors' behaviors. We organized a competition with a telecom operator, inviting the community



Derguene Mbaye, researcher, founder of Baamtu and GalsenAI@GalsenAI

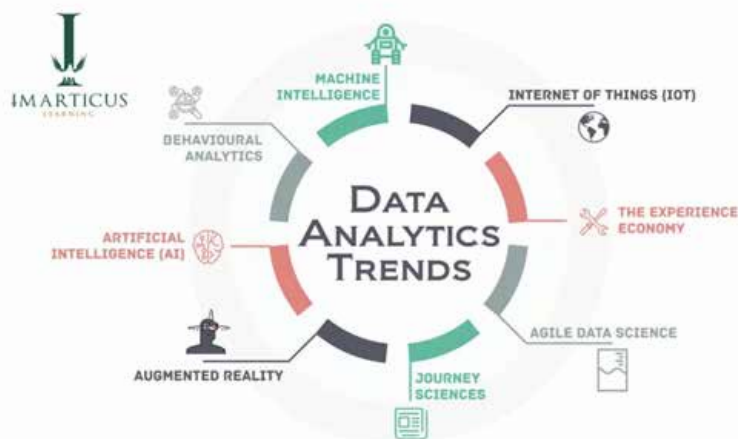
to design tools. The winners were offered the opportunity to join the company. Here are some concrete examples.

What is your main objective with GalsenAI and Baamtu ?

Our goal is to carry out promotion and popularization activities for AI in Senegal. This mission is dear to us, and we work in partnership with key players such as Google to build capacity and promote AI in our community. If we can enable people to use these applications in their own language, it can bridge the gap and have a significant impact in terms of digital and financial inclusion.

Can you tell us about your involvement in the national AI strategy in Senegal ?

When the Senegalese Ministry of Digital launched the work to develop its AI strategy, it brought in actors including Expertise France. Being already active in the ecosystem, I was integrated into this process. It was a true process of collective intelligence where we brought together the entire ecosystem. AI, we repeat, should not only be a matter for experts but also for policymakers, entrepreneurs, etc., to gather all opinions and integrate them into the strategy.



In your opinion, why is linguistics a crucial issue for AI ?

The enormous potential of AI has been the subject of many articles and comments. Today, AI's breakthrough in Africa will go through languages. There are currently more than seven thousand languages in the world, a third of which are on the continent. In a limited area, you can find a very high concentration of languages, most of which are only spoken. The remarkable rise of WhatsApp in Africa can be explained by its vocal use. There is no language barrier. If we can enable populations, who are illiterate, to use these applications in their own language, it can bridge the gap and have a significant impact in terms of digital and financial inclusion. Moreover, most African countries are lagging in digital consumption. This delay penalizes us in collecting data that allows us to have applications that reflect us. In my opinion, AI can create a virtuous circle to bridge this gap.

For example, in Senegal, there is an ongoing project with the European Union to digitize public administration. It starts with digitizing existing documents. Imagine thousands of papers to be digitized manually, which would be time-consuming. AI, and the use of optical recognition in particular, can make this process simpler and faster.

African youth is often considered an asset. How can they be prepared to seize the opportunities that AI offers ?

The youth of the African continent is considered an asset. But personally, I am in contact with startups that struggle to recruit profiles adapted to their needs. This is a major issue: strengthening young people's skills in digital and AI. Strong orientations have been included in the Senegalese strategy on this aspect. We are currently reflecting on concrete programs to meet this demand, with Expertise France.

What are the other challenges related to AI development in Africa ?

Besides human capital and access to financing,

startups mainly need technical support and access to resources and storage capacities. We ourselves face these difficulties. Importing equipment is expensive, designing it takes time and resources. One solution would be for African states to contribute to the design of supercomputers, as Senegal has done. To move faster, there are partnerships with Google or Amazon to provide tools to startups. But it would be relevant for these initiatives to come from the states to frame them.

From Africa, do the Gafam (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) not represent a threat ?

Today, is it possible to do without the Gafam? Just look at the independent cloud project, Gaia-X, of the European Union. It ended up integrating Microsoft. I think there are disadvantages as well as advantages. The partnership is interesting as long as we are aware of the sovereignty issues.

A final word on the current debate: AI pioneers are calling to slow down and consider ethical questions. What do you think ?

Those who want to slow down are those who are already ahead. Let Africa catch up, and we can ask these questions like everyone else. I am very active in my country's ecosystem, especially in the popularization work we have been doing since 2018 with the association. AI should be the result of collective intelligence, involving experts, policymakers, and entrepreneurs, to integrate all opinions into a coherent strategy.

Etude : l'IA pour le développement inclusif en Afrique

Dans le paysage émergent de l'adoption de l'IA en Afrique, la gouvernance joue un rôle pivot dans la définition de sa trajectoire. L'étude approfondie de Deloitte examine l'état actuel, les défis et les opportunités de la gouvernance de l'IA à travers le continent. Alors que l'Afrique s'efforce de tirer parti du potentiel de l'IA pour un développement inclusif, des cadres de gouvernance solides sont essentiels pour naviguer les risques et favoriser une innovation responsable.

En Afrique du Sud, des scientifiques de l'Université de Johannesburg ont utilisé l'IA pour prévoir les pics de COVID-19, contribuant au développement de mesures politiques plus efficaces. Au Ghana, StarShea a utilisé l'IA pour connecter les femmes agricultrices à l'échelle mondiale, augmentant leurs revenus de 50 % en six mois. Au Kenya, une start-up innovante, SohpieBot, emploie des chatbots pilotés par l'IA pour gérer les demandes liées à la santé sexuelle et reproductive. Ce ne sont là que quelques exemples parmi de nombreux cas d'utilisation de l'IA illustrant le potentiel de l'adoption de l'IA sur le continent pour relever des défis sociaux, sanitaires et économiques critiques.

"L'Afrique compte actuellement plus de 2 400 entreprises d'IA, dont 40 % ont été fondées au cours des cinq dernières années"

À travers le continent, l'intérêt du secteur public et privé pour l'IA croît rapidement, stimulé en partie par les capacités des grands modèles de langage comme ChatGPT. L'Afrique compte actuellement plus de 2 400 entreprises d'IA, dont 40% ont été fondées au cours des

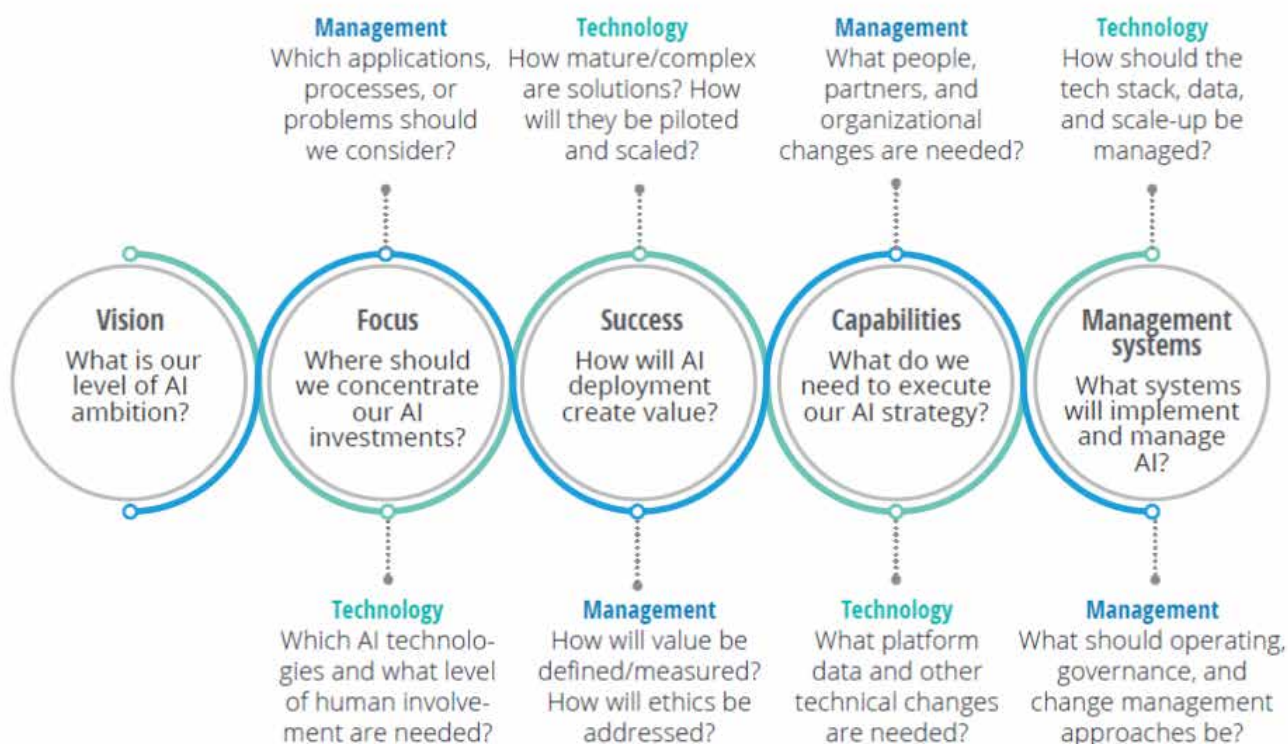


cinq dernières années. Pour que les nations africaines maintiennent et amplifient cette trajectoire de croissance, les gouvernements et le secteur privé doivent prioriser l'IA dans leurs investissements. C'est essentiel non seulement pour stimuler l'expansion économique, mais aussi pour accélérer le progrès de l'Afrique vers les objectifs de développement durable (ODD), notamment compte tenu de la résolution

récemment adoptée par l'ONU sur la gouvernance de l'IA qui vise à promouvoir des systèmes d'IA sûrs, sécurisés et dignes de confiance.

L'adoption de l'IA en Afrique ne se fait pas sans coûts ni risques. Les IA génératives et les grands modèles de langage ingèrent de vastes quantités de données, suscitant des inquiétudes concernant la vie privée, la sécurité des données et les

WHAT IS INTEGRATED AI STRATEGY?



infractions au droit d'auteur. Les modèles d'IA prédictive pourraient bouleverser la prise de décision traditionnelle et soulever des questions éthiques sur des données biaisées et inexactes. Les partisans du développement de l'IA en Afrique sont confrontés à des réglementations sur l'IA naissantes, à un important déficit de données et à des dépenses en capital et en exploitation élevées.

"L'adoption de l'IA en Afrique ne se fait pas sans coûts ni risques"

Pour créer des environnements propices à travers l'Afrique qui peuvent réaliser le potentiel immense de l'IA, tout en minimisant les risques, nous pensons que les décideurs du secteur public et privé devraient se concentrer sur le renforcement de quatre domaines fondamentaux : 1) Gouvernance, 2) Données et Infrastructure numérique, 3) Talent, et 4)

Financement. Aujourd'hui, de nombreux pays africains manquent de stratégies nationales, d'institutions et de cadres réglementaires les technologies de l'IA. Ce vide en matière de gouvernance crée de l'incertitude - étouffant les investissements et entravant l'innovation dans le domaine de l'IA. Dans cet article, nous explorons ces dimensions de la gouvernance de l'IA, y compris les défis et les opportunités dans chacune. Les articles suivants de cette série se concentreront sur les trois autres domaines enableurs.

"Etablir un solide fondement de gouvernance"

La confiance est cruciale pour l'adoption réussie et l'acceptation culturelle de l'IA en Afrique. Elle constitue le fondement de l'intégration durable et bénéfique de l'IA dans la société. Cependant, à mesure que les solutions d'IA se répandent davantage sur le continent

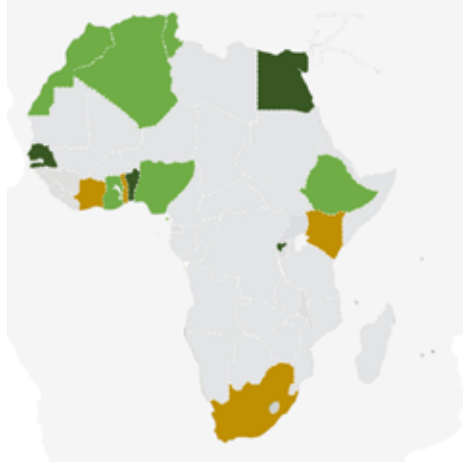
africain, de multiples risques apparaissent qui pourraient compromettre cette confiance, tels que l'utilisation abusive des données personnelles, les inexactitudes dans les résultats des modèles d'IA et les biais systémiques amplifiés par l'IA. Pour concrétiser les avantages socio-économiques potentiels de l'IA, garantir les droits de l'homme et s'aligner sur des valeurs telles que l'équité, la responsabilité, l'équité, la transparence, l'inclusion et l'utilisation responsable de la technologie, les gouvernements africains et les acteurs du secteur privé doivent établir un solide fondement de gouvernance, comprenant une direction stratégique, des mécanismes de mise en œuvre et des cadres réglementaires et éthiques pour l'adoption de l'IA.

"Les stratégies nationales et régionales peuvent accélérer et soutenir l'adoption de l'IA"

Les stratégies nationales et régionales peuvent accélérer et soutenir l'adoption de l'IA, en fournissant des feuilles de route pour guider

Status of National AI Strategy and Planning

- Countries that have adopted an AI National Strategy
- Countries in the process of adopting an AI National Strategy
- Countries with no national AI strategy but integrating AI into digital strategy or legal framework.
- Countries with limited or no consideration of AI



sa mise en œuvre et son utilisation d'une manière qui respecte les valeurs et les normes sociétales et contribue à une croissance inclusive. Tant les États-Unis que l'Union européenne ont publié des stratégies en matière d'IA qui fixent des visions, des politiques, des priorités et des plans d'action pour permettre le développement et l'adoption commerciale de l'IA et « garantir que l'IA fonctionne pour les personnes ». Ceux-ci pourraient être des modèles potentiels pour l'Union africaine et les gouvernements nationaux sur le continent.

En 2023, l'Union africaine a réuni des experts en IA pour rédiger la Stratégie continentale de l'Union africaine sur l'intelligence artificielle (AU-AI) pour l'Afrique, qui devrait être publiée en 2024. Pourtant, la plupart des pays

d'Afrique subsaharienne n'ont pas encore élaboré de stratégies nationales en matière d'IA ou de plans politiques. Le manque de direction claire entrave la collaboration et l'intégration de l'IA dans les secteurs économiques, entravant la coordination, la priorisation et l'allocation des ressources des efforts en matière d'IA dans chaque pays et sur le continent.

Les efforts visant à établir des stratégies en matière d'IA en Afrique varient, se répartissant dans les catégories suivantes :

- 1) les premiers adoptants de l'IA - les pays avec des plans ou stratégies nationales adoptés ;
- 2) les pays avec des plans ou stratégies en cours d'élaboration ;
- 3) les intégrateurs d'IA - les pays qui intègrent la gouvernance de l'IA dans une stratégie numérique globale ou dans un cadre existant ;
- 4) les non-adoptants d'IA - les pays qui ne mentionnent pas l'IA dans leurs plans, politiques ou stratégies au niveau national.

Dans les deux premières catégories, l'Égypte, le Rwanda, le Ghana, le Sénégal, la Tunisie et le Nigeria se démarquent en tant que premiers adoptants et ont soit créé des stratégies nationales en matière d'IA, soit sont actuellement en train de le faire.

En 2021, l'Égypte a lancé sa Stratégie nationale en matière d'IA et a établi un Conseil national de l'intelligence artificielle. Cette stratégie complète sert de cadre

directeur pour l'adoption responsable et stratégique des technologies d'IA dans divers secteurs en Égypte. La vision de l'Égypte inclut sa position en tant que centre d'innovation florissant, attirant les investissements et répondant efficacement aux défis sociétaux critiques pour stimuler la croissance économique. La mise en œuvre de cette stratégie devrait avoir un impact direct de 42,7 milliards de dollars USD d'ici 2030, soit l'équivalent de 7,7 % du PIB de la nation. Reconnaisant la diversité du paysage africain, chaque pays présente un contexte unique pour l'adoption de l'IA, avec des niveaux de maturité variables à travers le continent. Cependant, il est impératif, à tous les niveaux, pour les gouvernements africains et les entreprises de prioriser le développement de cadres de gouvernance robustes et de mesures d'atténuation des risques, y compris la stratégie, les capacités de mise en œuvre institutionnelles, la coordination public-privé et les normes réglementaires et éthiques, afin de récolter les fruits du potentiel technologique.

Pour en savoir plus sur d'autres domaines enableurs critiques en matière d'IA dans la région, consultez la suite de cette série sur l'adoption de l'IA, couvrant le talent, les données et l'infrastructure numérique, et le financement.

Consulter l'étude :

https://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/fpc/Documents/secteurs/technologies-medias-et-telecommunications/deloitte_ai-adoption-africa-2024.pdf

Study : AI for Inclusive Development in Africa

In the burgeoning landscape of AI adoption in Africa, governance plays a pivotal role in shaping its trajectory. Deloitte's comprehensive study examines the current state, challenges, and opportunities of AI governance across the continent. As Africa strives to harness AI's potential for inclusive development, robust governance frameworks are essential to navigate risks and foster responsible innovation.

In South Africa, scientists at the University of Johannesburg used AI to forecast the peak periods of COVID-19, helping develop more effective policy measures. In Ghana, StarShea used AI to connect women farmers globally, increasing their earnings by 50% within six months. In Kenya, a groundbreaking startup, SohpieBot, employs AI-driven chatbots to handle inquiries related to sexual and reproductive health. These are just some of the many AI use cases illustrating the potential of AI adoption on the continent to address critical social, health, and economic challenges.

"Africa currently counts over 2,400 AI companies, out of which 40% were founded in the last five years"

Across the continent, public and private sector interest in AI has been growing rapidly, spurred in part by the capabilities of large language models like ChatGPT. Africa currently counts over 2,400 AI companies, out of which 40% were founded in the last five years. For African nations to sustain and amplify this growth trajectory, governments and the private sector must prioritize AI in their investments. This is essential not only for driving economic



expansion, but also for accelerating Africa's progress towards the Sustainable Development Goals (SDGs), especially considering the recently adopted UN resolution on AI Governance that aims to promote safe, secure, and trustworthy AI systems.

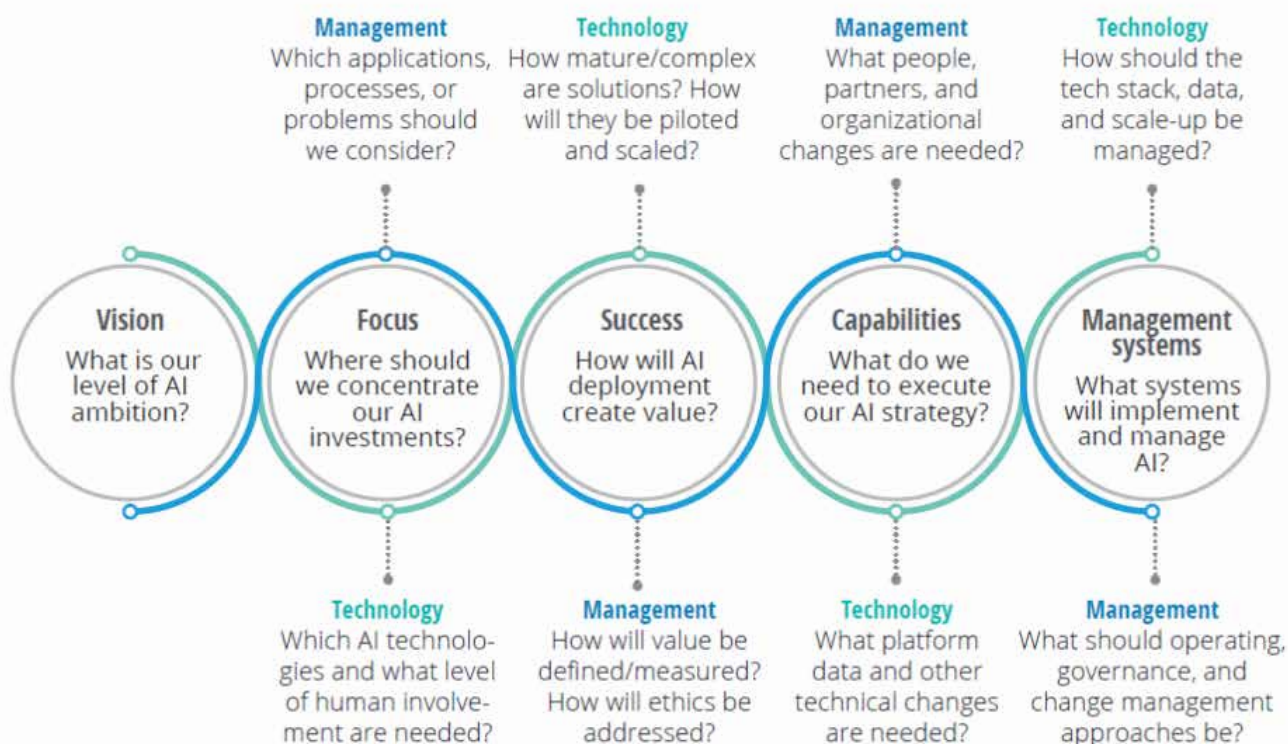
AI adoption in Africa does not come without costs or risk. Generative AI and large language models ingest vast amounts of data, generating concerns around privacy, data security, and copyright infringement. Predictive AI models could

upend traditional decision-making and raise ethical questions around biased and inaccurate data. Proponents of AI development in Africa face nascent AI regulations, a large data deficit, and high capital and operating expenses.

"AI adoption in Africa does not come without costs or risk"

AI adoption in Africa does not come without costs or risk. Generative AI and large language models ingest vast amounts of data, generating concerns around privacy, data security, and copyright infringement.

WHAT IS INTEGRATED AI STRATEGY?



Predictive AI models could upend traditional decision-making and raise ethical questions around biased and inaccurate data. Proponents of AI development in Africa face nascent AI regulations, a large data deficit, and high capital and operating expenses.

To create strong enabling environments across Africa that can realize AI's immense potential, while minimizing risks, we believe that public and private sector decision-makers should focus on bolstering four pivotal enabling areas: Governance, Data and Digital Infrastructure, Talent, and Funding. Today, many African nations lack national strategies, institutions, and regulatory frameworks that address AI technologies. This governance vacuum creates uncertainty – stifling investment and hindering innovation in the AI sphere.

In this paper we explore these dimensions of AI governance, including challenges and opportunities in each. Subsequent papers in this series will focus on the other three enabling areas.

“African governments and private sector actors must establish a strong governance foundation”

“Trust is pivotal for the successful adoption and cultural acceptance of AI in Africa. It acts as the foundation for the sustainable and beneficial integration of AI into society. However, as AI solutions become more widespread on the African continent, a multitude of risks arise that could undermine that trust, such as personal data misuse, inaccuracies in outputs of AI models, and systemic biases amplified by AI. To deliver on

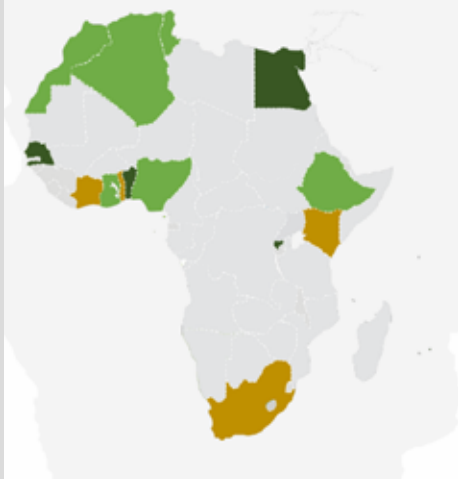
AI's potential socioeconomic benefits, uphold human rights, and align with values such as fairness, accountability, equity, transparency, inclusion, and responsible technology use, African governments and private sector actors must establish a strong governance foundation, including strategic direction, implementing mechanisms, and regulatory and ethical frameworks for AI adoption.

“National and regional strategies can accelerate and sustain the adoption of AI”

National and regional strategies can accelerate and sustain the adoption of AI, providing roadmaps to guide its development, implementation, and use in a way that respects societal values and norms and contributes to inclusive growth.

Status of National AI Strategy and Planning

- Countries that have adopted an AI National Strategy
- Countries in the process of adopting an AI National Strategy
- Countries with no national AI strategy but integrating AI into digital strategy or legal framework.
- Countries with limited or no consideration of AI



Both the United States and European Union have released AI strategies that set visions, policies, priorities, and action plans for enabling AI development and commercial uptake and “ensuring that AI works for the people.” These could be potential models for the African Union and national governments on the continent.

In 2023, the African Union convened AI experts to draft the African Union Artificial Intelligence (AU-AI) Continental Strategy for Africa, set to be released in 2024. Yet, most countries in Sub-Saharan Africa have yet to develop national AI strategies or policy plans. The lack of clear direction hinders collaboration and integration of AI across economic

sectors, impeding coordination, prioritization, and resource

allocation of AI efforts within each country and across the continent.

Efforts to establish AI strategies in Africa vary, falling into the following categories :

- 1) early AI adopters—countries with national AI plans or strategies adopted;
- 2) countries with plans or strategies in development;
- 3) AI integrators – countries incorporating AI governance into a comprehensive digital strategy or within an existing framework;
- 4) non-adopters of AI – countries that have no mention of AI in plans, policies, or strategies at the national level.

In the first two categories, Egypt, Rwanda, Ghana, Senegal, Tunisia, and Nigeria stand out as the early adopters and have either created AI national strategies or are currently in the process of doing so.

In 2021, Egypt launched its National AI Strategy and established a National Council for Artificial Intelligence. This comprehensive strategy serves as a guiding framework for the responsible and strategic adoption of AI technologies across various sectors within Egypt. Egypt's vision includes positioning itself as a thriving hub for innovation.

drawing in investments, and effectively addressing critical societal challenges to stimulate economic growth. The implementation of this strategy is projected to yield a direct impact of \$42.7 billion USD by 2030, equivalent to 7.7% of the nation's GDP.

Recognizing the diverse landscape of Africa, each country presents a unique context for AI adoption, with varying levels of maturity across the continent. However, across the board, it is imperative for African governments and businesses to prioritize developing robust governance and risk mitigation frameworks, including strategy, institutional implementation capabilities, public-private coordination, and regulatory and ethical standards, to reap the potential of the technology.

Read more about other critical AI enabling areas in the region as we continue this series on AI adoption, covering talent, data and digital infrastructure, and funding.

Read the study :

https://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/fpc/Documents/secteurs/technologies-medias-et-telecommunications/deloitte_ai-adoption-africa-2024.pdf



Premier groupe de média panafricain



ANA kids

ANA

COM

ANA

School

ANA

TECH

FOCUS ELEARNING

eLearning Africa 2024 : l'Afrique en quête de solutions numériques innovantes pour transformer son système éducatif

La 17ème édition d'eLearning Africa s'est tenue du 29 au 31 mai 2024 à Kigali, capitale du Rwanda. « Berceau d'idées, d'innovations et de nouvelles solutions pour l'éducation, la formation et le développement des compétences en Afrique », elle a confirmé l'essor de l'elearning en Afrique tout en soulignant les défis. Mais là également le continent se veut terre d'innovation !



Le marché de l'e-learning en Afrique devrait atteindre une valeur d'1,5 milliard de dollars d'ici 2030@DR

1,5 milliard de dollars. C'est la valeur du marché de l'enseignement à distance en Afrique d'ici 2030, d'après le cabinet conseil Ambient Insight. Des chiffres qui en disent long sur le potentiel. En Afrique, même si des défis sont à relever comme l'accès à internet dans certaines zones, on s'accorde à reconnaître que l'e-learning est clairement l'avenir de l'éducation. Tant par la flexibilité qu'elle permet d'avoir que par la possibilité de proposer des offres plus modernes aux apprenants.

« Démocratiser » l'enseignement à distance, c'était le fil conducteur de la 17e édition, eLearning Africa, du 29 au 31 mai 2024, à Kigali une nouvelle fois, souvent qualifié de « Ville de l'innovation en Afrique » pour ses initiatives en matière de TIC et d'innovation.

Le thème de l'événement, « L'éducation comme moteur d'innovation et l'investissement comme catalyseur des compétences : l'évolution rapide de l'Afrique », s'aligne sur les changements mondiaux et l'engagement de l'Afrique envers l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Car c'est l'idée, positionner l'éducation comme un vecteur de développement grâce aux outils numériques.



La 17ème édition d'eLearning Africa avait pour ambition de positionner l'éducation comme un vecteur de développement grâce au numérique @eLearning Africa

« Préparer tous les apprenants à la révolution technologique du XXI^e siècle, et au-delà »

« eLearning Africa 2024 réaffirme l'engagement du continent à adopter les technologies numériques en vue de révolutionner l'éducation et le développement de compétences, rappelle Rebecca Stromeyer, PDG et fondatrice d'eLearning Africa. En favorisant des collaborations intersectorielles, nous visons à stimuler l'innovation dans l'apprentissage numérique, en dotant les jeunes Africains de capacités pour en faire des leaders à l'ère du numérique. »

« Il existe aujourd'hui un besoin croissant d'adopter un mode d'apprentissage mixte pour favoriser un accès plus large à une éducation de qualité et la résilience des systèmes éducatifs, de sorte à préparer tous les apprenants à la révolution technologique du XXI^e siècle, et au-delà », souligne Claudette Irere, la ministre rwandaise chargée des TIC et de l'EFTP.

« Les pays africains ont besoin de démocratiser l'utilisation des ressources pédagogiques numériques pour redynamiser leurs systèmes éducatifs »

« Les pays africains ont besoin de démocratiser l'utilisation des ressources pédagogiques numériques pour redynamiser leurs systèmes éducatifs », observe Bekere Amassoma, gestionnaire des programmes Afrique à Oracle Academy.

Ce que propose Oracle Academy qui offre des ressources gratuites en ligne pour aider les étudiants à développer leurs compétences technologiques. Depuis la pandémie de la COVID-19, Oracle Academy propose un programme complet et gratuit sur les techniques de gestion de bases de données, l'utilisation des serveurs informatiques à distance, l'intelligence artificielle et l'apprentissage automatique. Ces initiatives visent à vulgariser les connaissances technologiques essentielles pour l'enseignement à distance en Afrique.

Bekere Amassoma affirme que plusieurs facteurs montrent le potentiel transformateur de la technologie numérique pour l'éducation en Afrique : « En Afrique, il existe plusieurs facteurs clés de succès qui montrent combien la technologie numérique recèle le plus grand potentiel de transformation de l'éducation ». Par exemple, l'accès gratuit à des serveurs informatiques à distance permet aux enseignants et aux étudiants de transférer rapidement des données, facilitant ainsi l'apprentissage à distance. Oracle Academy propose également des plateformes numériques offrant l'accès à une multitude de ressources en ligne, notamment des manuels, des vidéos, des exercices interactifs et des cours en ligne ouverts à tous (MOOC). « Cela permet de combler le fossé lorsque les ressources physiques sont limitées ou obsolètes, notamment dans des zones isolées à travers le continent », ajoute Amassoma.

Jacqueline Umurerwa, enseignante et responsable

scolaire au Groupe Scolaire de Kanombe, près de Kigali, reconnaît qu'au Rwanda, l'un des principaux défis de l'éducation à distance réside dans l'accessibilité et la connexion aux ressources en ligne, surtout pour les régions éloignées. De fait, un récent rapport de l'UNESCO souligne que l'un des problèmes majeurs auxquels sont confrontés la plupart des pays en Afrique subsaharienne est lié à l'infrastructure numérique nécessaire pour faciliter l'accès aux ressources, aux processus d'apprentissage et aux évaluations. Certains experts recommandent des systèmes dotés d'une forte capacité de fonctionnement hors ligne comme solution à long terme face au déficit énergétique et à l'accès limité à l'internet.

Parmi ces solutions, l'installation de serveurs miroir, une innovation proposée par l'Université Numérique Francophone, vise à renforcer l'enseignement virtuel dans les régions isolées. Pierre-François Descheerder, responsable informatique et Technologies de l'Information et de la Communication pour l'Enseignement (TICE) à l'Université française d'Artois, explique : « La technologie des serveurs miroirs permet aux étudiants de suivre et de participer aux cours et d'accéder à plusieurs ressources en ligne, même en cas de connexion faible ou coupée, grâce à un serveur local ». Pour surmonter ces difficultés, l'Université Numérique Francophone propose des systèmes internes propres aux universités africaines, où l'enseignement à distance pourrait progressivement remplacer



Bekere Amassoma, Gestionnaire des Programmes Afrique à l'Académie Oracle@ANA

le système traditionnel en présentiel.

“La collaboration entre les pays africains et les partenaires internationaux est essentielle pour partager les meilleures pratiques, les ressources et les innovations technologiques”

Les experts prédisent que le continent pourrait devenir un leader mondial en matière de technologies éducatives si les gouvernements et les institutions continuent de promouvoir et de soutenir ces initiatives. Bekere Amassoma souligne l'importance de la coopération régionale et internationale pour accélérer ce processus : « La collaboration entre les pays africains et les partenaires internationaux est essentielle pour partager les meilleures pratiques, les ressources et les innovations technologiques. »

L'intégration des technologies émergentes telles que l'intelligence artificielle, la

réalité virtuelle et augmentée, ainsi que les systèmes de blockchain pour la certification des compétences, est envisagée comme la prochaine étape pour transformer radicalement l'éducation en Afrique. Ces technologies pourraient non seulement améliorer l'accès à l'éducation mais aussi la rendre plus interactive, personnalisée et adaptée aux besoins spécifiques des apprenants. Jacqueline Umuherwa, elle, veut y croire : « En surmontant les obstacles actuels, nous pouvons offrir une éducation de qualité à tous les enfants, indépendamment de leur lieu de résidence. Cela nécessitera des investissements continus dans les infrastructures, la formation des enseignants et l'innovation technologique. » Et d'ajouter : « L'amélioration de la qualité des résultats de l'enseignement à distance doit non seulement passer par un changement de mentalités, mais aussi par le renforcement des capacités des enseignants. »

eLearning Africa 2024 : Africa in search of innovative digital solutions to transform its educational system

The 17th edition of eLearning Africa was held from May 29 to 31, 2024, in Kigali, the capital of Rwanda. As a «cradle of ideas, innovations, and new solutions for education, training, and skills development in Africa,» it confirmed the rise of eLearning in Africa while highlighting the challenges. Yet, the continent also positions itself as a land of innovation!



The e-learning market in Africa is expected to reach a value of \$1.5 billion by 2030@RR

1.5 billion dollars. This is “Democratizing” distance learning was the guiding thread of the 17th edition of eLearning Africa, held from May 29 to 31, 2024, once again in Kigali, often dubbed the “City of Innovation in Africa” for its initiatives in ICT and innovation. The theme of the event, “Education as a Driver of Innovation and Investment as a Catalyst for Skills: The Rapid Evolution of Africa,” aligns with global changes and Africa’s commitment to the African Union’s Agenda

2063. The idea is to position education as a development driver through digital tools.

“Preparing all learners for the technological revolution of the 21st century and beyond”

“eLearning Africa 2024 reaffirms the continent’s commitment to adopting digital technologies to revolutionize education and skills development,” recalls Rebecca Stromeyer, CEO and founder of eLearning Africa.



The 17th edition of eLearning Africa aimed to position education as a vector for development thanks to digital technology @eLearning Africa

we aim to stimulate innovation in digital learning, equipping young Africans with the skills to become leaders in the digital age.”

“There is a growing need today to adopt a blended learning mode to promote wider access to quality education and the resilience of educational systems, in order to prepare all learners for the technological revolution of the 21st century and beyond,” notes Claudette Irere, the Rwandan Minister in charge of ICT and TVET.

“African countries need to democratize the use of digital educational resources to rejuvenate their educational systems”

Bekere Amassoma, Program Manager Africa at Oracle Academy “African countries need to democratize the use of digital educational resources to rejuvenate their educational systems,” observes Bekere Amassoma, Africa Program Manager at Oracle Academy.

Oracle Academy offers free online resources to help students develop their technological skills. Since the COVID-19 pandemic, Oracle Academy has been offering a comprehensive and free program on database management techniques, the use of remote computer servers, artificial intelligence, and machine learning. These initiatives aim to popularize essential technological knowledge for distance education in Africa.

Bekere Amassoma states that several factors demonstrate the transformative potential of digital technology for education in Africa: “In Africa, there are several key success factors showing how digital technology holds the greatest potential for transforming education.” For example, free access to remote computer servers allows teachers and students to transfer data quickly, facilitating distance learning. Oracle Academy also offers digital platforms

providing access to a multitude of online resources, including manuals, videos, interactive exercises, and open online courses (MOOCs). “This helps bridge the gap when physical resources are limited or outdated, especially in isolated areas across the continent,” adds Amassoma.

Jacqueline Umurerwa, a teacher and school leader at Kanombe School Group near Kigali, recognizes that in Rwanda, one of the main challenges of distance education lies in accessibility and connection to online resources, especially for remote regions. In fact, according to a recent UNESCO report, one of the major issues facing most countries in sub-Saharan Africa is the digital infrastructure needed to facilitate access to resources, learning processes, and assessments. Some experts recommend systems with strong offline functionality as a long-term solution to energy deficits and limited internet access.

Among these solutions, the installation of mirror servers, an innovation proposed by the Francophone Digital University, aims to strengthen virtual teaching in isolated regions. Pierre-Francois Descheerder, head of ICT and Information and Communication Technologies for Education (ICTE) at the University of Artois in France, explains: "Mirror server technology allows students to follow and participate in courses and access multiple online resources, even with weak or cut-off connections, thanks to a local server." To overcome these difficulties, the Francophone Digital University proposes internal systems specific to African universities, where distance learning could gradually replace the traditional face-to-face system.

"Collaboration between African countries and international partners is essential to share best practices, resources, and technological innovations"

Experts predict that the continent could become a global leader in educational technologies if governments and institutions continue to promote and support these initiatives. Amassoma emphasizes the importance of regional and international cooperation to accelerate this process: "Collaboration between African countries and international partners is essential to share best practices, resources, and technological innovations."



Bekere Amassoma, Africa Program Manager at Oracle Academy@ANA

The integration of emerging technologies such as artificial intelligence, virtual and augmented reality, as well as blockchain systems for skill certification, is envisaged as the next step to radically transform education in Africa. These technologies could not only improve access to education but also make it more interactive, personalized, and tailored to the specific needs of learners.

Jacqueline Umurerwa is hopeful: "By overcoming

current obstacles, we can provide quality education to all children, regardless of their place of residence.

This will require continuous investments in infrastructure, teacher training, and technological innovation." She adds, "Improving the quality of distance learning outcomes must not only involve a change in mindset but also the strengthening of teachers' capacities."

eLearning Africa 2024 : autonomiser l'éducation à Kigali

Rosa Calero, directrice du programme, donne un aperçu des objectifs, des thèmes et des innovations de l'édition 2024 de eLearning Africa. De la promotion de l'apprentissage amélioré par la technologie à la promotion de partenariats, ce sommet vise à révolutionner l'éducation en Afrique.



eLearning Africa se veut le plus grand rdv de l'éducation numérique sur le continent @eLearning Africa

Pouvez-vous nous parler des principaux objectifs de l'édition 2024 de eLearning Africa à Kigali ?

Le congrès annuel et l'exposition eLearning Africa, créés en 2005, constituent le plus grand événement de partage des connaissances en matière d'éducation numérique, de formation et de compétences sur le continent africain. Il est accompagné d'une table ronde ministérielle réunissant les ministres africains de l'éducation et de la technologie. C'est un forum mondial annuel pour tous ceux qui s'intéressent à l'éducation, à la formation et au développement des compétences en Afrique.

"eLearning Africa se concentre sur la promotion de l'apprentissage amélioré par la technologie en présentant des approches, des outils et des plateformes innovants"

pour l'éducation et la formation en Afrique. Il facilite le partage des connaissances entre éducateurs, décideurs politiques et fournisseurs de technologie pour échanger des idées et des meilleures pratiques. De plus, il aborde des défis tels que l'infrastructure, la connectivité et la littératie numérique, favorisant ainsi l'innovation dans l'éducation. Le congrès sert de centre de réseautage pour les opportunités de

collaboration et de partenariat, favorisant une communauté de pratique pour améliorer les connaissances et les compétences des participants. Le renforcement des capacités par le biais d'ateliers et de sessions de formation dote les parties prenantes des compétences nécessaires pour intégrer la technologie dans les processus d'enseignement. Le dialogue politique est également promu pour créer des environnements propices aux initiatives d'apprentissage en ligne. De plus, le congrès joue un rôle dans l'obtention d'investissements pour des projets éducatifs par le biais d'organisations bilatérales et de donateurs.

Quels sont les principaux thèmes abordés cette année lors de la conférence ?

Le thème général de la 17^e édition de eLearning Africa est : «L'éducation stimule l'innovation, l'investissement amplifie les compétences : le grand bond en avant de l'Afrique». Les principaux thèmes abordés lors de la conférence de cette année sont organisés en plusieurs pistes. La piste de l'analyse de données explore les initiatives qui autonomisent les éducateurs, maximisent le potentiel des étudiants et garantissent un accès équitable à l'éducation.

“En mettant l'accent sur l'intelligence artificielle appliquée, elle offre des solutions concrètes”

pour l'apprentissage personnalisé, l'égalité des sexes et le rapprochement socio-économique. La piste de l'enseignement supérieur explore l'éducation universitaire à l'ère numérique, tandis que les innovations en matière de technologie éducative mettent en lumière les outils africains qui améliorent l'apprentissage. Les sessions sur l'autonomisation des individus et des communautés abordent le chômage des jeunes et encouragent l'esprit entrepreneurial. Le programme d'autonomisation des enseignants se concentre sur la croissance des éducateurs, en proposant la littératie numérique et des stratégies pédagogiques transformatrices. Les initiatives d'amélioration de l'équité combler les écarts numériques et élèvent les communautés marginalisées. Le développement

des compétences analyse la formation pour la réussite de la main-d'œuvre moderne, tandis que les méthodologies de pointe couvrent des sujets variés comme la durabilité de l'éducation environnementale et l'apprentissage immersif. Les initiatives en matière de santé répondent aux besoins évolutifs de l'éducation sanitaire, et la formation technique et professionnelle est alignée sur les exigences de l'industrie. Les avancées agricoles présentent des innovations qui autonomisent les agriculteurs pour un développement durable.

En quoi cette édition de la conférence diffère-t-elle des précédentes ?

L'édition 2024 de eLearning Africa s'appuie sur les fondements posés par les conférences précédentes en continuant à explorer les dernières recherches, tendances et meilleures pratiques fondées sur des preuves dans le domaine de l'éducation numérique, de la formation et du développement des compétences. Cependant, cette édition se distingue de plusieurs manières significatives. L'édition 2024 de eLearning Africa prévoit une participation record, reflétant la reconnaissance croissante de l'importance de l'éducation numérique et de la nécessité d'efforts de collaboration en Afrique et dans le monde. Positionné comme un événement pivot, il définit la trajectoire de l'éducation numérique, de la formation et du développement des compétences sur le continent au milieu d'une évolution technologique rapide. Avec un fort accent sur la promotion de l'innovation, la conférence vise à

catalyser des solutions créatives aux défis persistants de la mise en œuvre de l'apprentissage en ligne. En favorisant des partenariats collaboratifs entre divers acteurs et en adoptant une perspective mondiale, eLearning Africa 2024 crée des opportunités de collaboration interdisciplinaire et de partage des connaissances, enrichissant les discussions et inspirant des pratiques innovantes pour améliorer les résultats d'apprentissage et l'accès à l'éducation pour tous. Dans l'ensemble, l'édition 2024 de eLearning Africa représente une opportunité unique de dialoguer, d'échanger des idées et de façonner l'avenir de l'éducation et de la formation en Afrique et au-delà. Avec son accent sur l'innovation, la collaboration et l'inclusivité, la conférence sert de catalyseur de changement positif, faisant progresser l'agenda de la transformation numérique dans l'éducation au profit des individus, des communautés et des sociétés à travers le continent.

Quels sont les principaux défis auxquels le secteur de l'éducation en Afrique est confronté actuellement, et comment eLearning Africa contribue-t-il à les relever ?

Face aux changements mondiaux, l'Afrique est confrontée au défi de réaliser l'Agenda 2063 de l'Union africaine (UA). S'attaquer au changement climatique, exploiter la 4^e révolution industrielle et élever une population jeune et croissante sont des priorités urgentes. Dans ce contexte, l'éducation et les compétences se présentent comme des piliers essentiels pour relever et surmonter ces défis.

L'investissement dans les initiatives socio-économiques et une éducation prête pour l'avenir est impératif. Le succès exige des travailleurs qualifiés pour apporter la prospérité sociale et économique. De plus, faire de l'innovation une composante essentielle de notre cycle d'activité est crucial pour des avantages durables. Avec un investissement approprié dans des technologies de pointe, y compris l'IA, nous pouvons révolutionner le processus éducatif. Notre thème eLearning Africa 2024, «L'éducation stimule l'innovation, l'investissement amplifie les compétences», illustre les rôles essentiels de l'éducation et des compétences dans l'investissement national et l'innovation. Cette relation symbiotique est au cœur de l'évolution de l'éducation et du développement des compétences parmi la jeunesse dynamique de l'Afrique. Nous croyons qu'une éducation de qualité pose les bases du développement de compétences critiques. En appliquant un mélange de compétences indigènes et mondiales, nous pouvons stimuler la pensée créative et innovante qui assurera l'avenir de l'Afrique. Un investissement ciblé dans les compétences professionnelles orientées vers l'avenir et l'esprit d'entreprise est essentiel pour atteindre les aspirations socio-économiques de l'Agenda 2063.

Quels sont les avantages et les opportunités offerts par l'apprentissage en ligne en Afrique ?

La montée en puissance de l'adoption de l'apprentissage en ligne à travers l'Afrique



Pour sa 17ème édition eLearning Africa est revenue à Kigali «capitale de l'innovation» @eLearning Africa

au milieu de la pandémie de COVID-19 a fondamentalement transformé le paysage de la prestation de l'éducation. Cette adoption rapide a non seulement atténué les perturbations causées par les confinements et les mesures de distanciation sociale, mais a également dévoilé une myriade d'opportunités pour les apprenants et les éducateurs.

“En participant activement et en prenant des mesures tangibles, les participants peuvent jouer un rôle vital dans la promotion du changement positif et du progrès dans le paysage de l'apprentissage en ligne à travers le continent.”

L'un des avantages les plus remarquables de l'apprentissage en ligne est sa capacité à transcender les barrières géographiques, offrant un accès éducatif aux communautés éloignées et mal desservies. Cette accessibilité a démocratisé l'apprentissage, permettant aux individus qui étaient auparavant limités par la distance physique ou le manque de ressources de s'autonomiser. De plus, l'apprentissage en ligne offre une flexibilité et

une commodité inégalées, permettant aux apprenants de s'engager avec le contenu éducatif à leur propre rythme et selon leur propre horaire. Cette approche personnalisée de l'apprentissage favorise l'autonomie et l'apprentissage autodirigé, répondant aux styles et préférences d'apprentissage diversifiés. Du point de vue financier, l'apprentissage en ligne s'avère être une alternative économique aux méthodes traditionnelles de prestation de l'éducation. En éliminant le besoin d'infrastructures physiques et en permettant une évolutivité à moindre coût, l'apprentissage en ligne présente une solution durable pour étendre l'accès et la portée de l'éducation. Cependant, malgré ses nombreux avantages, l'apprentissage en ligne pose également certains défis qui doivent être relevés. Les disparités dans l'accès à la technologie et à une connectivité internet fiable perpétuent la fracture numérique, entravant la mise en œuvre équitable des initiatives d'apprentissage en ligne. Garantir la qualité et l'efficacité des matériaux d'apprentissage en ligne

nécessite des mesures robustes d'assurance qualité pour maintenir des normes éducatives et une pertinence. Les éducateurs doivent également suivre une formation et un soutien pour adapter les approches pédagogiques à l'environnement en ligne, favorisant des expériences d'apprentissage engageantes et interactives. De plus, l'absence d'interaction sociale inhérente aux environnements de classe traditionnels nécessite des stratégies innovantes pour cultiver la collaboration et les expériences d'apprentissage entre pairs dans l'environnement d'apprentissage en ligne. À eLearning Africa, ces aspects multifacettes de l'apprentissage en ligne sont examinés et discutés avec minutie, offrant une plateforme aux parties prenantes pour explorer les opportunités et les défis inhérents à l'adoption de l'apprentissage en ligne. En facilitant le dialogue et la collaboration, la conférence vise à faire progresser la compréhension collective et la mise en œuvre de pratiques d'apprentissage en ligne efficaces adaptées aux besoins et aux contextes uniques du continent africain.

Comment l'édition 2024 de eLearning Africa vise-t-elle à favoriser les partenariats et la collaboration entre les différents acteurs du secteur de l'éducation en Afrique ?

L'édition 2024 de eLearning Africa favorise la collaboration dans le secteur de l'éducation en Afrique à travers des sessions interactives, des opportunités de réseautage et des plateformes en ligne. Ces avenues encouragent les participants à

partager leurs expériences, à se connecter avec leurs pairs et à étendre la collaboration au-delà du lieu de la conférence. En tirant parti de ces stratégies, eLearning Africa vise à cultiver un environnement collaboratif pour faire avancer les initiatives éducatives et d'apprentissage en Afrique.

Quelles sont les attentes et les perspectives pour l'avenir de l'apprentissage en ligne en Afrique, à la lumière des discussions et des initiatives présentées à eLearning Africa ?

Les discussions et les initiatives présentées à eLearning Africa indiquent une perspective positive pour l'avenir de l'apprentissage en ligne en Afrique. Les parties prenantes anticipent des avancées significatives en termes d'accessibilité, l'apprentissage en ligne touchant un public plus large, y compris les communautés éloignées et mal desservies. Les solutions innovantes présentées lors de la conférence offrent des voies prometteuses pour relever les défis persistants tels que l'accès limité à la technologie et les barrières à la littératie numérique. De plus, les efforts de collaboration entre les gouvernements, les établissements d'enseignement, les fournisseurs de technologie et les organisations de développement devraient stimuler l'adoption et l'expansion des initiatives d'apprentissage en ligne sur le continent. En tirant parti des partenariats et en partageant les meilleures pratiques, les parties prenantes visent à créer un environnement propice à l'épanouissement de l'éducation numérique,

conduisant finalement à une amélioration des résultats d'apprentissage et du développement socio-économique en Afrique.

Enfin, comment les participants peuvent-ils tirer le meilleur parti de leur participation à cette conférence, et quelles actions concrètes peuvent-ils entreprendre pour contribuer à l'avancement de l'apprentissage en ligne en Afrique ?

Les participants peuvent maximiser leur participation à la conférence en s'engageant activement dans les sessions, en réseautant avec d'autres participants et en exploitant les ressources disponibles telles que notre application de conférence pour le réseautage et notre plateforme en ligne et nos newsletters pour rester connectés au-delà de l'événement. Pour contribuer à l'avancement de l'apprentissage en ligne en Afrique, les participants peuvent entreprendre des actions concrètes telles que partager leurs expériences et leur expertise, favoriser des collaborations avec d'autres parties prenantes, plaider en faveur de politiques favorisant l'éducation numérique et mettre en œuvre des solutions innovantes dans leurs organisations ou communautés respectives.

Pour plus d'informations :

<https://www.elearning-africa.com/conference2024>

eLearning Africa 2024 : empowering education in Kigali

Rosa Calero, Programme Director, provides insights into the objectives, themes, and innovations of the 2024 edition of eLearning Africa. From promoting technology-enhanced learning to fostering partnerships, this summit aims to revolutionize education across Africa.



eLearning Africa aims to be the biggest digital education event on the continent @eLearning Africa

Can you tell us about the main objectives of the 2024 edition of eLearning Africa in Kigali ?

The eLearning Africa annual conference and exhibition, which was established in 2005, is the largest and most comprehensive knowledge-sharing event for digital education, training and skills on the African continent. It is accompanied by a Ministerial Round Table for African ministers of education and technology. It is an annual global forum for everyone with an interest in education, training and skills development in Africa.

“eLearning Africa focuses on promoting technology-enhanced learning by showcasing innovative approaches, tools, and platforms for education and training across Africa”

It facilitates knowledge sharing among educators, policymakers, and technology providers to exchange ideas and best practices. Additionally, it addresses challenges such as infrastructure, connectivity, and digital literacy, fostering innovation in education. The conference serves as a networking hub for collaboration

and partnership a community of practice to enhance participants' knowledge and skills. Capacity building through workshops and training sessions equips stakeholders with the necessary skills to integrate technology into teaching processes. Policy dialogue is also promoted to create conducive environments for e-learning initiatives. Additionally, the conference plays a role in bringing investments to educational projects through bilateral and donor organisations.

What are the main themes being addressed this year at the conference ?

The overall theme for the 17th edition of eLearning Africa is: «Education Fuels Innovation, Investment Amplifies Skills: Africa's Vibrant Leap Forward». The main themes addressed by this year's conference are organised in multiple tracks. The Data Analytics track delves into initiatives empowering educators, maximizing student potential, and ensuring equitable education access. Emphasizing Applied Artificial Intelligence, it offers real-world solutions for personalized learning, gender equality, and socio-economic bridging. The Higher Education track explores digital-age university education, while Educational Technology Innovations spotlight African-made tools enhancing learning. Empowering Individuals and Communities sessions tackle youth unemployment and entrepreneurial mindset fostering. The Teachers' Empowerment Agenda focuses on educator growth, offering digital literacy and transformative teaching strategies. Equity Enhancement Initiatives bridge digital divides and uplift marginalized communities. Skills Development analyzes training for modern workforce success, while Cutting-Edge Methodologies cover diverse topics like environmental education sustainability and immersive learning. Health Initiatives address evolving healthcare education needs, and Technical and Vocational Training aligns with industry demands. Agricultural Advancements showcase innovations empowering

farmers for sustainable development.

How does this edition of the conference differ from previous ones ?

The 2024 edition of eLearning Africa builds upon the foundation laid by previous conferences by continuing to explore the latest research, trends, and evidence-based best practices in digital education, training, and skills development. However, this edition stands out in several significant ways. The 2024 edition of eLearning Africa anticipates record attendance, reflecting the growing recognition of digital education's importance and the need for collaborative efforts across Africa and globally. Positioned as a pivotal event, it defines the trajectory of digital education, training, and skills development on the continent amidst rapid technological evolution.

"Investment in socio-economic initiatives and future-ready education is imperative."

With a strong focus on fostering innovation, the conference aims to catalyse creative solutions to persistent challenges in e-learning implementation. By fostering collaborative partnerships among diverse stakeholders and adopting a global perspective, eLearning Africa 2024 creates opportunities for cross-disciplinary collaboration and knowledge sharing, enriching discussions and inspiring innovative practices for enhancing learning outcomes and educational access for all. Overall, the 2024 edition of

eLearning Africa represents a unique opportunity to engage in dialogue, exchange ideas, and shape the future of education and training in Africa and beyond. With its focus on innovation, collaboration, and inclusivity, the conference serves as a catalyst for positive change, driving forward the agenda of digital transformation in education for the benefit of individuals, communities, and societies across the continent.

What are the major challenges facing the education sector in Africa currently, and how does eLearning Africa contribute to addressing them ?

In the face of global shifts, Africa grapples with the challenge of realising the African Union's (AU) Agenda 2063. Addressing climate change, harnessing the 4th Industrial Revolution, and uplifting a young, growing population are urgent priorities. Against this backdrop, education and skills stand as key pillars to address and overcome these hurdles.

Success demands skilled workers to bring about social and economic prosperity. Moreover, making innovation a staple in our business cycle is crucial for sustained benefits. With appropriate investment in cutting-edge technology, including AI, we can revolutionise the education process.

Our 2024 eLearning Africa theme, «Education Fuels Innovation, Investment Amplifies Skills,» articulates the essential roles of education and skills in national investment and innovation.

This symbiotic relationship is central to the evolution of education and skills development among Africa's vibrant youth.

We believe that high-quality education lays the groundwork for developing critical competencies. By applying a blend of indigenous and global skills, we can ignite the creative and innovative thinking that will secure Africa's future. Focused investment in future-facing work skills and entrepreneurship is key to achieving Agenda 2063's socio-economic aspirations.

What are the benefits and opportunities offered by e-learning in Africa ?

The surge in e-learning adoption across Africa amid the COVID-19 pandemic has fundamentally transformed the landscape of education delivery. This rapid uptake has not only mitigated disruptions caused by lockdowns and social distancing measures but has also unveiled a myriad of opportunities for learners and educators alike.

One of the most notable benefits of e-learning is its ability to transcend geographical barriers, offering educational access to remote and underserved communities. This accessibility has democratised learning, empowering individuals who were previously constrained by physical distance or lack of resources.

Moreover, e-learning provides unparalleled flexibility and convenience, allowing

learners to engage with educational content at their own pace and schedule. This personalised approach to learning promotes autonomy and self-directed learning, catering to diverse learning styles and preferences.

"By facilitating dialogue and collaboration, the conference seeks to advance the collective understanding and implementation of effective e-learning practices tailored to the unique needs and contexts of the African continent"

From a financial standpoint, e-learning proves to be a cost-effective alternative to traditional education delivery methods. By eliminating the need for physical infrastructure and enabling scalability at a lower cost, e-learning presents a sustainable solution for expanding educational access and reach.

However, despite its numerous advantages, e-learning also poses certain challenges that must be addressed. Disparities in access to technology and reliable internet connectivity perpetuate the digital divide, hindering the equitable implementation of e-learning initiatives.

Ensuring the quality and effectiveness of e-learning materials requires robust quality assurance measures to uphold educational standards and relevance. Educators must also undergo training and support to adapt pedagogical approaches to the online environment, fostering engaging and interactive learning experiences.

Furthermore, the absence of social interaction inherent in traditional classroom settings necessitates innovative strategies to cultivate collaboration and peer-to-peer learning experiences in the e-learning environment. At eLearning Africa, these multifaceted aspects of e-learning are meticulously examined and discussed, providing a platform for stakeholders to explore the opportunities and challenges inherent in e-learning adoption.

How does the 2024 edition of eLearning Africa aim to foster partnerships and collaboration among the various stakeholders in the African education sector?

The 2024 edition of eLearning Africa fosters collaboration in the African education sector through interactive sessions, networking opportunities, and online platforms. These avenues encourage participants to share experiences, connect with peers, and extend collaboration beyond the conference venue. By leveraging these strategies, eLearning Africa aims to cultivate a collaborative environment for advancing education and e-learning initiatives across the continent.

What are the expectations and outlook for the future of e-learning in Africa, in light of the discussions and initiatives presented at eLearning Africa ?

The discussions and initiatives presented at eLearning Africa indicate a positive



For its 17th edition eLearning Africa returned to Kigali «capital of innovation»@eLearning Africa

outlook for the future of e-learning in Africa. Stakeholders anticipate significant advancements in accessibility, with e-learning reaching a broader audience, including remote and underserved communities. Innovative solutions showcased at the conference offer promising avenues for addressing persistent challenges such as limited access to technology and digital literacy barriers.

Moreover, collaborative efforts among governments, educational institutions, technology providers, and development organisations are expected to drive the adoption and expansion of e-learning initiatives across the continent. By leveraging partnerships and sharing best practices, stakeholders aim to create an enabling

environment for digital education to thrive, ultimately leading to improved learning outcomes and socio-economic development in Africa.

Finally, how can participants make the most of their participation in this conference, and what concrete actions can they take to contribute to the advancement of e-learning in Africa ?

Participants can maximise their participation in the conference by actively engaging in sessions, networking with fellow attendees, and leveraging available resources such as our conference app for networking and our online platform and newsletters to stay connected beyond the event. To contribute to the advancement of e-learning in

Africa, participants can take concrete actions such as sharing their experiences and expertise, fostering collaborations with other stakeholders, advocating for policies that support digital education, and implementing innovative solutions in their respective organisations or communities. By actively participating and taking tangible steps, attendees can play a vital role in driving positive change and progress in the e-learning landscape across the continent.

For more information :

<https://www.elearning-africa.com/conference2024>

Luxolo Rubushe : « L'e-learning émerge comme un moyen évolutif et accessible pour combler les lacunes éducatives et favoriser la croissance économique »

Adapt IT Education est le leader des solutions logicielles administratives complètes pour les secteurs de l'enseignement supérieur (HE) et de l'enseignement et de la formation professionnels (EFTP). Avec 33 ans d'expériences et des partenariats avec des universités en Afrique du Sud, au Kenya, au Botswana, en Namibie, au Rwanda, au Ghana, en Nouvelle-Zélande et en Europe. Luxolo Rubushe, Directeur Général d'Adapt IT, partage sa vision sur l'e-learning en Afrique, les défis rencontrés et les solutions innovantes pour les surmonter.





Présentez-nous Adapt IT...

Adapt IT se concentre sur la numérisation des processus éducatifs. En Afrique, nous reconnaissons la jeunesse de la population et la nécessité de développer des compétences pour relever les défis du continent. En exploitant la technologie, notamment les plateformes d'e-learning, nous contribuons à combler les écarts d'accès et à autonomiser les communautés. Nos solutions, s'adressent aux universités et aux collèges à travers l'Afrique, favorisant l'accessibilité et l'efficacité.

“La population croissante de l'Afrique et l'infrastructure limitée exigent des solutions innovantes”

Les systèmes de gestion de l'apprentissage facilitent l'engagement des apprenants et fournissent un emplacement central où les supports de cours peuvent être hébergés. Cela permet aux étudiants d'accéder à distance aux informations nécessaires pour atteindre leurs

objectifs d'apprentissage, augmentant ainsi les expériences positives des étudiants.

“En comprenant et en répondant aux besoins des parties prenantes diverses, nous pouvons catalyser le développement d'un écosystème d'e-learning solide en Afrique”

Comment vos solutions sont adaptées à l'Afrique, au contexte africain ?

Nos solutions vont au-delà de la simple numérisation. Nous nous engageons directement avec les institutions, comprenant leurs défis uniques. En identifiant les parties prenantes clés et leurs failles, nous adaptons des solutions qui s'intègrent parfaitement aux processus existants. De plus, nous mettons l'accent sur un changement culturel, reconnaissant l'e-learning comme une entreprise holistique impliquant tous les départements, pas seulement les TIC. Encourager l'adoption et obtenir des parrainages aux plus hauts niveaux garantissent un succès

durable. En ce qui concerne l'investissement dans l'e-learning, la population croissante de l'Afrique et l'infrastructure limitée exigent des solutions innovantes. L'e-learning émerge comme un moyen évolutif et accessible pour combler les lacunes éducatives et favoriser la croissance économique.

Comment faire mieux, plus vite, pour développer le marché de l'e-learning africain ?

Participer à des événements comme E-Learning Africa facilite l'échange de connaissances et le réseautage, essentiels pour étendre notre portée. Collaborer avec les institutions et apprendre des leaders mondiaux comme Moodle nous permet de peaufiner nos stratégies. De plus, plaider en faveur de l'e-learning au niveau gouvernemental et obtenir des parrainages de haut niveau accélère la croissance du marché. En comprenant et en répondant aux besoins des parties prenantes diverses, nous pouvons catalyser le développement d'un écosystème d'e-learning solide en Afrique.

Luxolo Rubushe: «E-learning emerges as a scalable, accessible means to address educational gaps and foster economic growth»

Adapt IT Education is the leader in comprehensive administrative software solutions for the Higher Education (HE), and Vocational Education and Training (TVET) sectors. With 33 years of experience and partnerships with universities in South Africa, Kenya, Botswana, Namibia, Rwanda, Ghana, New Zealand and in Europe. Luxolo Rubushe, CEO of Adapt IT, shares his vision on e-learning in Africa, the challenges faced, and innovative solutions to overcome them.





Introduce us to Adapt IT...

Adapt IT focuses on digitizing education processes. In Africa, we recognize the youthful population and the need for skills development to address the continent's challenges. Leveraging technology, especially e-learning platforms, helps bridge access gaps and empowers communities. Our solutions cater to universities and colleges across Africa, fostering accessibility and efficiency.

"Africa's burgeoning population and limited infrastructure demand innovative solutions"

Learning Management Systems facilitate learner engagement and provide a central location where course materials can be housed. This allows students to remotely access the information necessary to reach their learning objectives, thereby increasing positive student experiences.

How are your solutions adapted to Africa, to the African context? Our solutions go beyond digitization. We engage with institutions directly, understanding their unique challenges through a value canvas approach. By identifying key stakeholders and pain points, we tailor solutions that integrate seamlessly with existing processes.

"By understanding and addressing the needs of diverse stakeholders, we can catalyze the development of a robust e-learning ecosystem in Africa"

Moreover, we emphasize a cultural shift, recognizing e-learning as a holistic endeavor involving all departments, not just ICT. Incentivizing adoption and garnering sponsorship at the highest levels ensure sustained success. As for investing in e-learning, x. E-learning

emerges as a scalable, accessible means to address educational gaps and foster economic growth.

What do we need to do today to do more and faster, to develop the e-learning African market?

Attending events like E-Learning Africa facilitates knowledge exchange and networking, vital for expanding our reach. Collaborating with institutions and learning from global leaders like Moodle enables us to refine our strategies. Additionally, advocating for e-learning at governmental levels and securing top-level sponsorship accelerates market growth. By understanding and addressing the needs of diverse stakeholders, we can catalyze the development of a robust e-learning ecosystem in Africa.

L'E-Learning au Bénin : vers une révolution numérique de l'éducation

Au Bénin, le paysage éducatif est en pleine mutation avec l'intégration croissante du numérique dans les pratiques pédagogiques. Cette transition vers l'e-learning offre de nouvelles opportunités, mais elle pose également des défis majeurs.



Le Bénin a inscrit le numérique au cœur de sa stratégie de développement, avec pour pilier la digitalisation de l'éducation @ Présidence du Bénin

Progressivement, le Bénin se positionne, lentement mais sûrement, comme un hub régional dans la sous-région. Alors que la transformation numérique figure désormais au cœur de la stratégie de développement socio-économique du pays, un des piliers en est la digitalisation de l'éducation à travers laquelle se trouve une volonté forte de moderniser les pratiques pédagogiques et de répondre aux besoins d'une société en pleine transformation. Cette transformation, portée

par des acteurs de l'enseignement et du gouvernement, vise à doter les apprenants des outils nécessaires pour réussir dans un monde de plus en plus numérique.

“La politique gouvernementale a inscrit le numérique, comme l'entrepreneuriat et le changement climatique, comme étant des thématiques transversales dans toutes nos actions aujourd'hui”

“D'un point de vue global, la politique gouvernementale

a inscrit le numérique, comme l'entrepreneuriat et le changement climatique comme étant des thématiques transversales dans toutes nos actions aujourd'hui, indique Docteur Mathias AFFOMAI, conseiller technique au suivi des réformes et projets du Ministre des enseignements secondaires technique et formation professionnelle. Le numérique constitue un élément très important aujourd'hui. Nous ne pouvons plus construire des salles de classe aujourd'hui



Formation des enseignants, équipement des salles de classe, mise en place d'un système éducatif connecté... les axes de la politique du gouvernement dans le cadre de la digitalisation de l'éducation @Gouv.Benin

sans que le numérique soit pris en compte. Et c'est justement pour cela qu'on ne peut pas réaliser le numérique sans qu'il y ait Internet." Une réflexion a ainsi été menée, avec un état des lieux et des besoins identifiés. "C'est ce qui a notamment conduit à la création de l'école des métiers du numérique en 2020. "L'établissement a pour mission de créer un modèle de référence pour les pays de la sous-région en termes de formation pratique professionnalisante aux métiers du Numérique, un pilier essentiel de la mise en œuvre des ambitions d'inclusion numérique du Bénin et de la réussite de son projet phare qui est de généraliser l'usage du numérique par l'éducation et la formation. "Nous avons déjà formé près de 200 personnes".

De même, grâce à des initiatives telles que l'immatriculation des apprenants et la digitalisation des processus d'examen, le Bénin a posé les bases d'un système éducatif connecté

et informatisé, permettant une gestion plus efficace et une meilleure traçabilité des parcours des élèves.

"Infrastructures, formation des enseignants de production de contenus numériques... des défis majeurs"

Reste que la transition vers l'e-learning, accélérée comme ailleurs par la pandémie de Covid-19, a révélé à la fois les avantages et les défis de la digitalisation de l'enseignement au Bénin. Si cette évolution offre de nouvelles opportunités d'apprentissage et de collaboration, elle pose également des défis majeurs, notamment en termes d'infrastructures, de formation des enseignants et de production de contenus numériques.

Ainsi, en dépit des efforts du gouvernement pour former les enseignants à l'utilisation des outils numériques et pour doter les établissements de salles numériques, le défi de la certification

des compétences reste prégnant, avec la nécessité de garantir la qualité des contenus et des évaluations en ligne.

D'où la nécessité de former les enseignants à produire des contenus numériques et à hybrider leurs cours, tout en soulignant l'importance d'une infrastructure numérique solide et d'un financement adéquat. «Le défi majeur réside dans l'évaluation des compétences acquises à distance et la validation des certifications» observe Daniel Sègla MÉDÉDJI, Directeur du Développement des Programmes d'Études (DDPE) à l'Institut national d'ingénierie de formation de renforcement des capacités des formateurs (INIFRCF). L'INIFRCF est une direction générale qui dépend du Ministère des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle. «La formation continue des enseignants et l'accès aux ressources numériques sont essentiels pour une éducation



L'Ecole des métiers du numérique a pour mission de créer un modèle de référence dans la région en termes de formation aux métiers du numérique @Gouv.Benin

“Le défi majeur réside dans l'évaluation des compétences acquises à distance et la validation des certifications”

de qualité” poursuit son confrère Martin Winsou, représentant de l'inspection générale. «Le numérique doit être intégré à tous les niveaux de l'éducation, de la formation initiale à la formation professionnelle” préconise Mathias Affomai, conseiller technique au suivi des réformes et projets du Ministre des enseignements secondaires technique et formation professionnelle.

La question de la localisation des contenus pédagogiques reste également cruciale, comme le souligne Jemima Akle Kérékou, Directrice des Enseignements secondaire technique et de la formation professionnelle impliquée dans l'organisation de compétitions de ressources pédagogiques.

Qui souligne au passage les collaborations existantes avec Seme City, ville intelligente, ayant pour objectif de devenir un pôle régional d'excellence dans les domaines de l'enseignement supérieur, de la recherche, de l'innovation et du développement économique.

“La formation continue des enseignants et l'accès aux ressources numériques sont essentiels pour une éducation de qualité”

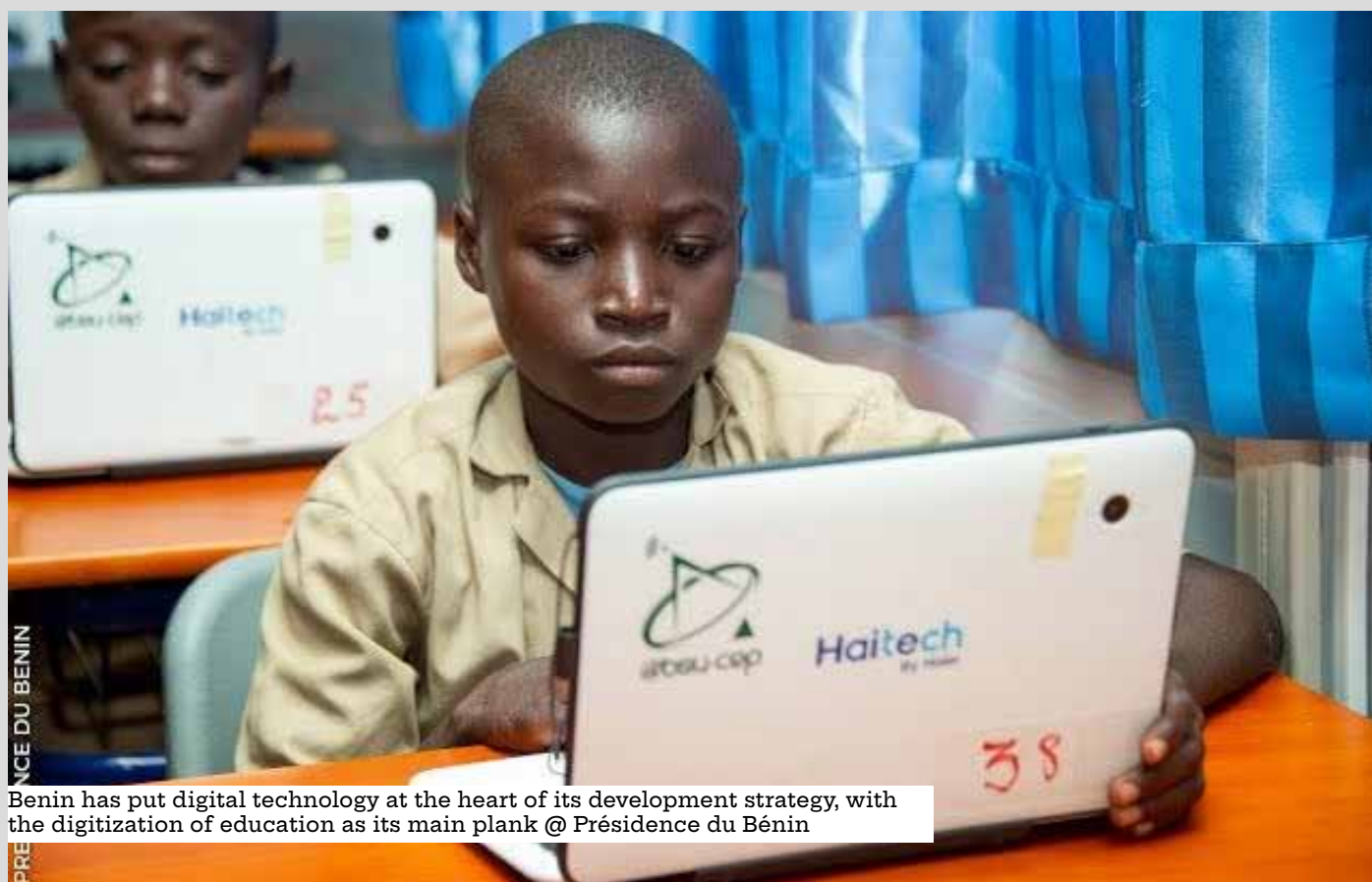
En somme, la révolution numérique dans l'éducation au Bénin offre des perspectives prometteuses, mais elle nécessite une approche holistique, intégrant la formation des enseignants, le développement d'infrastructures numériques et la production de contenus locaux. Grâce à ces efforts conjoints, le Bénin peut envisager un avenir éducatif résolument tourné vers le numérique, répondant ainsi aux besoins d'une société en constante évolution.



Sème city a pour objectif de devenir un pôle régional d'excellence @Sème city

E-Learning in Benin : towards a digital education revolution

In Benin, the educational landscape is undergoing significant changes with the increasing integration of digital technologies into pedagogical practices. This transition to e-learning offers new opportunities but also presents major challenges.



Benin has put digital technology at the heart of its development strategy, with the digitization of education as its main plank @ Présidence du Bénin

Gradually, Benin is positioning itself, albeit slowly, as a regional hub in the sub-region. As digital transformation now lies at the heart of the country's socio-economic development strategy, one of its pillars is the digitalization of education, driven by a strong desire to modernize pedagogical practices and meet the needs of a rapidly transforming society. This transformation, led by education stakeholders and the government, aims to equip learners with the

necessary tools to succeed in an increasingly digital world.

"The government policy has identified digitalization, along with entrepreneurship and climate change, as cross-cutting themes in all our actions today"

«From a global perspective, the government policy has identified digitalization, along with entrepreneurship and climate change, as cross-cutting

themes in all our actions today, » says Dr. Mathias AF-FOMAI, technical advisor for monitoring reforms and projects at the Ministry of Secondary Technical and Vocational Education. «Digitalization is a very important element today. We cannot build classrooms today without considering digitalization. And that is precisely why we cannot implement digitalization without Internet. » A thorough assessment was conducted, with an inventory and



Training teachers, equipping classrooms, setting up a connected education system... the main thrusts of the government's policy to digitalize education @Gouv.Benin

identified needs. «This notably led to the creation of the Digital Skills School in 2020.» The institution's mission is to create a reference model for countries in the sub-region in terms of practical vocational training in digital skills, an essential pillar for implementing Benin's digital inclusion ambitions and the success of its flagship project to generalize digital usage in education and training. «We have already trained nearly 200 people.»

Similarly, through initiatives such as student registration and the digitalization of examination processes, Benin has laid the foundations for a connected and computerized educational system, enabling more efficient management and better tracking of student progress.

“Infrastructure, teacher training for digital content production... major challenges”

However, the transition to e-learning, accelerated like elsewhere by the Covid-19 pandemic, has revealed both the advantages and challenges of digitalizing education in Benin. While this evolution offers new opportunities for learning and collaboration, it also presents major challenges, particularly in terms of infrastructure, teacher training, and digital content production. Despite government efforts to train teachers in the use of digital tools and to equip institutions with digital classrooms, the challenge of certifying skills remains significant, with the need to ensure the quality of online content and assessments. Hence, there is a need to train teachers to produce

digital content and to hybridize their courses, while emphasizing the importance of a solid digital infrastructure and adequate financing. «The major challenge lies in assessing skills acquired remotely and validating certifications,» observes Daniel Sègla MÉDÉDJI, Director of Curriculum Development Programs (DDPE) at the National Institute for Training Engineering and Capacity Building of Trainers (INIFRCF). The INIFRCF is a directorate general under the Ministry of Secondary, Technical, and Vocational Education. «Continuous teacher training and access to digital resources are essential for quality education,» adds his colleague Martin Winsou, representing the Inspectorate General. «Digitalization must be integrated at all levels



The mission of the Ecole des métiers du numérique is to create a reference model in the region for training in the digital professions [numérique@Gouv.Benin](#)

of education, from initial training to vocational training.» recommends Mathias Affomai, technical advisor for monitoring reforms and projects at the Ministry of Secondary Technical and Vocational Education.

The issue of localizing educational content also remains crucial, as emphasized by Jemima Akle Kérékou, Director of Technical Secondary Education and Vocational Training involved in organizing educational resources competitions. She also highlights existing collaborations with Sème City, a smart city aiming to become a regional center of excellence in higher education, research, innovation, and economic development.

In summary, the digital education revolution in Benin offers promising prospects but requires a holistic approach, integrating teacher training, the development of digital infrastructure, and the production of local content. Through these joint efforts, Benin can envision an educational future firmly rooted in digital technology, thus meeting the needs of an ever-evolving society.

Exergues

«The major challenge lies in assessing skills acquired remotely and validating certifications»

«Continuous teacher training and access to digital resources are essential for quality education»

«Digitalization must be integrated at all levels of education, from initial training to vocational training»



Sème city aims to become a regional center of excellence [@Sème city](#)

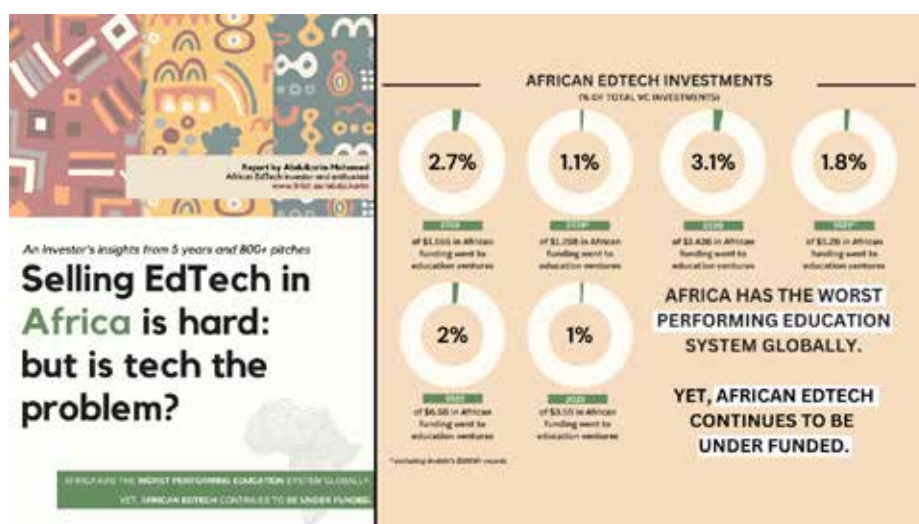
Promouvoir l'EdTech en Afrique est difficile : mais la technologie est-elle le problème ?

Vendre l'EdTech en Afrique présente des défis uniques malgré la croissance démographique du continent et l'importance perçue de l'éducation. Abdul-Karim Mohamed, investisseur dans les startups africaines, explore les raisons du sous-financement des entreprises EdTech en Afrique et se demande si la technologie elle-même pose problème.

Le système éducatif de l'Afrique est le plus performant mondialement, pourtant les entreprises EdTech africaines attirent régulièrement moins de 2 % du financement total des entreprises dans la région. En comparaison, les entreprises EdTech en Inde attirent généralement des capitaux d'investissement à un taux 6 fois plus élevé ; soit 8 à 12 % du financement total des entreprises.

La plupart des présentations d'investissement en Afrique vantent la croissance et la jeunesse de la population du continent. La population en Afrique devrait augmenter de 90 % d'ici 2050. Alors que la plupart des pays dans le monde font face à un déclin démographique, la population en âge de travailler de l'Afrique deviendra plus importante que celle de l'Inde et de la Chine réunies.

En tant qu'ancien directeur d'investissement d'un fonds EdTech de 10 millions de dollars en Afrique de l'Est, la commercialisation de l'EdTech était toujours une priorité. Les investissements du fonds bénéficient désormais à plus de 11 millions d'enfants, à plus de 100 000 enseignants et tuteurs, et à près de 7 000 écoles dans 10



marchés africains. Malgré Le manque de financement ce succès initial, vendre est déconcertant car l'éducation en Afrique reste un défi, surtout au niveau forces convaincantes qui la de l'éducation préscolaire rendent propice au succès au secondaire (c'est-à-dire, commercial : l'éducation de la maternelle à la 12e année).



An investor's insights from 5 years and 800+ pitches

Selling EdTech in Africa is hard: but is tech the problem?

AFRICA HAS THE WORST PERFORMING EDUCATION SYSTEM GLOBALLY.

YET, AFRICAN EDTECH CONTINUES TO BE UNDER FUNDED.

- Grande Taille du Marché : D'ici 2050, 25 % de tous les enfants nés dans le monde seront en Afrique.

- Perception de Haute Valeur : Plus de 40 % des Africains estiment que l'éducation est le facteur le plus important pour une vie réussie. Au Ghana et au Botswana, l'éducation est considérée comme sept fois plus importante que les connexions familiales/amicales.

- Échec du Marché : Actuellement, 90 % des enfants en Afrique n'acquièrent pas les compétences de base en lecture et en numération avant l'âge de dix ans. Le taux d'achèvement de l'enseignement secondaire reste à seulement 33 %.

- Grande Disponibilité à Payer : Dans le budget fiscal le plus récent du Kenya, l'éducation a reçu la plus grande part des dépenses gouvernementales (26 %, contre seulement 3 à 4 % pour les pays de l'OCDE). Les ménages africains couvrent 40 % du coût total de l'éducation de leurs enfants, contre seulement 16 % pour les ménages des pays à revenu plus élevé. Après l'alimentation, l'éducation est souvent la deuxième plus grande dépense des ménages.

"Pourquoi l'Afrique, abritant certains des environnements éducatifs les plus difficiles au monde, sous-finance-t-elle encore les startups EdTech ?"

la deuxième plus grande dépense des ménages. Il y a

cinq ans, j'ai rejoint Acumen pour lancer et diriger un fonds EdTech africain de 10 millions de dollars. Au début de mon mandat, j'ai élaboré un document de présentation de 29 pages intitulé «Défis et Opportunités pour les Entrepreneurs dans l'Éducation» et je suis parti sur la route, visitant des hubs technologiques, des accélérateurs et des incubateurs. Ma mission : inspirer les entrepreneurs à développer des produits éducatifs en mettant en lumière des opportunités de marché inexploitées. Aujourd'hui, je suis heureux de partager mon dernier rapport, 'Vendre l'EdTech en Afrique est difficile : mais la technologie est-elle le problème ?' (lien de téléchargement ci-dessous). Cette suite de plus de 20 pages s'appuie sur mon expérience dans la création du plus grand fonds EdTech K-12 en Afrique.

C'est un voyage narratif à travers cinq années d'examen de plus de 800 présentations, explorant des modèles commerciaux et des canaux de distribution efficaces (et inefficaces), et présentant 13 entreprises EdTech africaines innovantes qui progressent dans le domaine de l'éducation de la maternelle à la 12e année. Investisseurs et donateurs : Prenez un café et lisez ce rapport (le résumé exécutif se lit en 5 minutes ; le rapport complet en 45 minutes). Il transformera votre compréhension de l'EdTech africaine K-12, vous passant de débutant à expert. L'importance de l'éducation en Afrique est indéniable.

Selling EdTech in Africa is hard : but is tech the problem ?

Selling EdTech in Africa presents unique challenges despite the continent's growing population and the perceived importance of education. Abdul-Karim Mohamed, an African startup investor, explores the reasons behind the underfunding of EdTech ventures in Africa and questions whether technology itself is the issue.



Africa's education system is the worst performing globally, yet consistently African EdTech ventures attract less than 2% of total venture financing in the region. In comparison, EdTech ventures in India typically attract investor capital at a rate 6X higher; 8-12% of total venture financing.

Most African investment presentations rave about the continent's growing and youthful population. The population in Africa is expected to grow by 90% by 2050. As most countries globally face a decline in population, Africa's working-age population will become larger than that of both India and China.

As a former Investment Director of a \$10M EdTech fund in East Africa, commercializing EdTech was always top of mind. The fund's investments now benefit over 11 million children, 100,000+ teachers and tutors, and nearly 7,000 schools across 10 African markets. Despite this early success, selling EdTech in

Africa remains a challenge, especially at the pre-primary to secondary education levels (i.e., K-12 education).

The lack of funding is puzzling because education in Africa has compelling forces that make it ripe for commercial success :

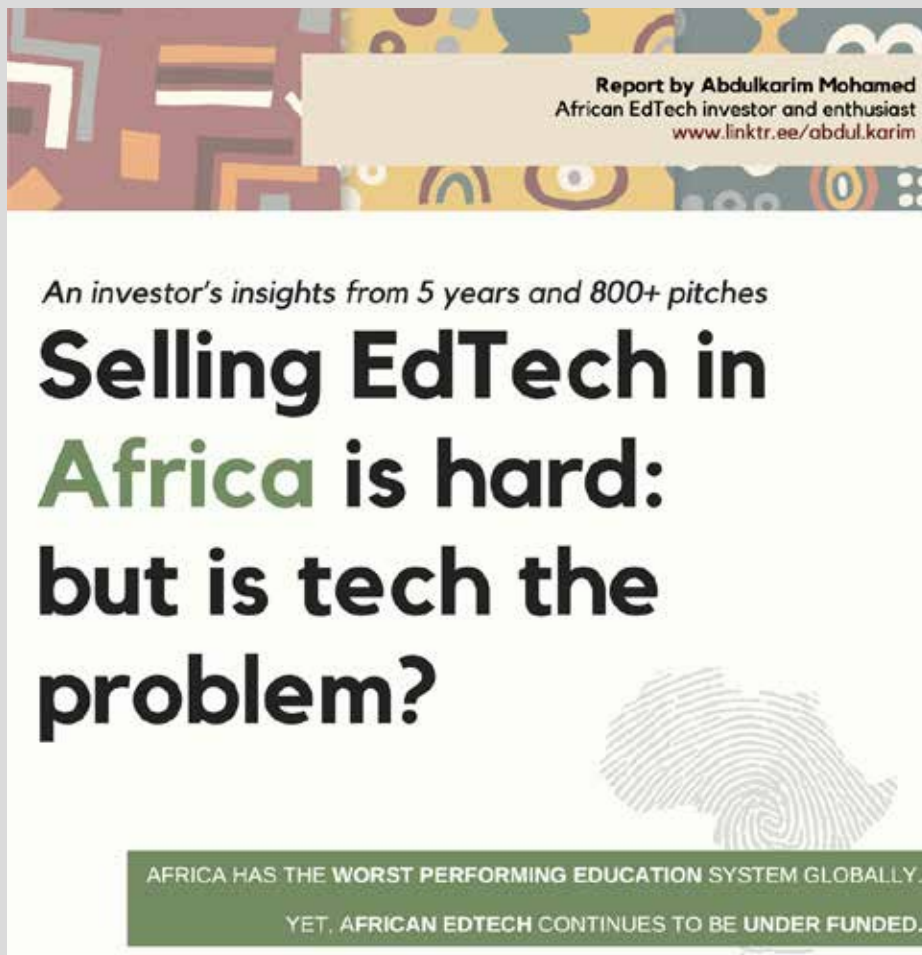
- Big Market Size: By 2050, 25% of all children born globally will be in Africa.

- High Value Perception: More than 40% of Africans believe education is the most important input for a successful life. In Ghana and Botswana, education is believed to be seven times more important than family/friend connections.

- Market Failure: Currently, 90% of children in Africa do not achieve basic reading and numeracy skills by age ten. The upper secondary completion rate remains at only 33%.

- High Willingness to Pay: In Kenya's most recent fiscal budget, education saw the largest share of government spending (26%, compared to just 3-4% for OECD countries). African households cover 40% of the total cost of educating their children, compared to only 16% for households in higher-income countries. Behind food, education is often the second biggest household expenditure.

Five years ago, I joined Acumen to launch and lead a \$10M African EdTech Fund. Early in my tenure, I crafted a 29-page deck titled 'Challenges and Opportunities for Entrepreneurs in Education' and hit the road,



visiting tech hubs, accelerators, and incubators. My mission: inspire entrepreneurs to develop education products by spotlighting untapped market opportunities.

"Why is Africa, home to some of the world's most challenging educational environments, still underfunding EdTech startups?"

Today, I'm excited to share my latest report, 'Selling EdTech in Africa is hard: but is tech the problem?' (download link below). This 20+ page sequel draws from my experience building Africa's largest K-12 EdTech fund.

page sequel draws from my experience building Africa's largest K-12 EdTech fund. It's a narrative journey through five years of reviewing over 800 pitch decks, exploring effective

(and ineffective) business models and distribution channels, and featuring 13 innovative African EdTech ventures making strides in the K-12 space.

Investors and donors: Pickup a coffee and read this report (the executive summary is a 5 minute read; the full report 45 minutes). It will transform your understanding of K-12 African EdTech, taking you from novice to knowledgeable. The importance of education in Africa is undeniable. EdTech entrepreneurs: Use the lessons and observations in this report to iterate and succeed faster. While it doesn't provide all the answers, it sheds light on what works and what doesn't. As investors, we believe in a world shaped by entrepreneurs.



ANA kids



subscribe

www.anakids.net

FOCUS RWANDA

Rwanda : un hub numérique ?

Au cœur de l'Afrique de l'Est, le Rwanda se positionne comme un acteur clé dans le domaine de la technologie. Avec des initiatives ambitieuses telles que Kigali Innovation City, Norrsken, et Rwanda Finance Limited, le pays ambitionne de devenir un centre d'excellence technologique en Afrique. Mais il n'est pas le seul à afficher cette ambition...



Le Rwanda ambitionne de se positionner comme un hub technologique régional @ANA

Mi-juin, Norrsken House, «le plus grand hub technologique en Afrique», implanté dans le centre ville de Kigali, inaugurerait ses nouveaux bâtiments. Une extension qui témoigne de l'intérêt, et du succès du concept.

Avec l'accueil de 1 200 entrepreneurs, la Norrsken House Kigali a en effet tenu ses promesses. L'établissement est géré par la fondation suédoise Norrsken, organisme mondial à but non lucratif, fondé en 2016, et dont la vocation est d'aider les entrepreneurs à résoudre les défis du monde. Y compris en Afrique. Et c'est Kigali qu'elle a choisi pour installer son premier hub

sur le continent. Construite en pleine pandémie, sur le site de l'ancienne école belge, elle a démarré ses activités à la fin de l'année 2021. L'établissement se construit autour différents espaces de travail, à la fois ouverts et fermés. Son architecture mêle bois, métaux et végétaux. Une diversité à l'image de ses occupants : des entrepreneurs autant que des investisseurs ainsi que des structures destinées à les accompagner. Au total, cette « house » rassemble une communauté de 1 200 membres. En moins d'un an, le premier hub africain de la fondation Norrskena ainsi tenu ses promesses :

accueillir plus de mille membres.

“Le Rwanda s'est avéré être un excellent banc d'essai et nous espérons en faire une passerelle pour ouvrir nos activités à d'autres régions à travers l'Afrique”

“Au lancement de Norrsken en 2016, l'objectif était de mettre en lumière les réseaux et les capitaux qui contribuent à la croissance économique et mettre fin aux inégalités dans divers secteurs” rappelait Niklas Adalberth, fondateur de Norrsken et, par ailleurs, à l'origine de la licorne fintech

suédoise, Klarna, lors de l'inauguration officielle du site. Convaincu que "l'Afrique a un rôle à jouer dans les principaux défis du monde", il poursuit : "À Kigali, où nous nous trouvons en ce moment, il y a un environnement propice parce que nous avons accès à un bon café, à une bonne connectivité, et plus d'un millier d'entrepreneurs avec lesquels vous pouvez échanger, interagir, tout en ayant la possibilité d'accéder à des capitaux, soit par les accélérateurs que nous avons ici, dans la maison, soit directement par celui de notre fondation."



Kigali Innovation City vise à créer un écosystème technologique complet @KIC

pour ouvrir nos activités à d'autres régions à travers l'Afrique."

La technologie au cœur de son modèle de développement

"Au Rwanda, nous offrons un environnement politique et réglementaire très prospectif, tourné vers l'avenir, en particulier pour les startups, les investisseurs et les innovateurs"

A ce titre, la fondation a investi 205 millions d'euros à destination des entreprises africaines, par le biais du fonds de croissance technologique, Norrsken22. Ce dernier vient de franchir une étape significative en dépassant l'objectif initial de 200 millions de dollars, pour l'Afrique, lors de la clôture de son premier exercice. Norrsken22 a déjà investi dans cinq entreprises prometteuses : la banque sud-africaine challenger TymeBank, la plateforme de commerce numérique interentreprises Sabi, la solution de vérification d'identité Smile ID et la plateforme de financement automobile Autochek. "Le Rwanda s'est avéré être un excellent banc d'essai et nous espérons en faire une passerelle

Ces ambitions rejoignent celles du Rwanda. Le pays cherche à se positionner comme le hub de l'innovation technologique en Afrique. Cela passe par l'accueil des investissements, une stabilité à toute épreuve et des institutions, telles que Rwanda Finance Limited, à destination de l'Afrique.

"L'Afrique compte plus de 700 centres technologiques actifs, Norrsken House Kigali est l'un d'entre eux" rappelle Paula Ingabire, ministre des TIC et de l'Innovation rwandaise. «Au Rwanda, nous offrons un environnement politique et réglementaire très prospectif, tourné vers l'avenir, en particulier pour les startups, les investisseurs et les innovateurs. » Et d'assurer : "Au Rwanda, nous nous engageons, non pas à choisir des gagnants, mais à produire des gagnants." Avec Norrsken House Kigali comme usine de fabrication de ces futurs champions africains.

De fait, le pays, souvent surnommé la «Suisse de l'Afrique» pour son paysage montagneux ou encore de "Singapour de l'Afrique" pour son développement économique rapide, se profile également comme un acteur majeur dans le domaine de la technologie sur le continent africain. Avec une volonté affirmée de placer la technologie au cœur de son modèle de développement, le gouvernement rwandais a lancé une série d'initiatives visant à faire du pays un hub régional de l'innovation.

Au centre de cette stratégie se trouve le projet phare : Kigali Innovation City. Annoncé en 2019, ce projet ambitieux vise à créer un écosystème technologique complet, regroupant des entreprises technologiques, des institutions de recherche, des incubateurs de start-up et des centres de formation, le tout dans un environnement propice à l'innovation et à la collaboration. Avec une superficie de 70 hectares et un investissement

de près de 2 milliards de dollars, Kigali Innovation City vise à attirer des entreprises technologiques de premier plan à Kigali et à positionner le Rwanda comme un centre d'excellence technologique en Afrique.

Le site accueille entre autres l'Université Carnegie Mellon Afrique. En 2011, à l'invitation du gouvernement du Rwanda (GoR), Carnegie Mellon et le GoR ont signé un accord pour établir un nouveau site CMU à Kigali, au Rwanda. Ce partenariat ambitieux et innovant a été conçu pour répondre à la pénurie critique de talents en ingénierie de haute qualité, nécessaires pour exploiter l'énorme potentiel de l'Afrique, qui abrite la main-d'œuvre à la croissance la plus rapide au monde.

CMU-Africa, situé à Kigali Innovation City, est un centre régional d'excellence en TIC qui forme une composition diversifiée de futurs dirigeants de toute l'Afrique, qui utiliseront leurs compétences et connaissances pratiques pour faire progresser l'innovation technologique et développer les entreprises.

Dans le domaine de la finance, Rwanda Finance Limited a lancé un fonds de capital-risque dédié à la fin-tech, visant à soutenir les start-up innovantes dans le secteur financier. Ce fonds, doté de 100 millions de dollars, vise à encourager l'innovation dans les services financiers et à renforcer le rôle du Rwanda en tant que centre financier régional.

Ces initiatives ont déjà commencé à porter leurs fruits avec une augmentation,



Implantée au cœur de Kigali Innovation City, CMU-Africa se veut être un centre d'excellence régional en TIqc@CMU-Africa

significative du nombre de start-up technologiques et d'entreprises innovantes établies à Kigali. De plus en plus d'entrepreneurs locaux et internationaux se tournent vers le Rwanda pour développer leurs idées et leurs projets, attirés par un environnement propice à l'innovation, un soutien gouvernemental fort et des infrastructures modernes.

Compétences techniques, financement et inclusivité : les défis du "modèle rwandais"

Cependant, des défis subsistent, notamment en matière de formation et de développement des compétences techniques, d'accès au financement pour les start-up en phase de croissance, et de création d'un écosystème inclusif qui profite à tous les Rwandais. Pour relever ces défis, le gouvernement rwandais travaille en étroite collaboration avec le secteur privé, les institutions académiques et la société civile pour développer des programmes de formation, des incubateurs de start-up et des politiques publiques favorables à l'innovation.

Car si l'écosystème technologique rwandais est en plein essor, avec un réel, potentiel énorme pour devenir un hub régional de l'innovation, il reste devancé par d'autres écosystèmes, plus matures _ si l'on s'en réfère au tryptique requis à savoir les niveaux de compétences disponibles, le tissu d'entreprises technologiques présents et la capacité à mobiliser le financement, en capital-risque notamment. Accra, Le Caire, Le Cap, Johannesburg, Lagos, Nairobi ou encore Tunis.

En attendant, la digitalisation de l'ensemble des services administratifs, via Irembo, la mise en place des Rwanda Smart Class Room, ou encore la création du C4IR, le Rwanda est en bonne position pour s'imposer comme une plaque tournante de l'innovation et une destination de choix pour les talents technologiques mondiaux. L'une des particularités de Norrsken house : l'établissement héberge des entrepreneurs Ougandais, Kenya ou encore sud-africains preuve de son attractivité qui dépasse largement les frontières du "petit pays".

Rwanda : a digital hub ?

In the heart of East Africa, Rwanda is positioning itself as a key player in the technology sector. With ambitious initiatives such as Kigali Innovation City, Norrsken, and Rwanda Finance Limited, the country aims to become a center of technological excellence in Africa. But it's not alone in pursuing this ambition...



Rwanda aims to position itself as a regional technology hub @ANA

In mid-June, Norrsken House, «the largest tech hub in Africa», located in downtown Kigali, inaugurated its new buildings. An expansion that reflects the interest and success of the concept.

With the hosting of 1,200 entrepreneurs, Norrsken House Kigali has indeed delivered on its promises. The establishment is managed by the Swedish foundation Norrsken, a global non-profit organization founded in 2016, whose mission is to help entrepreneurs solve the world's challenges. Including in Africa. And it's Kigali that it chose to set up its first hub on the continent.

Built during the pandemic, on the site of the former Belgian school, it started its activities at the end of 2021. The establishment is built around different workspaces, both open and closed. Its architecture blends wood, metals, and plants. A diversity reflecting its occupants: entrepreneurs as well as investors and structures intended to support them. In total, this house brings together a community of 1,200 members. In less than a year, the first African hub of the Norrsken foundation has thus

delivered on its promises : to host over a thousand members.

“Rwanda has proven to be an excellent testing ground and we hope to make it a gateway to expand our activities to other regions across Africa”

«At the launch of Norrsken in 2016, the goal was to highlight the networks and capital that contribute to economic growth and end inequalities in various sectors,» recalled Niklas Adalberth, founder of Norrsken and, moreover, the originator of the Swedish fintech unicorn, Klarna, during the official inauguration

of the site. Convinced that «Africa has a role to play in the world's major challenges,» he continues: «In Kigali, where we are right now, there is a conducive environment because we have access to good coffee, good connectivity, and over a thousand entrepreneurs with whom you can exchange, interact, while also having the opportunity to access capital, either through the accelerators we have here, in the house, or directly through our foundation.»



The Rwanda Smart Class Room, a pioneering program in Africa@Mineduc

In this regard, the foundation has invested 205 million euros in African companies through the Norrsken22 technology growth fund. The latter has reached a significant milestone by exceeding the initial target of 200 million dollars for Africa, at the close of its first exercise. Norrsken22 has already invested in five promising companies: the South African challenger bank Tyme-Bank, the inter-enterprise digital commerce platform Sabi, the identity verification solution Smile ID, and the auto financing platform Autochek. «Rwanda has proven to be an excellent testing ground and we hope to make it a gateway to expand our activities to other regions across Africa.»

“In Rwanda, we offer a very prospective political and regulatory environment, oriented towards the future, especially for startups, investors, and innovators”

These ambitions align with those of Rwanda. The country seeks to position itself as the hub of technological innovation in Africa. This involves welcoming

investments, unwavering stability, and institutions such as Rwanda Finance Limited, aimed at Africa.

«Africa has over 700 active tech centers, Norrsken House Kigali is one of them,» recalls Paula Ingabire, Rwandan Minister of ICT and Innovation. «In Rwanda, we offer a very prospective political and regulatory environment, oriented towards the future, especially for startups, investors, and innovators.» And she assures: «In Rwanda, we are committed, not to picking winners, but to producing winners.» With Norrsken House Kigali as the factory for producing these future African champions.

Technology at the heart of its development model

Indeed, the country, often dubbed the «Switzerland of Africa» for its mountainous landscape or even «Singapore of Africa» for its rapid economic development, also emerges as a major player in the technology field on the African continent. With a strong commitment to placing technology at the heart of its development model,

the Rwandan government has launched a series of initiatives aimed at making the country a regional hub of innovation. At the center of this strategy is the flagship project: Kigali Innovation City.

Announced in 2019, this ambitious project aims to create a complete technological ecosystem, bringing together technology companies, research institutions, startup incubators, and training centers, all in an environment conducive to innovation and collaboration. With an area of 70 hectares and an investment of nearly 2 billion dollars, Kigali Innovation City aims to attract leading technology companies to Kigali and position Rwanda as a center of technological excellence in Africa.

The site hosts, among others, Carnegie Mellon University Africa. In 2011, at the invitation of the Government of Rwanda (GoR), Carnegie Mellon and the GoR signed an agreement to establish a new CMU site in Kigali, Rwanda. This ambitious and innovative partnership was



Robots at the airport since the Covid 19 pandemic demonstrate innovation made in Rwanda@ANA

designed to address the critical shortage of high-quality engineering talent needed to harness Africa's enormous potential, home to the world's fastest-growing workforce. CMU-Africa, located at Kigali Innovation City, is a regional center of excellence in ICT that trains a diverse composition of future leaders from across Africa, who will use their skills and practical knowledge to advance technological innovation and develop businesses.

In the field of finance, Rwanda Finance Limited has launched a venture capital fund dedicated to fintech, aimed at supporting innovative startups in the financial sector. This fund, endowed with 100 million dollars, aims to encourage innovation in financial services and strengthen Rwanda's role as a regional financial center. These initiatives have already begun to bear fruit, with a significant increase in the number of technology startups and

innovative companies established in Kigali. More and more local and international entrepreneurs are turning to Rwanda to develop their ideas and projects, attracted by an environment conducive to innovation, strong government support, and modern infrastructure.

Technical skills, financing, and inclusiveness: the challenges of the «Rwandan model»

However, challenges remain, particularly in terms of training and developing technical skills, access to financing for startups in the growth phase, and creating an inclusive ecosystem that benefits all Rwandans. To address these challenges, the Rwandan government is working closely with the private sector, academic institutions, and civil society to develop training programs, startup incubators, and innovation-friendly public policies. Because while the Rwandan technology ecosystem is thriving,

with real, enormous potential to become a regional hub of innovation, it is still behind other ecosystems, more mature _ if one refers to the required triptych namely the levels of available skills, the presence of technological companies, and the ability to mobilize financing, particularly venture capital _ Accra, Cairo, Cape Town, Johannesburg, Lagos, Nairobi, and Tunis.

In the meantime, with the digitization of all administrative services through Irembo, the implementation of Rwanda Smart Classrooms, and the establishment of the C4IR, Rwanda is well positioned to establish itself as a hub of innovation and a destination of choice for global tech talent. One of the peculiarities of Norrsken House is that it hosts entrepreneurs from Uganda, Kenya, and even South Africa, evidence of its attractiveness that extends far beyond the borders of the «small country»

Abraham Augustin : « Norrsken contribue activement à façonner le paysage technologique du Rwanda »

La Fondation Norrsken, basée en Suède, a établi une implantation stratégique à Kigali en 2022, marquant une étape significative dans le développement de l'écosystème régional. Avec un investissement initial de 20 millions de dollars, Norrsken vise à faire de Kigali un leader technologique et entrepreneurial en Afrique. Explications avec Abraham Augustin, Responsable communications, marketing et des Programmes chez Norrsken East Africa.



La Noorsken house Kigali, premier hub africain de la fondation suédoise@Norrsken

Pouvez-vous nous rappeler la mission, les activités et l'impact de Norrsken depuis votre établissement au Rwanda ?

La mission de Norrsken est d'encourager l'entrepreneuriat à impact. Nous croyons que l'entrepreneuriat peut être une force positive, affectant de manière bénéfique les personnes et la planète. Par conséquent, notre travail se concentre sur l'inspiration de plus d'entrepreneurs et de talents à travailler pour l'impact. Par impact, nous entendons

des entreprises qui créent un effet net positif sur les personnes et la planète, en veillant à ce que les avantages sociaux ne se fassent pas au détriment des ressources planétaires. Un autre aspect crucial est l'entrepreneuriat technologique. Nous croyons que la technologie est un outil puissant pour amplifier l'impact. Bien que toute entreprise puisse avoir un impact, la technologie permet aux solutions d'atteindre plus de personnes, que ce soit par le biais de logiciels ou de matériel comme les ordinateurs et les

smartphones, semblable à la manière dont nous utilisons Momo pour envoyer de l'argent au Rwanda.

Norrsken fonctionne à travers plusieurs piliers, l'un des piliers clés étant nos maisons. Pensez à ces maisons comme des lieux où les ressources, les réseaux et les opportunités d'apprentissage pour les entrepreneurs à impact sont concentrés.

Pourquoi avez-vous choisi le Rwanda comme lieu pour votre premier hub en Afrique ?



Il y avait une opportunité de faire quelque chose de significatif, et nous l'avons saisie car le Rwanda a une forte ambition de devenir un hub pour l'entrepreneuriat technologique. Il y avait un espace prometteur et un leader local visionnaire, l'ancien directeur général, qui était respecté et s'est approprié le projet. Lorsque tous ces éléments se sont réunis, et que le Rwanda avait cette politique ambitieuse de devenir un hub technologique, cela a créé le bon environnement. Nous avons également exploré des opportunités similaires dans d'autres parties de l'Afrique, de l'Europe et des États-Unis. Partout où nous trouvons les bonnes personnes locales pour porter la vision, nous sommes heureux de nous étendre avec les bonnes personnes, ressources et environnements.

Comment Norrskén a-t-il évolué depuis son ouverture au Rwanda ? Avec quel impact ?

Norrskén s'est installé au Rwanda il y a trois ans. Depuis lors, nous avons construit une communauté d'environ 1200 personnes inspirées par ce que représente Norrskén. Nous espérons que cette communauté deviendra encore plus grande, mais tout commence par motiver les gens et les inciter à faire partie du mouvement. Plus de 300 entreprises considèrent désormais Norrskén comme leur maison à Kigali. Certaines de ces entreprises ont levé des investissements de Norrskén, comme Edencare, qui faisait partie de l'accélérateur 2021 et est devenue la première entreprise rwandaise à être acceptée dans le prestigieux programme Y Combinator à San Francisco. D'autres, comme Fixa, ont également reçu des investissements et se sont étendues au-delà du Rwanda et de Norrskén, comme Huza. Cette croissance nous a incités à nous étendre et à construire une nouvelle installation, augmentant notre capacité à accueillir 1 500 membres au hub de Kigali.

Vous avez également lancé un fonds dédié à l'Afrique. Comment fonctionne-t-il, et quels sont ses objectifs et impacts ?

Nous gérons en fait deux fonds, bien que l'un d'entre eux n'ait pas encore été lancé publiquement. Norrskén22 est un fonds de 205 millions de dollars qui investit dans des entreprises en phase de croissance. Nous recherchons les meilleures startups matures qui sont prometteuses et ont un impact positif sur la vie des gens et l'environnement. Nous soutenons ces entreprises à un stade de croissance, en leur fournissant le capital dont elles ont besoin pour se développer. L'autre fonds est le Africa Seed Fund, qui se concentre sur les entreprises prometteuses en phase de démarrage. Ces fonds opèrent de manière indépendante à travers le continent, avec des bureaux en Afrique du Sud, à Lagos et à Nairobi. Jusqu'à présent, ils ont investi dans des dizaines d'entreprises.

"Norrskén fonctionne à travers plusieurs piliers, l'un des piliers clés étant nos maisons. Pensez à ces maisons comme des lieux où les ressources, les réseaux et les opportunités d'apprentissage pour les entrepreneurs à impact sont concentrés"

Vous avez récemment inauguré un nouveau bâtiment, ce qui confirme l'attrait pour Norrskén. Comment envisagez-vous l'évolution de l'écosystème technologique rwandais, et de quelles manières y avez-vous contribué ?

Norrskén a contribué de plusieurs manières. Notre ancien directeur général, Pascal Murasira, a fait partie de l'équipe qui a travaillé sur la loi sur les startups au Rwanda. Norrskén a élevé le profil de l'entrepreneuriat technologique au Rwanda. Le paysage de l'entrepreneuriat technologique et des entreprises au Rwanda a considérablement changé au cours des cinq dernières années, et nous sommes fiers de faire partie de ce changement. Nous hébergeons certaines des entreprises technologiques rwandaises les plus compétentes et respectées. Certaines entreprises ont dépassé notre espace, ce qui nous a incités à nous étendre avec un nouveau bâtiment pour retenir les entreprises actuelles et attirer plus de membres. Nous croyons qu'il y a une opportunité pour les entreprises est-africaines qui ne sont pas encore au Rwanda d'y établir une présence, et notre objectif avec le nouveau bâtiment est de créer les bonnes conditions pour accueillir plus d'entreprises à impact et inspirer plus de gens à emprunter la voie de l'entrepreneuriat à impact.

Vous abordez les défis de financement auxquels sont confrontées les startups africaines. Comment mieux les soutenir et de quoi ont-elles concrètement besoin ?

Norrskén n'investit pas directement dans les startups. Les investissements proviennent des fonds

Norrskén, qui sont des entités indépendantes avec pour mandat clair d'investir dans des startups commercialement viables. Notre rôle est d'inspirer et de soutenir les startups en rehaussant leur profil et en leur donnant accès à des ressources d'apprentissage pour se préparer à l'investissement. Nous créons le bon environnement pour que les entrepreneurs puissent se connecter avec les investisseurs, en organisant des sessions d'apprentissage, des événements de lancement, des heures de bureau et en utilisant nos canaux de communication pour mettre en avant les membres. Cet environnement facilite l'obtention d'investissements pour les membres.

“Notre objectif est de catalyser davantage d'investissements et de construire des solutions qui bénéficient à la planète”

Vous invitez d'autres fonds à vous rejoindre dans cette ambition. Le secteur technologique rwandais, et la technologie africaine en général, sont-ils attractifs pour les investisseurs internationaux ?

Oui, cela dépend du type d'investisseur. Il existe différents types d'investisseurs et d'investissements, donc tout ne convient pas à tout le monde. Cependant, il y a définitivement des opportunités pour faire des investissements. La clé est de relier les bonnes opportunités

aux bons types d'investissements. Tout le monde ne recevra pas de financement de VCs, mais il existe d'autres options comme les subventions, le financement par actions, les prêts et le capital-investissement. L'Afrique dispose de ces opportunités et est attractive pour différents types d'investisseurs, y compris le Rwanda.

“Le paysage de l'entrepreneuriat technologique et des entreprises au Rwanda a considérablement changé au cours des cinq dernières années, et nous sommes fiers de faire partie de ce changement”

Quels sont vos projets futurs et objectifs au Rwanda et en Afrique dans les mois à venir ?

Notre objectif est de catalyser davantage d'investissements et de construire des solutions qui bénéficient à la planète. Nous voulons que davantage de personnes empruntent la voie de l'entrepreneuriat à impact, créant des entreprises qui traitent sérieusement des problèmes planétaires tout en étant des endroits formidables où travailler. Cela peut être réalisé en catalysant le capital qui permet à ces entreprises de se développer. Nous visons à le faire depuis le Rwanda, pour l'Afrique et le monde entier.

Abraham Augustin : « Norrsken actively contributes to shaping Rwanda's tech landscape »

The Norrsken Foundation, based in Sweden, established a strategic presence in Kigali in 2022, marking a significant milestone in the development of the regional ecosystem. With an initial investment of \$20 million, Norrsken aims to make Kigali a technological and entrepreneurial leader in Africa. Insights from Abraham Augustin, Head of Communications, Marketing, and Programs at Norrsken East Africa.



Noorsken house Kigali, the Swedish foundation's first African hub@Norrsken

Could you remind us of Norrsken's mission, activities, and impact since your establishment in Rwanda ?

Norrsken's mission is to inspire impact entrepreneurship. We believe that entrepreneurship can be a force for good, positively affecting both people and the planet. As a result, our work focuses on inspiring more entrepreneurs and talent to work for impact. By impact, we refer to ventures that create a net positive effect on people and the planet, ensuring that social benefits do not come at the expense of planetary resources.

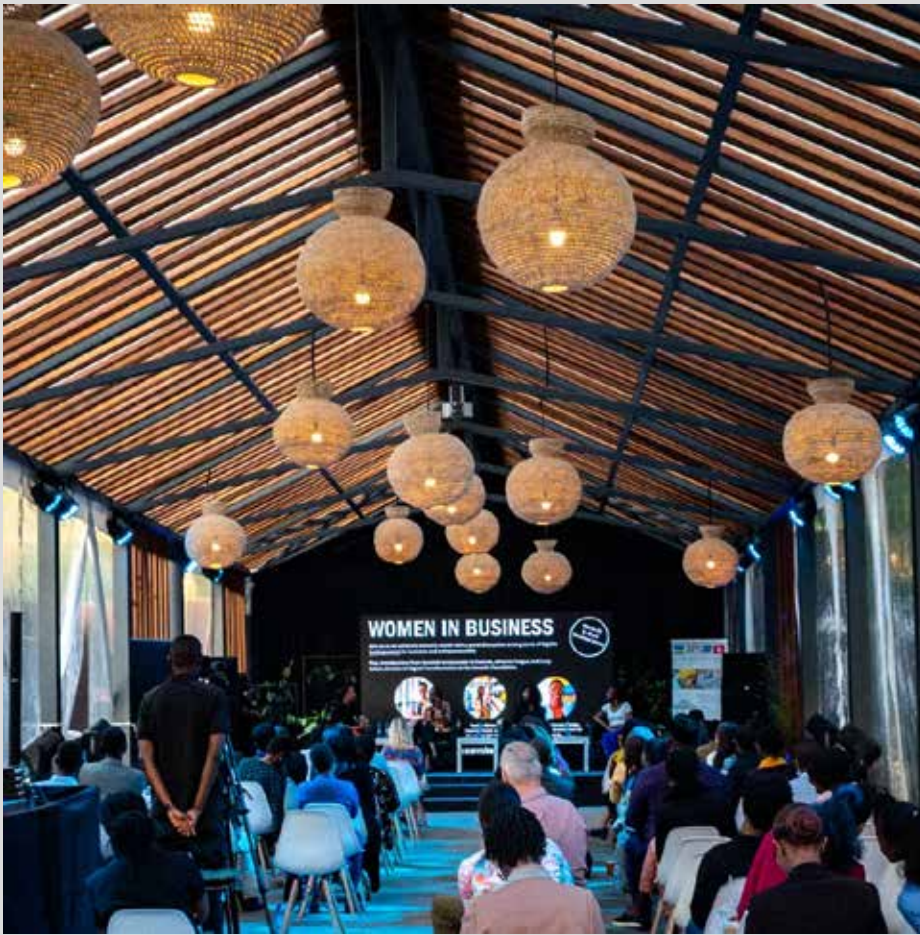
Another crucial aspect is technology entrepreneurship. We believe technology is a powerful tool to scale impact. While any business can have an impact, technology allows solutions to reach more people, whether through software or hardware like computers and smartphones, similar to how we use Momo to send money in Rwanda.

Norrsken operates under several pillars, with one of the key pillars being our houses. Think of these houses as places where resources, networks, and

learning opportunities for impact entrepreneurs are concentrated.

Why did you choose Rwanda as the location for your first hub in Africa ?

There was an opportunity to do something significant, and we seized it because Rwanda has a strong ambition to become a hub for technological entrepreneurship. There was a promising space and a visionary local leader, the former Managing Director, who was respected and took ownership of the project.



We actually operate two funds, although one hasn't been publicly launched yet. Norrsken22 is a \$205 million fund that invests in growth-stage companies. We look for the best mature startups that are promising and have a positive impact on people's lives and the environment. We support these companies at a growth stage, providing the capital they need to scale. The other fund is the Africa Seed Fund, which focuses on promising early-stage companies. These funds operate independently across the continent, with offices in South Africa, Lagos, and Nairobi. So far, they have invested in dozens of companies.

When all these elements came together, and Rwanda had this ambitious policy to become a tech hub, it created the right environment. We have also explored similar opportunities in other parts of Africa, Europe, and the US. Wherever we find the right local people to drive the vision, we are happy to expand with the right people, resources, and environments.

How has Norrsken evolved since its opening in Rwanda? What has been the impact?

Norrsken was founded in Rwanda three years ago. Since then, we have built a community of around 1200 people inspired by what Norrsken represents. We hope this community grows even larger, but it all starts with getting people

excited and willing to be part of the movement. Over 300 companies now call Norrsken their home in Kigali. Some of these companies have raised investment from Norrsken, like Edencare, which was part of the 2021 accelerator and became the first Rwandan company to be accepted into the prestigious Y Combinator program in San Francisco. Others, like Fixa, have also received investments and expanded beyond Rwanda and Norrsken, such as Huza. This growth prompted us to expand and build a new facility, increasing our capacity to host 1,500 members at the hub in Kigali.

You have also launched a fund dedicated to Africa. How does it operate, and what are its objectives and impacts?

"Norrsken operates under several pillars, with one of the key pillars being our houses. Think of these houses as places where resources, networks, and learning opportunities for impact entrepreneurs are concentrated"

You recently inaugurated a new building, which confirms the appeal of Norrsken. How do you envision the evolution of the Rwandan tech ecosystem, and in what ways have you contributed to its development?

Norrsken has contributed in several ways. Our former Managing Director, Pascal Murasira, was part of the team that worked on the Rwanda startup bill. Norrsken has elevated the profile of tech entrepreneurship in Rwanda. The landscape of tech entrepreneurship and companies in

Rwanda has transformed significantly over the past five years, and we are proud to be part of that change. We host some of the most proficient and respected Rwandan tech companies. Some companies have outgrown our space, prompting us to expand with a new building retain current companies and attract more members. We believe there is an opportunity for East African companies not yet in Rwanda to establish a presence here, and our goal with the new building is to create the right conditions to host more impact companies and inspire more people to take the path of impact entrepreneurship.

Finally, you address the funding challenges faced by African startups. How do you better support them through the Norrsken experience, and what do they concretely need?

Norrsken House does not directly invest in startups. Investments come from the Norrsken funds, which are independent entities with a clear mandate to invest in commercially viable startups. Our role is to inspire and support startups by raising their profile and giving them access to learning resources to prepare for investment. We create the right environment for entrepreneurs to connect with investors, holding learning sessions, launch events,

office hours, and using our communication channels to highlight members. This environment makes it easier for members to secure investments.

"The landscape of tech entrepreneurship and companies in Rwanda has transformed significantly over the past five years, and we are proud to be part of that change"

You invite other funds to join you in this ambition. Is the Rwandan tech sector, and African tech in general, attractive to international investors?

Yes, it depends on the type of investor. There are various types of investors and investments, so not everything appeals to everyone. However, there are definitely opportunities to make investments. The key is to connect the right opportunities with the right types of investments. Not everyone will get funding from VCs, but

there are other options like grant funding, equity funding, loans, and private equity. Africa has these opportunities and is attractive to different types of investors, including Rwanda.

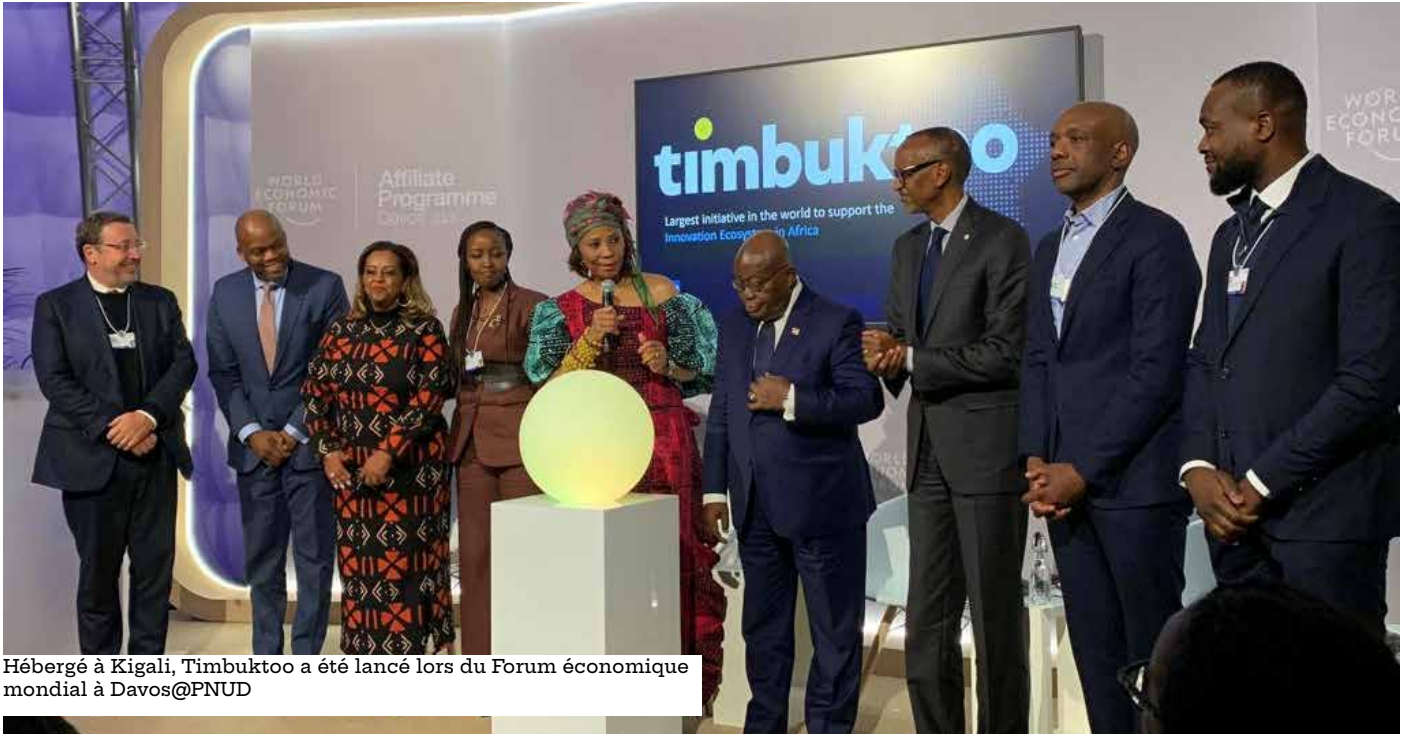
To conclude, what are your future projects and objectives in Rwanda and Africa over the coming months?

Our goal is to catalyze more investments and build solutions that benefit the planet. We want more people to take the path of impact entrepreneurship, creating companies that seriously address planetary issues while being great places to work. This can be achieved by catalyzing capital that allows these companies to scale. We aim to do this from Rwanda, for Africa, and the entire world.



Timbuktoo : une Initiative majeure pour soutenir les startups en Afrique

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) dévoile «timbuktoo», une initiative ambitieuse visant à révolutionner l'écosystème des startups en Afrique. Avec une contribution initiale de 3 millions de dollars du président Paul Kagame, timbuktoo aspire à devenir la plus grande facilité de financement mondiale pour catalyser les startups africaines.



Hébergé à Kigali, Timbuktoo a été lancé lors du Forum économique mondial à Davos@PNUD

Le PNUD vient de lancer «timbuktoo», une initiative majeure en collaboration avec des pays africains, dévoilée lors d'une session spéciale du Forum économique mondial à Davos. Avec la participation de dirigeants tels que Paul Kagame et Nana Akufo-Addo, l'initiative vise à devenir la plus grande facilité de financement mondiale pour soutenir les startups en Afrique.

«Nous ne pouvons pas accepter qu'une autre génération de jeunes africains ne dispose pas des outils nécessaires pour atteindre leur plein potentiel»

«Nous ne pouvons pas accepter qu'une autre génération

de jeunes africains ne dispose pas des outils nécessaires pour atteindre leur plein potentiel, » a souligné Paul Kagame, qui a annoncé une contribution immédiate de 3 millions de dollars pour lancer le Fonds d'innovation africain de timbuktoo, qui sera hébergé à Kigali. « Avec l'objectif d'un milliard de dollars fixé par Timbuktoo, nous pouvons créer davantage d'opportunités pour que la jeunesse africaine puisse mettre à profit son talent et sa créativité. »

«Pour de nombreux pays africains, notre principal défi est désormais de garantir que nous mettons en place les structures adéquates pour permettre aux jeunes

Africains de créer des entreprises innovantes et convaincantes qui peuvent contribuer de manière significative à la création d'emplois et à une croissance économique durable », a souligné Nana Akufo-Addo. J'ai hâte de nous voir créer un avenir où l'innovation est encouragée, l'ingéniosité est soutenue et la prospérité est partagée. »

«J'ai hâte de nous voir créer un avenir où l'innovation est encouragée, l'ingéniosité est soutenue et la prospérité est partagée»

Promue par le PNUD, timbuktoo vise à combler des lacunes critiques et à travailler avec les gouvernements

africains, les investisseurs, les entreprises et les universités pour soutenir l'écosystème des startups africaines. « timbuktoo est un nouveau modèle de développement, » a expliqué l'administrateur Achim Steiner. Nous rassemblons des acteurs clés pour agir sur tous les fronts en même temps. Qu'il s'agisse d'une législation favorable aux startups, de la création de startups de classe mondiale et de la réduction des risques de capital pour augmenter les investissements, jusqu'aux UniPods – University Innovation Pods – établis à travers l'Afrique, nous visons à combler les lacunes critiques et à soutenir l'écosystème des startups. Cela permettra aux innovations de se développer et de bénéficier aux populations d'Afrique et d'ailleurs sur la planète. »

Actuellement, la part de l'Afrique dans la valeur mondiale des startups s'élève à seulement 0,2%, contre 2% de la valeur du commerce mondial. La grande majorité, 89%, du capital-risque entrant en Afrique est du capital étranger et 83% sont concentrés dans quatre pays : le Nigéria, le Kenya, l'Afrique du Sud et l'Égypte, avec plus de 60% du capital allant vers un seul secteur, la fintech.

“Une économie africaine axée sur la connaissance peut transformer le continent, bien au-delà même de la richesse des ressources qui se trouvent sous son sol et sur ses terres. C'est une véritable révolution”

« Une économie africaine axée sur la connaissance peut transformer

le continent, bien au-delà même de la richesse des ressources qui se trouvent sous son sol et sur ses terres. C'est une véritable révolution », a souligné Ahunna Eziakonwa, administratrice adjointe du PNUD et directrice du bureau régional pour l'Afrique. « timbuktoo transformera les idées et les innovations naissantes en entreprises panafricaines significatives et disruptives qui attireront des investissements mondiaux et locaux, générant de la richesse et du bien-être pour des millions de personnes en Afrique et au-delà, en se concentrant sur des solutions innovantes pour les gens et notre planète ».

Avec une augmentation sans précédent des investissements privés en capital-risque, une croissance six fois plus rapide que la moyenne mondiale en 2022, une population jeune et dynamique et des startups technologiques en croissance rapide, l'Afrique est une future puissance technologique. Des entreprises africaines clés sont déjà à la pointe de certaines technologies numériques mondiales, telles que l'argent

mobile, et des millions de personnes abandonnent les voies de développement traditionnelles.

Mobiliser et investir 1 milliard de dollars de capital

L'ambition de timbuktoo est de mobiliser et d'investir 1 milliard de dollars de capital catalyseur et commercial pour transformer 100 millions de moyens de subsistance et créer 10 millions de nouveaux emplois dignes. Ce qui rend timbuktoo unique, c'est sa conception, qui associe capital commercial et capital catalyseur pour réduire les risques d'investissement privé, avec une approche panafricaine de soutien aux startups, tout en se concentrant également sur l'ensemble de l'écosystème, en engageant et en approfondissant les liens entre la politique gouvernementale, les universités, entreprises, partenaires de développement, partenaires catalyseurs et investisseurs commerciaux.

Pour en savoir plus :

<https://www.undp.org/>



Timbuktoo initiative to unleash Africa's startup revolution

The United Nations Development Program (UNDP) unveils «timbuktoo», an ambitious initiative aimed at revolutionizing the startup ecosystem in Africa. With an initial contribution of \$3 million from President Paul Kagame, timbuktoo aspires to become the world's largest financing facility to catalyze African startups.



Hosted in Kigali, Timbuktoo was launched at the World Economic Forum in Davos@UNDP

The UNDP has just launched «timbuktoo», a major initiative in collaboration with African countries, unveiled at a special session of the World Economic Forum in Davos. With the participation of leaders such as Paul Kagame and Nana Akufo-Addo, the initiative aims to become the world's largest financing facility to support startups in Africa.

"We cannot accept that another generation of African young people do not have the tools to reach their full potential"

"We cannot accept that another generation of African young people do not have

the tools to reach their full potential," emphasized Paul Kagame, who announced an immediate contribution of US\$3 million to start the timbuktoo Africa Innovation Fund which will be hosted in Kigali. With timbuktoo's billion-dollar target, we can create more opportunities for Africa's youth to put their talent and creativity to good use."

"For many African countries, our foremost challenge now is to ensure we put in place the right structures to enable young Africans to create innovative and compelling businesses that can contribute significantly

creation and sustainable economic growth," highlighted Nana Akufo-Addo. I'm excited about the future of our continent. I look forward to seeing us create a future where innovation is encouraged, ingenuity is supported and prosperity is shared."

"I'm excited about the future of our continent. I look forward to seeing us create a future where innovation is encouraged, ingenuity is supported and prosperity is shared"

Promoted by the UNDP, timbuktoo aims to address critical gaps and work with African governments,

investors, corporates, and universities, to support the African startup ecosystem. “timbuktoo is a new model of development. We are gathering key actors to push on all fronts at the same time. From startup-friendly legislation, global-class startup building, and de-risking capital to increase investment, to the UniPods – University Innovation Pods – across Africa, we aim to fill critical gaps and support the startup ecosystem. This will enable innovations to grow and benefit people in Africa and elsewhere on the planet,” stressed Administrator Steiner.

Currently, Africa’s share of global startup value stands at just 0.2 percent, compared to 2 percent of global trade value. The vast majority, 89 percent, of venture capital coming into Africa is foreign capital and 83 percent is concentrated in four countries: Nigeria, Kenya, South Africa, and Egypt, with over 60% of capital flowing to one sector, fintech.

“We aim to fill critical gaps and support the startup ecosystem”

“A knowledge-driven African economy can transform the continent, far beyond even the wealth of the resources that lie beneath its ground and on its land. It is a true revolution,” emphasized Ms Ezia-konwa. “timbuktoo will turn ideas and nascent innovations into meaningful

scaling and disruptive pan-African enterprises that attract global and local investment, generating wealth and wellbeing for millions of people in Africa and beyond, focusing on innovative solutions for people and planet”.

“A knowledge-driven African economy can transform the continent, far beyond even the wealth of the resources that lie beneath its ground and on its land. It is a true revolution”

With an unparalleled surge in private venture capital investments, growing six times faster than the global average in 2022, a vibrant youthful population and rapidly expanding tech startups, Africa is a future tech powerhouse. Key African companies are already leading in some global digital technologies, such as mobile money, and millions of people are leapfrogging traditional development paths.

“timbuktoo’s ambition is to mobilize and invest US\$ 1 billion of catalytic and commercial capital”

timbuktoo’s ambition is to mobilize and invest US\$ 1 billion of catalytic and commercial capital to transform 100 million livelihoods and create 10 million dignified new jobs. What makes timbuktoo unique is its design, which blends commercial and catalytic capital to de-risk private investment, with a pan-African approach to supporting startups, while also focusing on the whole ecosystem, engaging and deepening the linkages between government policy, universities, corporates, development partners, catalytic partners, and commercial investors.

For more information :

<https://www.undp.org/>



Kenya vs Nigeria : la course pour le leadership numérique en Afrique

Au cours des dernières années, le Kenya a émergé comme le nouveau pôle d'innovation et de développement technologique en Afrique, surpassant même le Nigéria pour devenir le leader du marché technologique sur le continent. Cette ascension fulgurante repose sur plusieurs facteurs clés, notamment l'innovation dans les paiements mobiles, les investissements massifs dans les start-ups, l'amélioration de l'infrastructure technologique et l'engagement gouvernemental.



Konza city vitrine du dynamiser de l'écosystème numérique kenyan@Konza city

Surnommé «Silicon Savannah», le Kenya abrite l'une des scènes technologiques les plus dynamiques du continent. Bénéficiant de vitesses d'internet mobile parmi les plus élevées au monde et d'un écosystème technologique estimé à 1 milliard d'USD, le pays attire des entreprises de renom telles que Facebook, Microsoft et IBM. Des entreprises, comme celles œuvrant dans les technologies de l'information et de la communication (TIC), ont également trouvé un terrain fertile pour leurs innovations, notamment avec des solutions de

paiement mobile révolutionnaires telles que M-Pesa.

Kenya : Des politiques favorables aux start-ups et aux investissements étrangers

La création de hubs technologiques comme iHub à Nairobi a catalysé l'émergence d'un écosystème propice à l'innovation et à la collaboration. Ces initiatives offrent aux entreprises des opportunités uniques de partenariats dynamiques avec des professionnels locaux.

L'engagement gouvernemental a également joué un rôle déterminant dans le succès du secteur technologique kényan. Des politiques favorables aux start-ups et aux investissements étrangers, ainsi que la promotion des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STEM), ont renforcé la confiance des entrepreneurs et des investisseurs.

Lesquels ont confirmé en 2023 leur confiance dans le produit kényan. Selon le rapport annuel 2023 Africa Tech Venture Capital de



La multiplication des incubateurs tels que iHub à Nairobi a catalysé l'émergence d'un environnement propice à l'innovation @Kenya Hub Digital

Partech Africa, le Kenya prend la tête avec \$719 millions levés, devant l'Afrique du Sud, l'Égypte, et le Nigéria, qui restent les principales destinations d'investissement en Afrique, captant 79 % du financement.

Le Nigéria quant à lui a connu une baisse significative de 59% du total d'investissement par fonds propres, atteignant \$468 millions en 2023, mais est resté en tête du nombre d'opérations réalisées sur ce type de financement. Véritable pépinière de startups, le Nigéria affiche également un écosystème numérique en plein essor.

Nigéria : un centre de création de contenu numérique et de technologies de l'information en Afrique

Le Nigeria, avec sa population de plus de 200 millions d'habitants, offre un marché intérieur immense pour les entreprises technologiques. Lagos, surnommée «Nollywood», est un centre de création de contenu numérique et de technologies de l'information en Afrique. Les start-ups nigérianes ont connu un succès

remarquable dans des secteurs variés tels que la fintech, l'e-commerce et les services en ligne.

Cependant, le Nigeria est confronté à des défis tels que l'instabilité politique, l'insécurité et les infrastructures inadéquates, ce qui peut entraver la croissance de son écosystème numérique. En revanche, le Kenya bénéficie d'une stabilité politique relative et d'infrastructures numériques avancées, ce qui en fait un environnement plus attrayant pour les investissements étrangers et l'innovation.

En attendant, si le Kenya excelle dans les technologies financières et bénéficie d'un soutien gouvernemental solide, alors que le Nigeria se

démarque par son marché intérieur vaste et dynamique malgré les défis persistants, tous deux se confirment comme des pépinières d'innovations technologiques, attirant la majeure partie des investissements dans la tech en Afrique.

A ce titre, le président kényan, William Ruto, a récemment effectué une visite de deux jours dans la Silicon Valley pour promouvoir les atouts de son pays et nouer des partenariats avec des entreprises comme Apple, Microsoft, lequel a annoncé, avec G42, un investissement d'1 milliard \$ dans le numérique au Kenya, ou encore Google. En marge de ce voyage, Prenant ainsi les devants sur son homologue nigérian.



Lagos s'affiche comme une pépinière de startups@DR

KENYA VS NIGERIA : digital hub competition

In recent years, Kenya has emerged as the new hub of innovation and technological development in Africa, even surpassing Nigeria to become the leader in the continent's technology market. This rapid rise is based on several key factors, including innovation in mobile payments, massive investments in startups, improved technological infrastructure, and government engagement.



Konza city showcases Kenya's dynamic digital ecosystem@Konza city

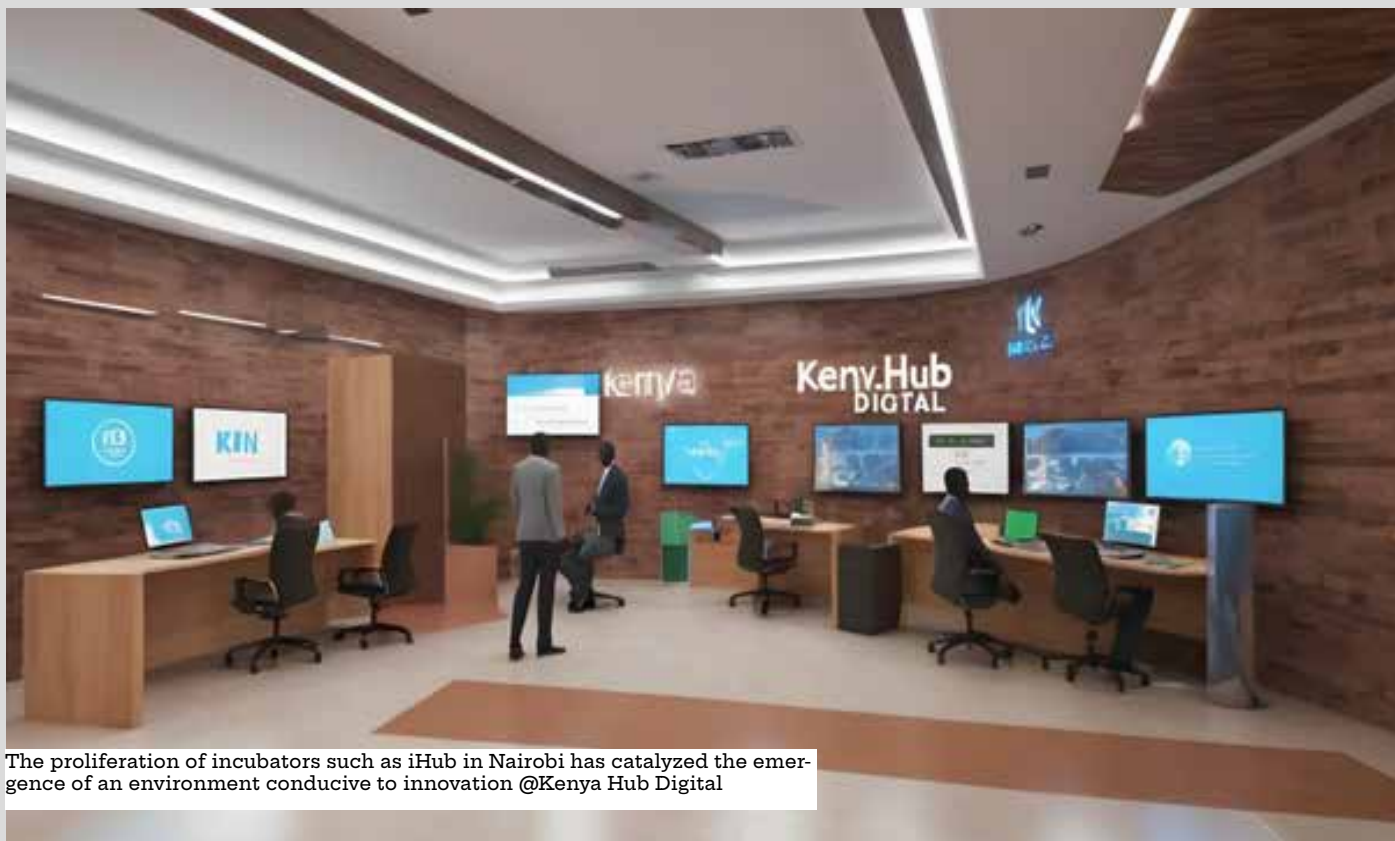
Nicknamed «Silicon Savannah,» Kenya is home to one of the continent's most dynamic tech scenes. Benefiting from some of the highest mobile internet speeds in the world and a tech ecosystem estimated at USD 1 billion, the country attracts renowned companies such as Facebook, Microsoft, and IBM. Swiss companies, particularly those working in information and communication technology (ICT), have also found fertile ground for their innovations, notably with revolutionary mobile payment solutions like M-Pesa.

Kenya: Favorable policies for startups and foreign investments

The creation of tech hubs like iHub in Nairobi has catalyzed the emergence of an ecosystem conducive to innovation and collaboration. These initiatives offer unique opportunities for dynamic partnerships with local professionals. Government engagement has also played a crucial role in the success of Kenya's tech sector. Policies favorable to startups and foreign investments, as well as the promotion

of science, technology, engineering, and mathematics (STEM), have bolstered the confidence of entrepreneurs and investors.

In 2023, this confidence was confirmed. According to Partech Africa's 2023 Africa Tech Venture Capital report, Kenya leads with \$719 million raised, ahead of South Africa, Egypt, and Nigeria, which remain the main investment destinations in Africa, capturing 79% of the funding. Nigeria, on the other hand, experienced a significant 59% drop in total equity investment,



The proliferation of incubators such as iHub in Nairobi has catalyzed the emergence of an environment conducive to innovation @Kenya Hub Digital

in 2023, but remained at the forefront in the number of deals completed in this type of financing. A true startup incubator, Nigeria also showcases a thriving digital ecosystem.

Nigeria: A hub for digital content creation and information technology in Africa

Nigeria, with its population of over 200 million, offers a vast domestic market for tech companies. Lagos, nicknamed «Nollywood,» is a center for digital content creation and information technology in Africa. Nigerian startups have seen remarkable success in various sectors such as fintech, e-commerce, and online services. However, Nigeria faces challenges such as political instability, insecurity, and inadequate infrastructure, which can hinder the growth of its digital ecosystem. In contrast, Kenya enjoys relative political stability and advanced

digital infrastructure, making it a more attractive environment for foreign investment and innovation.

Meanwhile, while Kenya excels in financial technologies and benefits from strong government support, Nigeria stands out for its vast and dynamic domestic market despite persistent challenges. Both are confirmed as incubators of technological innovations, his Nigerian counterpart.

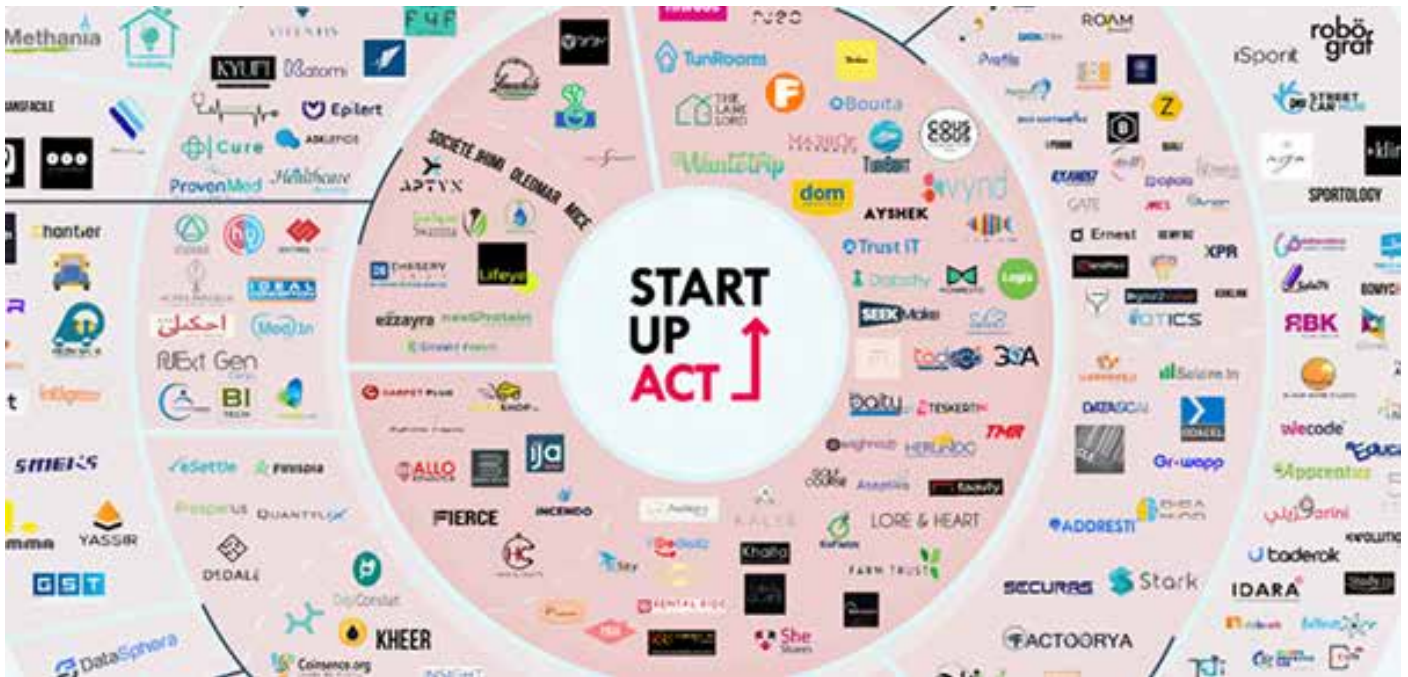
attracting the majority of tech investments in Africa. In this regard, Kenyan President William Ruto recently made a two-day visit to Silicon Valley to promote his country's strengths and establish partnerships with companies like Apple, Microsoft—which announced, with G42, a \$1 billion investment in digital technology in Kenya—and Google. This proactive move places him ahead of his Nigerian counterpart.



Lagos appears to be an incubator for startups@DR

Startup Act Tunisien : un catalyseur pour l'écosystème entrepreneurial africain

Depuis son adoption en 2018, le Startup Act tunisien s'est imposé comme un pivot essentiel dans le développement de l'écosystème entrepreneurial du pays. Alors que le Startup Act 2.0 est en gestation pour répondre aux défis persistants, son impact s'est fait sentir non seulement localement, mais aussi à travers l'Afrique, inspirant d'autres nations du continent alors qu'il a été pris pour référent par l'Union africain.



En offrant des incitations fiscales attractives aux startups et aux investisseurs, le Startup Act a encouragé la création de nouvelles entreprises et stimulé l'esprit d'entreprise à travers le pays@GSMA

Le Startup Act tunisien, promulgué en 2018, est entré dans sa cinquième année d'existence, marquant ainsi une étape significative dans le développement de l'écosystème entrepreneurial du pays. Conçu pour promouvoir la création et le développement des startups, ce cadre législatif a intégré 20 mesures de soutien aux entrepreneurs, investisseurs et startups, ouvrant ainsi la voie à une nouvelle ère d'innovation et de croissance économique en Tunisie.

Depuis lors, le pays a attribué plus de 1000 labels de startups, offrant un soutien crucial à ces entreprises

émergentes. Pour rappel, le programme «Startup Tunisia», lancé en 2019, visait à créer un environnement propice à l'épanouissement des startups tunisiennes sur la scène régionale et mondiale, avec pour objectif la création de 1000 startups et de 10 000 emplois d'ici à 2024.

Le Startup Act a révolutionné l'approche tunisienne en matière d'innovation. En proposant des incitations fiscales attractives tant pour les startups que pour les investisseurs, il a encouragé la création d'un grand nombre de nouvelles entreprises, impulsant ainsi un

véritable essor entrepreneurial. Ces mesures ont également favorisé l'essor de secteurs clés tels que la technologie, les services financiers et les énergies renouvelables, contribuant ainsi à diversifier l'économie tunisienne.

En outre, le Startup Act a renforcé l'écosystème entrepreneurial en facilitant l'accès au marché pour les startups, en simplifiant les procédures administratives et en favorisant la collaboration entre les secteurs public et privé. Des initiatives axées sur le renforcement des compétences

entrepreneuriales et la promotion de l'innovation ouverte ont également été mises en place, renforçant ainsi la vitalité de la communauté des startups en Tunisie.

“Le Startup Act 1.0 était important et nécessaire pour créer une nouvelle dynamique, mais pas suffisant pour assurer sa pérennité”

Depuis, si des mises à jour ont été apportées, la législation continuant d'évoluer au gré des besoins, alors qu'il entre dans sa cinquième année, le Startup Act affiche un bilan mitigé : avec des réussites notables enregistrées, il reste confronté à plusieurs défis. Ainsi que le souligne Smart Capital, la société de gestion chargée de la mise en œuvre de Startup Tunisia, laquelle “vise à faire de la Tunisie un pays de start-up au carrefour de la Méditerranée, de la région Mena et de l'Afrique”. S'il juge “spectaculaire” les avancées apportées par le Startup Act dans l'écosystème tech tunisien, Smart Capital nuance ainsi: “le Startup Act 1.0 était important et nécessaire pour créer une nouvelle dynamique, mais pas suffisant pour assurer sa pérennité.”

La lenteur des processus administratifs, le manque de financement pour les startups à un stade précoce et les lacunes en matière de formation et d'accompagnement demeurent des obstacles majeurs à la croissance de l'écosystème



Le Startup Act 2.0 est prévu cette année@Novation city

entrepreneurial. De plus, la nécessité de renforcer la protection de la propriété intellectuelle et de promouvoir l'entrepreneuriat féminin reste une priorité pour assurer la durabilité et l'inclusivité de la croissance économique.

Startup Act 2.0 en gestation

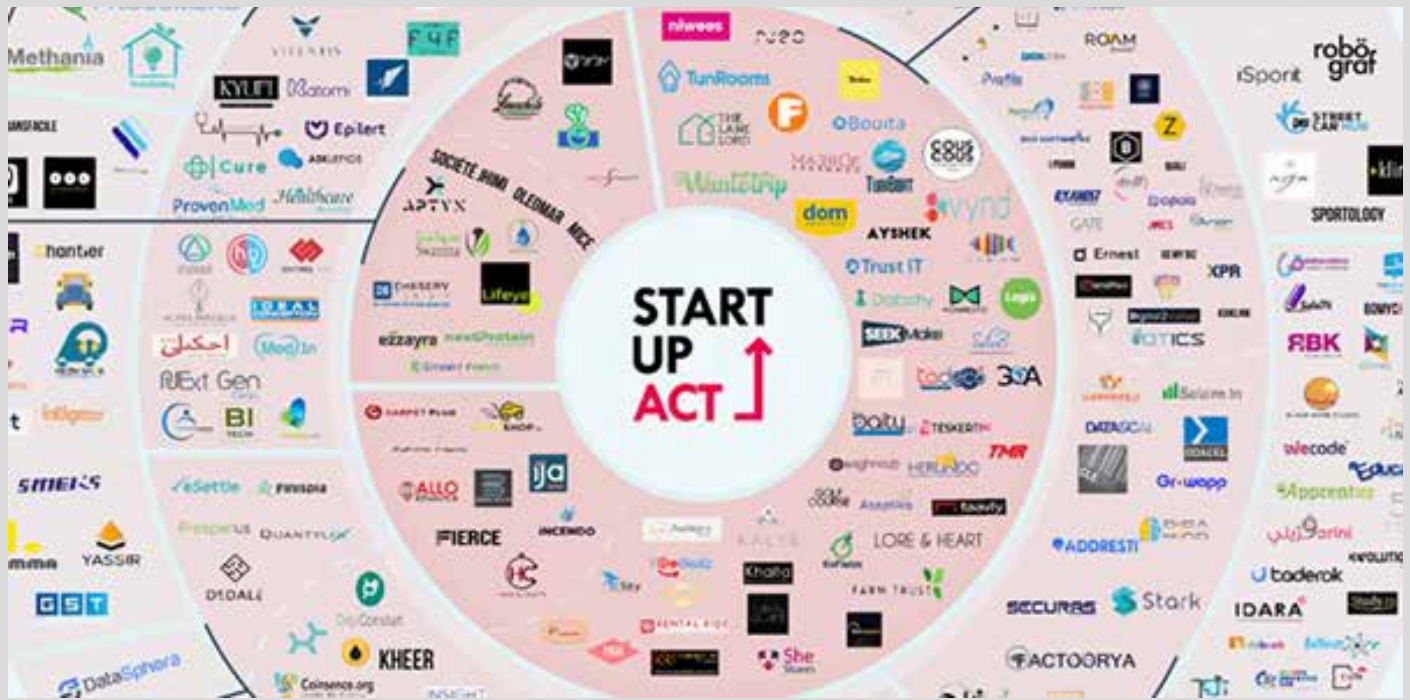
Cependant, ces défis offrent également des opportunités d'amélioration. En investissant dans l'éducation entrepreneuriale, en mettant en place des programmes de mentorat et de coaching et en renforçant les liens entre les universités, les entreprises et les organismes gouvernementaux, la Tunisie peut créer

un environnement encore plus propice à l'innovation et à la croissance des startups. Le Startup Act 2.0, dont la promulgation est prévue cette année, doit apporter des réponses concrètes à ces enjeux cruciaux.

Au-delà des frontières tunisiennes, le Startup Act a suscité l'intérêt de l'Union africaine qui l'a pris pour référent de même que d'autres pays du continent. Des initiatives similaires ont ainsi vu le jour en Algérie, au Sénégal et au Rwanda, plus récemment en Côte d'Ivoire, illustrant ainsi l'influence positive et l'impact régional du modèle tunisien.

Tunisian Startup Act : a catalyst for the African entrepreneurial ecosystem

Since its adoption in 2018, the Tunisian Startup Act has emerged as a crucial pivot in the development of the country's entrepreneurial ecosystem. As Startup Act 2.0 is in the works to address persistent challenges, its impact has been felt not only locally but also across Africa, inspiring other nations on the continent as it has been adopted as a reference by the African Union.



By offering attractive tax incentives to start-ups and investors, the Startup Act has encouraged the creation of new businesses and stimulated the entrepreneurial spirit across the country@GSMA

The Tunisian Startup Act, enacted in 2018, has entered its fifth year of existence, marking a significant milestone in the development of the country's entrepreneurial ecosystem. Designed to promote the creation and development of startups, this legislative framework has integrated 20 measures to support entrepreneurs, investors, and startups, thus paving the way for a new era of innovation and economic growth in Tunisia.

Since then, the country has awarded over 1000 startup labels, providing crucial support to these emerging enterprises. The «Startup

Act, Tunisia» program, launched in 2019, aims to create an environment conducive to the growth of Tunisian startups on the regional and global stage, with the goal of creating 1000 startups and 10,000 jobs by 2024.

The Startup Act has revolutionized Tunisia's approach to innovation. By offering attractive tax incentives for both startups and investors, it has encouraged the creation of a large number of new businesses, thus driving a real entrepreneurial boom. These measures have also fostered the growth of key sectors such as technology, financial services, and

renewable energy, contributing to the diversification of the Tunisian economy.

Moreover, the Startup Act has strengthened the entrepreneurial ecosystem by facilitating market access for startups, streamlining administrative procedures, and promoting collaboration between the public and private sectors. Initiatives focused on enhancing entrepreneurial skills and promoting open innovation have also been implemented, thus bolstering the vitality of the startup community in Tunisia.



Initiatives aimed at strengthening entrepreneurial skills and encouraging innovation @Novation city

“Startup Act 1.0 was important and necessary to create a new dynamic, but not sufficient to ensure its sustainability”

Since then, while updates have been made, the legislation continues to evolve to meet evolving needs, as it enters its fifth year, the Startup Act has a mixed record: with notable successes recorded, it still faces several challenges. As noted by Smart Capital, the management company responsible for implementing Startup Tunisia, which «aims to make Tunisia a startup country at the crossroads of the Mediterranean, the MENA region, and Africa.» While it considers the advances brought about by the Startup Act in the Tunisian tech ecosystem «spectacular,» Smart Capital thus qualifies: «Startup Act 1.0 was

important and necessary to create a new dynamic, but not sufficient to ensure its sustainability.»

The slow pace of administrative processes, the lack of funding for early-stage startups, and shortcomings in training and support remain major obstacles to the growth of the entrepreneurial ecosystem. Moreover, the need to strengthen intellectual property protection and promote female entrepreneurship remains a priority to ensure the sustainability and inclusivity of economic growth.

Startup Act 2.0 in the works

However, these challenges also offer opportunities for improvement. By investing in entrepreneurial

education, implementing mentoring and coaching programs, and strengthening links between universities, businesses, and government agencies, Tunisia can create an even more conducive environment for innovation and startup growth. Startup Act 2.0, whose enactment is planned for this year, must provide concrete answers to these crucial issues.

Beyond Tunisian borders, the Startup Act has attracted the interest of the African Union, which has adopted it as a reference, as well as other countries on the continent. Similar initiatives have thus emerged in Algeria, Senegal, and Rwanda, more recently in Côte d'Ivoire, thus illustrating the positive influence and regional impact of the Tunisian model.

Gabon Digital : une transformation numérique ambitieuse

Une étape clé est en train d'être atteinte dans la digitalisation du Gabon. Le pays, soutenu par un investissement massif de 41 milliards de FCFA de la Banque mondiale, s'engage dans une révolution numérique avec le projet « Gabon Digital ».



Cet investissement marque le début d'une transformation numérique baptisée « Gabon Digital »@DR

Le Gabon se prépare à franchir une étape cruciale dans la modernisation de son administration publique grâce à un investissement significatif de 41 milliards de FCFA, accordé par la Banque mondiale. Cet investissement marque le début d'une transformation numérique ambitieuse baptisée « Gabon Digital ».

Des ambitions claires pour une administration efficiente

Le projet « Gabon Digitale » a pour objectif de révolutionner l'administration publique gabonaise par l'adoption de technologies de pointe. Parmi les initiatives prévues figurent la construction d'un data center ultramoderne,

le développement d'applications numériques et la réhabilitation du Réseau connecté des administrations du Gabon (RAG). L'objectif est de rendre les services publics plus accessibles, transparents et efficaces, améliorant ainsi la relation entre l'administration et les citoyens.

Un projet inclusif et sécurisé

La digitalisation de l'administration gabonaise n'est pas seulement une question de modernisation, mais aussi d'inclusivité. Le projet vise à réduire les inégalités d'accès aux services publics, en particulier pour les groupes les plus vulnérables. En outre, des mesures seront prises pour renforcer la protection des données et améliorer la cybersécurité, garantissant ainsi la confidentialité et la sécurité des informations des citoyens. Les avantages de cette transformation numérique sont multiples. Elle promet d'optimiser les processus administratifs, de réduire les délais de traitement des dossiers et d'améliorer l'expérience utilisateur pour les citoyens. De plus, elle devrait stimuler la croissance économique en créant de nouvelles opportunités dans le secteur des technologies de l'information.

Former pour un avenir numérique

Un aspect crucial du projet « Gabon Digitale » est la formation. Il est essentiel que les fonctionnaires soient formés à l'utilisation des nouveaux outils numériques. Cela garantira non seulement une adoption efficace de ces technologies, mais aussi leur utilisation optimale au service du public. Le Gabon se positionne ainsi comme un pionnier en Afrique dans la digitalisation de l'administration publique. Ce projet ambitieux est une opportunité de dynamiser la croissance économique, de réduire la pauvreté et d'améliorer la vie des Gabonais.

Des outils pour affiner les politiques publiques

L'année 2023 a vu la présentation d'un nouvel outil, le tableau de bord de l'économie numérique inclusive (Inclusive Digital Economy Scorecard, IDES), permettant d'affiner les politiques publiques en faveur des populations les plus défavorisées. Les acteurs gabonais ont défini une feuille de route pour appuyer le développement de la finance numérique, avec plusieurs chantiers ouverts en 2024. L'IDES, développé par United Nations Capital Development Fund (UNCDF), est un tableau de bord évolutif dont les indicateurs sont nourris par des données internationales et locales actualisées chaque année.

Plaidoyer en faveur des start-ups de la tech gabonaise

Plus largement, le Gabon souhaite accélérer la digitalisation de son économie. À cette fin, un Groupe de travail sur la finance numérique (GTFN) a été constitué fin avril 2023 avec l'appui de l'UNCDF. Ce groupe inclut des opérateurs télécoms, des institutions financières, des incubateurs de start-ups numériques, des fintechs, et des représentants du secteur public. Le GTFN a établi une feuille de route pour 2024, avec des ambitions de plaidoyer en faveur des start-ups de la tech gabonaise, visant notamment à réduire les coûts d'interopérabilité au niveau régional.

Renforcer les compétences numériques

En 2023, le Gabon a mis l'accent sur le renforcement des

capacités en finance digitale pour accroître sa résilience face aux crises externes. Des formations ont été dispensées aux professionnels gabonais des secteurs public et privé, financées par l'Africa Policy Accelerator et le programme DFS4Res. En 2024, UNCDF souhaite étendre ce programme de renforcement des capacités avec de nouveaux parcours en ligne dédiés au public francophone.

Digitaliser les MPME et les chaînes de valeur agricole

UNCDF continue d'accompagner la fintech CLIKPAY, nouvellement agréée, pour renforcer l'accès aux services financiers numériques. D'autres initiatives incluent la digitalisation des MPME et des chaînes de valeur agricole, notamment la filière maraîchère, en partenariat avec la FAO Gabon.

Faire du Gabon un leader africain en digitalisation d'ici 2025

Le Gabon est aujourd'hui, le 6ème pays le plus performant d'Afrique dans le secteur des TIC et le 1er de la sous-région. Au cœur du Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE), visant à faire du Gabon un leader africain en digitalisation d'ici 2025, le numérique a fait l'objet d'un certain nombre de mesures qui apportent leurs fruits aujourd'hui. Parmi lesquelles la création de l'ARCEP et l'ANINF, la mise à jour des infrastructures dont 1 100 km de fibre optique déployée et un prêt de 110 millions de dollars de la Banque Mondiale, le projet CAB4 financé par la Banque Mondiale et la BAD. De mêmes, les initiatives comme e-Gabon, la SING, et le programme « Train my generation : Gabon 5 000 » ont également vu le jour pour soutenir la transition digitale. Laquelle s'accélère c'est un fait.

Gabon Digital : an ambitious digital transformation

A key milestone is being reached in Gabon's digitalization journey. The country, backed by a massive investment of 41 billion CFA francs from the World Bank, is embarking on a digital revolution with the «Gabon Digital» project.



This investment marks the beginning of an ambitious digital transformation initiative dubbed « Gabon digital»@DR

Gabon is gearing up to achieve a pivotal milestone in modernizing its public administration with a significant investment of 41 billion CFA francs, granted by the World Bank. This investment marks the beginning of an ambitious digital transformation initiative dubbed «Gabon Digital».

Clear ambitions for an efficient administration

The «Gabon Digital» project aims to revolutionize the Gabonese public administration through the adoption of cutting-edge technologies. Planned initiatives include the construction of an ultra-modern

data center, the development of digital applications, and the rehabilitation of the Gabonese Connected Administration Network (RAG). The goal is to make public services more accessible, transparent, and efficient, thereby enhancing the relationship between the administration and citizens.

An inclusive and secure project

The digitalization of the Gabonese administration is not only about modernization but also about inclusivity. The project aims to reduce inequalities in access to public services, especially for the most vulnerable groups. Furthermore, measures will be taken to enhance data protection and improve cybersecurity, ensuring the confidentiality and security of citizens' information.

The benefits of this digital transformation are manifold. It promises to streamline administrative processes, reduce processing times, and enhance the user experience for citizens. Moreover, it is expected to drive economic growth by creating new opportunities in the information technology sector.

Training for a digital future

A crucial aspect of the «Gabon Digital» project is training. It is essential for civil servants to be trained in the use of new digital tools. This will ensure not only effective adoption of these technologies but also their optimal use in serving the public. Gabon is thus positioning itself as a pioneer in Africa in the digitalization of public administration. This ambitious project is an opportunity to boost economic growth, alleviate poverty, and improve the lives of Gabonese citizens.

Tools for refining public policies

In 2023, a new tool was introduced, the Inclusive Digital Economy Scorecard (IDES), allowing for the fine-tuning of public policies in favor of the most disadvantaged populations. Gabonese stakeholders have defined a roadmap to support the development of digital finance, with several projects underway in 2024. The IDES, developed by the United Nations Capital Development Fund (UNCDF), is an evolving dashboard whose indicators are fueled by international and local data updated annually.

Advocacy for Gabonese Tech Startups

More broadly, Gabon aims to accelerate the digitalization of its economy. To this end, a Digital Finance Task Force (DFTF) was established in late April 2023 with the support of UNCDF. This group includes telecom operators, financial institutions, digital startup incubators, fintech companies, and representatives from the public sector. The DFTF has set a roadmap for 2024, with advocacy ambitions for Gabonese tech startups, aiming in particular to reduce interoperability costs at the regional level.

Enhancing digital skills

In 2023, Gabon focused on strengthening digital finance capabilities to increase resilience to external crises. Training was provided to Gabonese professionals in the public and private sectors, funded by the

Africa Policy Accelerator and the DFS4Res program. In 2024, UNCDF aims to expand this capacity-building program with new online courses dedicated to the Francophone audience.

Digitizing MSMEs and agricultural value chains

UNCDF continues to support the newly licensed fintech CLIKPAY to enhance access to digital financial services. Other initiatives include digitizing MSMEs and agricultural value chains, notably the vegetable farming sector, in partnership with FAO Gabon.

Making Gabon an African leader in digitalization by 2025

Gabon is currently the 6th most performing country in Africa in the ICT sector and the 1st in the sub-region. At the heart of the Strategic Plan for an Emerging Gabon (PSGE), aimed at making Gabon a leader in digitalization in Africa by 2025, digitalization has been subject to a number of measures that are bearing fruit today. Among them are the creation of ARCEP and ANINF, the updating of infrastructure including 1,100 km of deployed fiber optic and a \$110 million loan from the World Bank, the CAB4 project financed by the World Bank and the AfDB. Similarly, initiatives such as e-Gabon, SING, and the «Train my generation: Gabon 5,000» program have also emerged to support digital transition. This acceleration is a fact.



ANAkids

ANAKIDS : LES NEWS PAR LES KIDS POUR LES KIDS

École de codage : des ados super deviennent des pros du digital !



63 super ados âgés de 12 à 17 ans ont terminé l'École de codage à Dar es Salaam, avec ThinkYoung et Boeing. C'était en avril 2024 ! Maintenant, ils ont plein de super pouvoirs digitaux pour leur avenir. N'est-ce pas génial ?

Cette école est tellement cool ! Elle aide la Tanzanie à devenir super forte en technologie. Les ados ont appris à coder, à fabriquer des robots et même à piloter des drones ! En plus, ils ont rencontré des pros de la tech et de l'aviation. Génial ! Farhana, 14 ans, a adoré : « J'ai rencontré plein d'autres ados qui aiment les sciences, et c'était super cool ! » Kuljit Ghata-Aura de Boeing a dit que le codage est super important pour le futur. Il espère que cela aidera les enfants à réaliser leurs rêves.

ThinkYoung pense que cette école inspirera beaucoup d'autres pays en Afrique. Ce serait génial ! Depuis 2016, avec Boeing, ils aident beaucoup d'enfants à devenir des pros de la tech. Et devinez quoi ? Plus de 60% des ados dans cette école sont des filles ! Super, non ? Ça casse les stéréotypes. Beaucoup d'autres programmes comme celui-ci apparaissent en Afrique pour faire des enfants des champions de la tech. Cela va rendre l'Afrique encore plus forte dans le monde !



ANA kids



Abonne-toi



ANAkids

ANAKIDS : NEWS BY KIDS FOR KIDS

Coding School : super teens become digital pros!



63 super teens aged 12 to 17 finished the Coding School in Dar es Salaam, with ThinkYoung and Boeing. It was in April 2024! Now, they have lots of digital superpowers for their future. Isn't that great?

This school is so cool! It helps Tanzania become super strong in digital stuff. Teens learned to code, make robots, and even fly drones! Plus, they met tech and aviation pros. Awesome! Farhana, 14, loved it: «I met lots of other teens who love science, and it was super cool!» Kuljit Ghata-Aura from Boeing said coding is super important for the future. He hopes it will help kids achieve their dreams.

ThinkYoung thinks this school will inspire lots of other countries in Africa. That'll be awesome! Since 2016, with Boeing, they've been helping lots of kids become tech pros. And guess what? Over 60% of the teens in this school are girls! Super, right? It breaks stereotypes. Lots of other programs like this are popping up in Africa to make kids tech champions. It's going to make Africa even stronger worldwide!

ANA MAG

AFRICA NEWS AGENCY

